

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

12 NOVEMBRE 2013

Projet de loi portant réforme des arrondissements judiciaires et modifiant le Code judiciaire en vue de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE
PAR
MME DEFRAIGNE
ET M. VASTERSAVENDTS

I. INTRODUCTION

Le présent projet de loi, qui relève de la procédure bicamérale obligatoire, a été déposé initialement à la Chambre des représentants en tant que projet de loi du

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2013-2014

12 NOVEMBER 2013

Wetsontwerp tot hervorming van de gerechtelijke arrondissementen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op een grotere mobiliteit van de leden van de rechterlijke orde

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE JUSTITIE
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW DEFRAIGNE
EN DE HEER VASTERSAVENDTS

I. INLEIDING

Dit wetsvoorstel, dat onder de verplicht bicamerale procedure valt, werd oorspronkelijk ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers als een ontwerp

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Alain Courtois.

Membres/Leden :

N-VA	Inge Faes, Frank Boogaerts, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
PS	Hassan Boussetta, Ahmed Laaouej, Philippe Mahoux.
MR	Alain Courtois, Christine Defraigne.
CD&V	Sabine de Bethune, Els Van Hoof.
sp.a	Guy Swennen, Fauzaya Talhaoui.
Open Vld	Yoeri Vastersavendts.
Vlaams Belang	Bart Laeremans.
Écolo	Zakia Khattabi.
cdH	Francis Delpérée.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Hubb Broers, Patrick De Groote, Bart De Nijn, Elke Sieurs, Lieve Maes.
Caroline Désir, Jean-François Istasse, Fatiha Saïdi, Louis Siquet.
François Bellot, Jacques Brotchi, Armand De Decker.
Wouter Beke, Dirk Claes, Johan Verstreken.
Bert Anciaux, Dalila Douifi, Ludo Sannen.
Guido De Padt, Martine Taelman.
Yves Buysse, Anke Van dermeersch.
Benoit Hellings, Cécile Thibaut.
Bertin Mampaka Mankamba, Vanessa Matz.

Voir:

Documents du Sénat :

5-2212 - 2012/2013 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Amendements.

5-2212 - 2012/2013 :

N° 3 : Amendements.

Zie:

Stukken van de Senaat :

5-2212 - 2012/2013 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Amendementen.

5-2212 - 2013/2014 :

Nr. 3 : Amendementen.

gouvernement le 4 juin 2013 (doc. Chambre, n° 53-2858/1).

Il a été adopté à la Chambre des représentants le juillet 2013 par 90 voix contre 98 et 12 abstentions. Il a été transmis au Sénat le même jour.

Conformément à l'article 27.1, deuxième alinéa, du règlement du Sénat, la commission a entamé l'examen du projet de loi avant le vote final à la Chambre des représentants. La commission a consacré ses réunions des 10, 16 et 18 juillet, 30 septembre, 8 et 23 octobre et 12 novembre 2013 à l'examen du projet de loi, en présence de la ministre de la Justice.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE

Il y a un quart de siècle, au lendemain d'une série de vingt-huit meurtres sanglants commis par la bande du Brabant wallon, la commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner ces événements arrivait, entre autres, aux conclusions suivantes :

« Les instances chargées de la lutte contre la criminalité présentent des dysfonctionnements à différents niveaux. La commission a constaté des incohérences, des carences et un manque de coordination. »

« Une autre raison pour laquelle les enquêtes ont échoué réside dans la manière dont s'effectue la communication au sein de la magistrature et des services de police. Les carences en matière de communication sont imputables à la structure même de différents corps et à la division rigoureuse du territoire en arrondissements. »

Fin de citation. Dans l'intervalle, la réforme des polices a été mise en œuvre et le parlement peut désormais s'atteler à la réforme promise de l'ordre judiciaire. Après avoir étudié, débattu et rendu des avis sur cette réforme pendant un quart de siècle, il faut maintenant prendre des décisions. Cette réforme est l'une des ambitions majeures de ce gouvernement. Elle marque, à tous les égards, un tournant dans l'histoire institutionnelle de la Belgique : il s'agit de la première grande réforme de notre ordre judiciaire depuis 1830.

Le projet de loi à l'examen est le premier de deux textes qui doivent donner corps à la réforme judiciaire. Un second texte, concernant la gestion, reviendra bientôt du Conseil d'État et nous espérons qu'il pourra encore être déposé avant les vacances parlementaires.

La force de la société européenne réside dans le fait d'être un État de droit, où l'accès à la sécurité juridique et à une justice de haute valeur est garanti à tous. Par contre, si la justice est sujette à caution, notre société

van de regering op 4 juni 2013 (stuk Kamer, nr. 53-2858/1).

Het werd op ... juli 2013 in de Kamer van volksvertegenwoordigers aangenomen met 90 tegen 98 stemmen en 12 onthoudingen. Het werd dezelfde dag naar de Senaat overgezonden.

Overeenkomstig artikel 27.1, tweede lid, van het Reglement van de Senaat, is de commissie begonnen met de besprekking van het wetsontwerp vóór de eindstemming in de Kamer van volksvertegenwoordigers. De commissie heeft het wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 10, 16 en 18 juli, 30 september, 8 en 23 oktober en 12 november 2013, in aanwezigheid van de minister van Justitie.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN JUSTITIE

Een kwarteeuw geleden, na de bloedige reeks van achtentwintig moorden door de zogenaamde bende van Nijvel, kwam een parlementaire onderzoekscommissie naar deze gebeurtenissen onder meer tot de volgende conclusies :

« Bij de instanties die belast zijn met de bestrijding van de criminaliteit heeft de commissie geconstateerd dat er nalatigheden waren en een gebrek aan samenhang en coördinatie. »

« Een andere reden voor het falen van de onderzoeken ligt in de manier waarop de communicatie verloopt binnen de magistratuur en binnen de politiediensten. Dit is onder meer te wijten aan de structuur van de korpsen en aan de strakke indeling van het land in arrondissementen. »

Einde citaat. De politiehervorming is inmiddels doorgevoerd, vandaag kan uw parlement beginnen aan de beloofde hervorming van de rechterlijke orde. Na een kwarteeuw bestuderen, debatteren, en adviseren is het tijd voor beslissingen. Deze hervorming is een van de hoofdambities van deze regering. Ze is in alle opzichten een mijlpaal in de Belgische institutionele geschiedenis, de eerste grote hervorming van onze rechterlijke orde sinds 1830.

Het voorliggende wetsontwerp is het eerste van twee teksten die de gerechtelijke hervorming gestalte moeten geven. Een tweede, over het beheer, zal binnenkort van de Raad van State terugkomen en kan hopelijk nog voor het reces worden ingediend.

De sterke van de Europese samenleving bestaat erin een rechtstaat te zijn, waar de toegang tot de rechtszekerheid en tot een hoogwaardige justitie aan iedereen gewaarborgd is. Als justitie echter aan twijfel

en est touchée dans son pilier le plus profond, le sens de l'équité.

Nos citoyens posent à juste titre des exigences élevées au pouvoir judiciaire. Ils le considèrent, surtout en des temps d'incertitude, comme le gardien de nos valeurs communes. Ils le considèrent comme le garant d'une plus grande sécurité, dans une société qui semble en proie à une violence et une incertitude sans cesse croissantes. Ils attendent du pouvoir judiciaire qu'il fonctionne dans une société de plus en plus complexe.

Le corps des magistrats et le monde de la justice dans notre pays comptent d'innombrables personnes qui ont une grande expertise, beaucoup d'enthousiasme, de dignité et d'engagement. Malgré cela, la confiance de la population dans la justice baisse depuis longtemps.

Les citoyens de notre pays ne souhaitent rien d'autre que l'image de la justice et la confiance dans le droit soient inébranlables. C'est la raison pour laquelle une réforme est nécessaire

Cette réforme poursuit les objectifs suivants :

1. Une meilleure gestion et une plus grande efficacité :

Ce Parlement le constate depuis un quart de siècle, les tâches et les moyens du siège et du ministère public sont dispersés entre un nombre trop élevé de tribunaux et d'arrondissements. En outre, les moyens et les effectifs sont dirigés au niveau central au départ de Bruxelles et requièrent souvent des dispositions légales ou des arrêtés royaux. C'est la raison pour laquelle la structure organisationnelle et la gestion matérielle au quotidien dans les différents ressorts sont souvent problématiques. Il faut donc une meilleure gestion et une plus grande efficacité.

2. La résorption de l'arriéré et une justice rendue plus rapidement :

La longueur des délais de procédure et de procès et l'incertitude les concernant suscitent l'insatisfaction chez les justiciables et le public et créent un dommage économique. Ils font hésiter bon nombre de personnes ou les font renoncer à des procédures juridiques et perturbent donc le sentiment de justice général. Ils sont le résultat de procédures trop lourdes, de l'abus de ces procédures pour freiner le cours normal de la justice, et de l'absence de management organisationnel des affaires judiciaires. Une plus grande efficacité et des procédures plus courtes auront pour effet d'offrir au citoyen un meilleur accès au système juridique. D'autre part, il va de soi qu'une révision du droit pénal contribuera également à rendre la justice plus réactive, mais ce sera probablement pour la prochaine législature.

onderhevig is dan raakt dat onze samenlevingin haar diepste pijler, het rechtvaardigheidsgevoel.

Onze burgers stellen terecht hoge eisen aan de rechterlijke macht. Zij kijken, zeker in tijden van onzekerheid, naar haar als de bewaker van onze gemeenschappelijke waarden. Zij kijken naar haar als de waarborg voor meer veiligheid, in een samenleving die aan steeds meer geweld en onzekerheid onderhevig lijkt. Zij verwachten van de rechterlijke macht dat zij meedraait in een steeds complexer wordende samenleving.

Het corps van magistraten en de wereld van justitie in ons land tellen talloze mensen met veel deskundigheid, bevlogenheid, waardigheid, en engagement. Desondanks daalt het vertrouwen van de bevolking in de justitie sedert vele jaren.

De burgers van ons land wensen niet anders dan dat de magistratuur perfect zou functioneren, dat het imago van justitie en het geloof in het recht onwankelbaar zouden zijn. Daarom is een hervorming noodzakelijk.

Die hervorming heeft volgende doelstellingen :

1. Beter bestuur en grotere efficiëntie :

Zoals al een kwarteeuw geleden in dit Parlement werd vastgesteld, zijn de taken en middelen van zetel en openbaar ministerie versnipperd over teveel rechtsbanken en teveel rechtsgebieden. Middelen en personeelsbestand worden bovendien centraal aangestuurd vanuit Brussel, vergen vaak wettelijke bepalingen of Koninklijke besluiten. De organisatorische structuur en het dagelijks materieel beheer in de afzonderlijke rechtsgebieden is daarom vaak problematisch. Dat moet dus beter en efficiënter.

2. Het wegwerken van de achterstand en het sneller recht spreken :

Lange termijnen bij procedures en processen, en de onzekerheid daarover, zorgen voor onvrede bij de rechtshorigen en het publiek, en voor economische schade. Ze doen velen aarzelen of afzien van rechtsprocedures, en versturen dus het algemeen rechtsgevoel. Ze vloeien voort uit te zware procedures, het misbruik ervan om de normale rechtsgang te belemmeren en het gebrek aan organisatorisch management van rechtszaken. Grottere efficiëntie en kortere procedures zullen ertoe leiden dat de burger een betere toegang zal hebben tot het rechtssysteem. Daarnaast zal uiteraard ook een herziening van het strafrecht — maar dat is waarschijnlijk een zaak voor de volgende legislatuur — tot sneller recht spreken moeten bijdragen.

3. Jurisprudence de qualité, meilleurs services et proximité suffisante du citoyen :

Le citoyen a également droit à une jurisprudence de qualité.

L'expertise dans des branches du droit est de plus en plus une nécessité pour un traitement efficace des affaires. L'expertise demande une offre d'affaires suffisante pour pouvoir développer et entretenir une expérience ainsi qu'un cadre suffisamment étendu pour pouvoir mettre en œuvre une spécialisation.

Afin d'atteindre ces objectifs, un consensus assez large s'est dégagé des discussions des dernières décennies concernant les méthodes à employer :

1. Élargissement d'échelle

Dans les grandes lignes, la structure territoriale des tribunaux est toujours la même que celle qui était en place à la naissance de la Belgique en 1830, la philosophie étant que le chef-lieu devait pouvoir être accessible de partout en un jour à cheval (35 à 50 km). Il existe donc une marge très large pour un élargissement d'échelle. Cet élargissement d'échelle offre l'opportunité de transférer les moyens et les compétences stratégiques du niveau central (décentralisation) et doit contribuer à mettre un terme à la dispersion des ressources humaines et des moyens.

De nombreux tribunaux ont une taille limitée. Certains tribunaux sont même extrêmement réduits. La moitié de tous les tribunaux du travail et de commerce compte moins de cinq magistrats. Cela les rend vulnérables dans leur organisation en ce sens que l'indisponibilité d'un ou de deux magistrats a un impact énorme sur le traitement des affaires judiciaires et sur la prestation de service au justiciable. En outre, il est impossible de créer une spécialisation suffisante pour chaque matière dans les petits tribunaux parce que tant le cadre que l'offre d'affaires dans certaines matières y sont trop réduits.

2. Mobilité et spécialisation

Grâce à la création d'arrondissements judiciaires plus vastes et au développement des possibilités existantes de mobilité horizontale, les magistrats et le personnel judiciaire peuvent être mieux affectés en fonction de la charge de travail et de la spécialisation. De cette manière, le personnel d'un endroit où il y a relativement moins d'activité peut temporairement être affecté ailleurs, là où les besoins sont grands.

En outre, l'élargissement d'échelle permet dans certains domaines très techniques, tant au siège qu'au ministère public, de développer davantage des centres de compétences spécialisés. Cette mobilité sera déve-

3. Kwaliteitsvolle rechtspraak, betere dienstverlening en een voldoende nabijheid tot de burger :

De burger heeft tevens recht op een kwaliteitsvolle rechtspraak.

Deskundigheid op deelgebieden van het recht is steeds meer een noodzaak voor een goede efficiënte behandeling van zaken. Deskundigheid vereist een voldoende aanbod van zaken om ervaring op te kunnen bouwen en te onderhouden en een voldoende groot kader om specialisatie te kunnen doorvoeren.

Om deze doelstellingen te bereiken, is uit de discussies van de voorbije decennia een vrij grote consensusgegroeid rond de te hanteren methodes :

1. Schaalvergroting

In grote lijnen is de territoriale structuur van de rechtbanken nog altijd dezelfde als bij het ontstaan van België in 1830, in de filosofie dat de hoofdplaats van overal binnen één dag te paard bereikbaar moest zijn (35 à 50 km). Er is dus ruimschoots ruimte voor een schaalvergroting. Die schaalvergroting biedt de kans om middelen en beleidsbevoegdheden over te hevelen vanuit het centrale niveau (decentralisatie) en moet mee een einde maken aan de versnippering van mensen en middelen.

Vele rechtbanken zijn beperkt in omvang. Sommige rechtbanken zijn zelfs extreem beperkt. De helft van alle arbeids- en handelsrechtbanken telt minder dan vijf magistraten. Dat maakt hen kwetsbaar in hun organisatie waarbij het wegvalLEN van één of twee magistraten een enorme impact heeft op de afwerking van de rechtszaken en de dienstverlening aan de rechtszoekende. Bovendien is het onmogelijk om in kleine rechtbanken voor elke materie voldoende specialisatie te creëren omdat zowel het kader als het zaakaanbod van bepaalde matenries te klein is.

2. Mobiliteit en specialisatie

Via de creatie van grotere gerechtelijke arrondissementen en de uitbouw van de bestaande mogelijkheden van horizontale mobiliteit, kunnen magistraten engerechtspersoneel beter ingezet worden op basis van werklast en specialisatie. Op die manier kan personeel van een plaats met relatief weinig activiteit tijdelijk elders ingezet worden waar grote noden zijn.

Bovendien maakt de schaalvergroting in bepaalde zeer technische domeinen zowel bij de zetel als bij het openbaar ministerie een verdere ontwikkeling naar gespecialiseerde competentiecentra mogelijk. Die mo-

loppée en fonction d'une meilleure gestion des ressources humaines, sans pour autant porter préjudice aux services locaux fournis au public.

3. Plus grande autonomie de gestion et de management

Bien que le chef de corps-magistrat à la tête d'une juridiction ou d'un parquet doive en principe depuis 1998 fonctionner comme un manager de son organisation, cette règle est en grande partie restée lettre morte. En matière de gestion du personnel, d'infrastructure, de matériel, le chef de corps est toujours fortement tributaire de l'administration centrale. L'autonomie financière des chefs de corps vis-à-vis de l'administration centrale à Bruxelles est elle aussi extrêmement réduite, *de facto* elle est limitée aux menues dépenses quotidiennes et au matériel de bureau.

Le tribunal n'a dès lors plus aucune prise sur les moyens nécessaires à l'obtention du résultat pour lequel il est responsable. Le tribunal ne peut ainsi pas s'adapter suffisamment aux besoins changeants de la société. À terme, les tribunaux doivent pouvoir disposer de plus d'autonomie et de moyens propres via la technique des contrats de gestion.

4. Simplification administrative et ICT

L'autonomie accrue des ressorts et l'utilisation de techniques de gestion modernes dans le cadre de structures organisationnelles plus transparentes, doivent également permettre de réduire la durée de bon nombre de longues procédures et de longs procès et de les rendre plus efficaces, ce qui aura également un effet en termes d'économie sur les coûts. A cet égard, la mise au point d'une infrastructure ICT adéquate joue un rôle crucial

5. Culture organisationnelle

À l'instar d'autres organisations fédérales ces dernières décennies, l'élargissement d'échelle et l'autonomie accrue à la Justice peuvent donner une impulsion à une culture organisationnelle à part entière, où le succès de l'organisation prise comme un tout est plus important que l'image des acteurs individuels et retombe également sur eux.

Tout cela crée une profonde réforme de l'organisation judiciaire qui devra nécessairement se dérouler en plusieurs phases.

bilité zal worden uitgebouwd in functie van een beter beheer van de human resources, zonder daarom de plaatselijke dienstverlening aan het publiek aan te tasten.

3. Grotere autonomie van het beheer enmanagement

Hoewel de korpschef-magistraat die aan het hoofd staat van een rechtscollege of een parket, in principe sinds 1998 zou moeten functioneren als een manager van zijn organisatie, is dat beginsel grotendeels dode letter gebleven. Inzake personeelsbeheer, infrastructuur, materieel, is de korpschef nog steeds sterk afhankelijk van het centraal bestuur. Ook de financiële autonomie van de korpschefs tegenover het centraal bestuur in Brussel is uitermate beperkt, *de facto* tot de dagelijkse kleine kosten en kantoorbenodigdheden.

Het gevolg is dat de rechtbank geen grip heeft op de middelen die nodig zijn om het resultaat te behalen waarvoor ze verantwoordelijk is. De rechtbank kan zich daardoor onvoldoende aanpassen aan de wijzigende noden van de samenleving. Op termijn moeten de rechtbanken kunnen beschikken over meer beheersautonomie en eigen middelen via de techniek van debeheerscontracten.

4. Administratieve vereenvoudiging en ICT

De grotere autonomie van de rechtsgebieden en het gebruik van moderne beheerstechnieken binnen het kader van heldere organisatiestructuren moet er ook toe leiden vele langdurige procedures en processen in duurtijd in te krimpen en efficiënter te maken, wat ook kostenbesparend zal werken. Het op punt stellen van een adequate ICT-infrastructuur speelt daar een cruciale rol in.

5. Organisatiecultuur

Net als andere federale organisaties de afgelopen decennia kunnen de schaalvergroting en de grotere autonomie bij Justitie de aanzet worden van een volwaardige organisatiecultuur waarbij het succes van de organisatie als geheel belangrijker wordt dan het imagovan individuele actoren en mee op hen afstraalt.

Dit alles vormt een ingrijpende hervorming van de rechterlijke organisatie die noodzakelijkerwijze in verschillende onderdelen zal moeten gebeuren.

La première partie de cette réforme est le réaménagement des tribunaux dans des arrondissements plus grands. La mobilité de la magistrature et du personnel judiciaire doit constituer la deuxième partie. Ces deux sujets sont traités dans le projet de loi à l'examen.

Dans une troisième partie, développée dans un projet de loi qui reviendra sous peu du Conseil d'État, la réforme de la structure de gestion pourra commencer ainsi que l'octroi graduel de l'autonomie concernant la gestion des ressources humaines, matérielles et budgétaires du tribunal, l'introduction des contrats de gestion en constituant la clé de voûte.

Chaque phase constitue une étape nécessaire pour la phase suivante. Avant de pouvoir octroyer aux tribunaux une plus grande autonomie en matière de gestion et de management, un élargissement d'échelle des tribunaux s'impose. L'élargissement d'échelle des arrondissements est le fondement sur lequel la gestion autonome peut être développée. Les responsables du tribunal (chef de corps ou collège de gestion) doivent effectivement disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour organiser leur tribunal ou parquet. Pour ce faire, le tribunal doit disposer d'une certaine capacité en termes de ressources humaines et matérielles.

Une meilleure mobilité des magistrats et du personnel doit également permettre aux dirigeants du tribunal de mener une politique des ressources humaines appropriée.

— Nouveaux arrondissements

Le projet de loi à l'examen a pour objectif de redessiner l'organisation judiciaire. Les tribunaux de première instance et les tribunaux de police sont dorénavant répartis sur douze arrondissements. Les justices de paix restent organisées au niveau des cantons. Les tribunaux du travail et les tribunaux de commerce sont organisés par ressort de cour d'appel.

Le siège du tribunal de première instance est situé au chef-lieu de la province et les autres localisations existantes deviennent des divisions, avec toutefois la garantie de l'exercice d'une compétence territoriale. Les présidents de division assistent les présidents dans la gestion de ces divisions. Les divisions et leurs compétences sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres pris sur proposition de président et après avis d'autres acteurs.

Les magistrats sont nommés dans un tribunal ou un parquet, et donc au niveau des arrondissements pour ce qui est du tribunal de première instance et au niveau du ressort pour les tribunaux du travail et de commerce. Le personnel judiciaire des niveaux A et

Een eerste onderdeel in deze hervorming is de hertekening van de rechtkassen in grotere arrondissementen. De mobiliteit van de magistratuur en gerechtspersoneel moet het tweede onderdeel vormen. Zij worden samen in dit wetsontwerp geregeld.

In een derde onderdeel, dat in een wetsontwerp is uitgewerkt dat zal binnenkort van de Raad van State terugkomen, zullen we dan de hervorming van de beheersstructuur doorvoeren, en de geleidelijke toeënking van de autonomie in het beheer van de personele, materiële en budgettaire middelen van de rechtkass, met als sluitstuk de invoering van beheersovereenkomsten.

Elke fase is een noodzakelijke stap voor de volgende fase. Vooraleer men een grotere autonomie in beheer en management kan toekennen aan de rechtkassen is een schaalvergroting van de rechtkassen vereist. De schaalvergroting van de arrondissementen is de fundering waarop het autonoom beheer kan worden gebouwd. De verantwoordelijken van de rechtkass (korpschef of beheerscollege) moeten immers de nodige beleidsruimte hebben om hun rechtkass of parket te organiseren. Daarvoor moeten de rechtkassen een voldoende omvang hebben in materiële en personele middelen.

Ook een verbeterde mobiliteit van magistraten en personeel moeten mogelijk maken dat de leidinggevenden van de rechtkass een adequaat human resources beleid zullen kunnen voeren.

— Nieuwe arrondissementen

Dit wetsontwerp heeft als doel de rechterlijke organisatie te hertekenen. De rechtkassen van eerste aanleg en de politierechtkassen worden voortaan ingedeeld in twaalf arrondissementen. De vrederechters blijven georganiseerd in de kantons. De arbeidsrechtkassen en rechtkassen koophandel worden georganiseerd per ressort van het hof van beroep.

De zetel van de rechtkass is gelegen in de provinciehoofdstad en de andere bestaande locaties worden een afdeling, maar er wordt een garantie ingebouwd om de territoriale bevoegdheden te kunnen blijven uitoefenen. Afdelingsvoorzitters staan de voorzitter bij in het beheer van die afdelingen. De afdelingen en hun bevoegdheden worden vastgesteld door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit op voorstel van de voorzitter en na advies van andere actoren.

De magistraten worden benoemd in een rechtkass of een parket, dus op het niveau van de arrondissementen voor de rechtkass van eerste aanleg en op het niveau van het rechtsgebied voor arbeid en koophandel. Het gerechtspersoneel van niveau A &B

B sont nommés au niveau de l'arrondissement. Le personnel des niveaux C et D sont nommés au niveau d'une division.

Pour l'arrondissement de Bruxelles, les règles contenues dans l'accord BHV sont conservées, avec maintien des tribunaux (FR/NL) dans l'arrondissement de Bruxelles. Les présidents des deux tribunaux de première instance (FR/NL) conservent leurs compétences actuelles sur les juges de paix et les juges de police.

L'arrondissement d'Eupen reçoit une structure propre avec un président, un cadre et un greffier en chef pour tous les tribunaux. Les juges et le personnel judiciaire sont nommés simultanément dans les tribunaux de première instance, de commerce et du travail.

— Mobilité

Le présent projet de loi a aussi pour objet de renforcer les règles de mobilité dans le cadre de la réforme du paysage judiciaire via des nominations simultanées dans les juridictions du même type dans les arrondissements ou les ressorts de cour d'appel ou dans le tribunal de commerce, le tribunal du travail ou l'auditorat du ressort et via les délégations.

Des dispositions spécifiques sont adoptées pour les arrondissements de Bruxelles et d'Eupen.

En outre, hormis les juges de paix de complément et les juges de complément au tribunal de police, le projet intègre les magistrats de complément dans les cadres.

Pour les magistrats, on a instauré un droit général d'être entendu et ce, afin de permettre la prise en compte de circonstances familiales, par exemple.

— Règlement de répartition des affaires

Si le tribunal reçoit à terme des moyens de fonctionnement en gestion propre, il faut qu'il puisse aussi organiser son propre processus primaire, à savoir la jurisprudence.

C'est la raison pour laquelle le projet à l'examen prévoit un arrêté royal portant le règlement de répartition des affaires.

Le Roi pourra déterminer, sur la proposition des tribunaux, les divisions et les lieux où le siège et le greffe de celles-ci seront établis, le territoire sur lequel ces divisions exercent leur juridiction et la manière dont les affaires seront réparties entre elles.

wordt benoemd in het arrondissement. De personeelsleden van niveau C & D worden benoemd in een afdeling.

Voor het arrondissement Brussel wordt de regeling van het BHV-akkoord behouden, met behoud van de rechtbanken (NL/FR) in het arrondissement Brussel. De voorzitters van de twee rechtbanken van eerste aanleg (NL/FR) behouden hun huidige bevoegdheden over de vrederechters en politierechters.

Het arrondissement Eupen krijgt een eigen structuur met één voorzitter, één kader, één hoofdgriffier voor alle rechtbanken. De rechters en het gerechtspersoneel worden tegelijk in de rechtbanken van eerste aanleg en van koophandel en de arbeidsrechtbank benoemd.

— Mobiliteit

Dit ontwerp van wet heeft ook tot doel de regels inzake mobiliteit te versterken in het kader van de hervorming van het gerechtelijk landschap, via gelijktijdige benoemingen in de rechtscolleges van dezelfde soort in de arrondissementen of rechtsgebieden van het hof van beroep of in de rechtbank van koophandel, de arbeidsrechtbank of het auditoraat van het rechtsgebied en via de opdrachten.

Er zijn specifieke bepalingen goedgekeurd voor de arrondissementen van Brussel en Eupen.

Behalve voor de toegevoegde vrederechtersen de toegevoegde rechters bij de politierechtbank zorgt het ontwerp er bovendien voor dat de toegevoegde magistraten worden opgenomen in de personeelsformaties.

In De Kamer, werd een algemene hoorrecht voor magistraten ingevoerd om rekening te kunnen houden met onder andere familiale omstandigheden.

— Zaakverdelingsreglement

Indien de rechtbank op termijn werkingsmiddelen in eigen beheer krijgt, is het van belang dat de rechtbank ook haar eigen primaire proces, met name de rechtspraak, kan organiseren.

Voorliggend ontwerp introduceert daarom het koninklijk besluit houdende het zaakverdelingsreglement

De Koning zal de afdelingen en de plaatsen waar deze zitting en een griffie houden, kunnen bepalen op voorstel van de rechtbanken, alsmede op welk grondgebied deze afdelingen hun rechtsmacht uitoefenen en hoe hun zaken over deze afdelingen zijn verdeeld.

Le règlement de répartition des affaires, qui fixera l'ensemble des modalités précitées, sera promulgué par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

C'est un changement radical par rapport à la situation actuelle, où le Roi définit la compétence territoriale de chaque division sans que le tribunal puisse s'exprimer à cet égard. Le projet à l'examen permet donc au tribunal d'avoir davantage voix au chapitre.

Le tribunal pourra répartir ses affaires en fonction de la compétence territoriale, comme le Roi le fait déjà actuellement. Toutefois, pour des raisons liées à la spécialisation, à la spécificité des affaires, à la réalité sur le terrain ou à l'efficience, il pourrait s'avérer préférable de regrouper les affaires au sein d'une seule division. Le tribunal pourra à cet effet proposer explicitement qu'une division prenne certaines affaires en charge pour l'ensemble de l'arrondissement.

La philosophie est que toutes les divisions doivent pouvoir fournir les prestations de base, mais que les tribunaux doivent pouvoir regrouper certaines affaires — généralement spécialisées — au sein d'une même division. Le droit de la jeunesse et le droit de la famille en droit civil ainsi que le droit de la sécurité sociale, par exemple, font partie des prestations de base. Il y a d'ailleurs, dans chaque division, un tribunal de la jeunesse, un tribunal civil et un tribunal correctionnel, de sorte que les affaires de la jeunesse, les affaires civiles ou les affaires pénales ne pourront jamais être intégralement retirées d'une division.

Les affaires spécialisées qui peuvent être regroupées au sein d'une même division sont énumérées dans le Code judiciaire.

— Règlement particulier

Le règlement de répartition des affaires se distingue du règlement particulier du tribunal. L'actuel règlement particulier du tribunal devient un instrument d'organisation interne réglant le fonctionnement journalier du tribunal: désignation des chambres au sein de la division, jours et heures des audiences et introductions, ...

Il doit devenir un règlement souple qui n'est plus établi par le roi mais par le chef de corps et qui peut être adapté avec souplesse au fonctionnement du tribunal. Pour des raisons de publicité, il doit être rendu public dans un avis, par exemple sur le site Internet du tribunal.

La ministre évoque enfin deux points d'attention soulevés par le Conseil d'État.

Het zaakverdelingsreglement waarin dit alles zal worden vastgelegd, wordt uitgevaardigd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Het is een ommekeer van de huidige toestand waarbij de Koning de territoriale bevoegdheid van elke afdeling vastlegt zonder inspraak van de rechbank. Dit ontwerp geeft de rechbank dan ook meer inspraak

De rechbank zal haar zaken kunnen verdelen naar territoriale bevoegdheid zoals dat vandaag al gebeurt door de Koning. Evenwel, omwille van specialisatie, de specificiteit van de zaken, realiteit op het terrein, of efficiëntie kan het beter zijn om zaken te concentreren in één afdeling. De rechbank kan daarom explicet voorstellen dat een afdeling bepaalde zaken voor het hele arrondissement behartigt.

De filosofie is dat de basisdienstverlening in alle afdelingen moet aangeboden worden, maar dat de rechbanken bepaalde, vaak gespecialiseerde, zaken in één afdeling moet kunnen concentreren. Jeugdrecht en familierecht in burgerlijk recht, sociale zekerheidsrecht maken bijvoorbeeld deel uit van de basisdienstverlening. Er is overigens een jeugdrechtbank, burgerlijke rechbank en strafrechtbank in elke afdeling, waardoor jeugdzaken, burgerlijke zaken of strafzaken nooit in hun geheel kunnen weggetrokken worden uit een afdeling.

De gespecialiseerde zaken die men kan concentreren in één afdeling zullen in het gerechtelijk Wetboek worden opgelijst

— Bijzonder reglement

Het zaakverdelingsreglement onderscheidt zich van het bijzondere reglement van de rechbank. Het bestaande bijzondere reglement van de rechbank wordt een instrument van interne organisatie dat de dagelijkse werking van de rechbank regelt zoals de aanduiding van de kamers in de afdelingen, dagen en uren van zittingen en inleidingen, enz.

Dit moet een flexibel reglement worden dat niet langer door de Koning maar door de korpschef wordt opgemaakt en soepel kan worden aangepast aan de werking van de rechbank. Omwille van de openbaarheid moet het in een bericht worden bekendgemaakt bijvoorbeeld op de website van de rechbank.

De minister gaat ten slotte even in op twee aandachtspunten die de Raad van State had gesteld.

— *Droits du magistrat*

Le premier point concerne les droits du magistrat par rapport à la décision prise par son chef de corps de le déplacer.

La législation actuelle permet déjà de déplacer des magistrats sans leur consentement entre départements d'un même tribunal, par exemple entre Ostende et Bruges pour ce qui est du tribunal de commerce. Les magistrats qui sont aujourd'hui nommés dans différents arrondissements dans le cadre de l'article 100 du Code judiciaire peuvent déjà être désignés pour exercer leurs fonctions dans un autre arrondissement sans que leur consentement soit requis.

Différentes protections sont déjà prévues dans le projet de loi à l'examen.

La Chambre a accepté que l'autorité qui prend la décision soit obligée d'entendre le magistrat ou le membre du personnel soumis à la mobilité lorsque le consentement de ce dernier n'est pas requis.

Toute décision en matière de mobilité doit être motivée de manière circonstanciée, en ce sens que la motivation doit également répondre aux éléments avancés par le magistrat lors de son audition.

En outre, la loi modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à la discipline, adoptée au Sénat le 4 juillet 2013, répond à l'arrêt de la Cour constitutionnelle imposant au législateur d'organiser un recours contre les mesures disciplinaires déguisées en mesures d'ordre.

La loi prévoit que le magistrat qui conteste une mesure disciplinaire déguisée en mesure d'ordre prise à son encontre par un chef de corps peut introduire un recours contre cette décision auprès du tribunal disciplinaire dans les trente jours suivant la notification de la décision du chef de corps. Ce recours n'est pas suspensif.

Une telle disposition offrira une protection contre ce qui pourrait être ressenti par certains comme une forme d'arbitraire de la part du chef de corps.

La question d'une possibilité de recours contre une éventuelle décision arbitraire du chef de corps sera de nouveau abordée dans le cadre de l'examen du projet de loi relatif à la gestion. C'est ce qui a été convenu à la Chambre.

D'autres pistes seront donc analysées à cette occasion en ce qui concerne d'éventuelles possibilités de recours supplémentaires contre une éventuelle décision arbitraire du chef de corps. Les pistes suivantes sont ainsi évoquées, mais doivent encore être soutenues par une majorité avant d'être concrétisées :

— *Rechten van de magistraat*

Het eerste betreft de rechten van de magistraat tegenover de beslissing van zijn korpschef om hem of haar over te plaatsen.

De huidige wetgeving liet al toe om magistraten tussen de afdelingen van de zelfde rechtbank te verplaatsen zonder hun instemming, bijvoorbeeld tussen Oostende en Brugge voor de rechtbank van koophandel. Ook magistraten die vandaag benoemd werden in meerdere arrondissementen via artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek konden reeds zonder hun instemming aangewezen worden om hun ambt uit te oefenen in een ander arrondissement.

Verschillende beschermingen zijn al in dit wetsontwerp voorzien :

In de Kamer is er aanvaard dat de magistraat of het personeelslid van wie mobiliteit wordt verwacht, moet gehoord worden door de autoriteit die de beslissing neemt in de gevallen dat de betrokken zijn instemming niet moet geven.

Elke beslissing tot mobiliteit moet omstandig gemotiveerd zijn, in die zin dat de motivering ook moet antwoorden op elementen die door de magistraat zijn aangehaald op het moment dat hij gehoord is.

Bovendien beantwoordt de wet tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de tucht, die op 4 Juli 2013 in de Senaat werd aangenomen, aan het arrest van het Grondwettelijk Hof dat de wetgever oplegt een beroep te organiseren tegen als ordemaatregel verhulde tuchtmaatregelen.

De wet voorziet dat de magistraat die een als ordemaatregel verhulde tuchtmaatregel betwist die ten aanzien van hem is genomen door een korpschef, een beroep kan instellen tegen deze beslissing bij de tuchtrechtbank binnen dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissing door de korpschef. Dit beroep werkt niet schorsend.

Een dergelijke bepaling biedt een bescherming tegen hetgeen door sommigen als een vorm van willekeur van de korpschef kan worden aangevoeld.

De problematiek van een beroeps mogelijkheid tegen eventuele willekeur van de korpschef zal opnieuw ter sprake komen bij de besprekings van het wetsontwerp beheer. Zo is afgesproken in de Kamer.

Andere pisten zullen dus geanalyseerd zijn met het wetsontwerp beheer omtrent eventuele additionele beroeps mogelijkheden tegen eventuele willekeur van de korpschef. Zo liggen volgende pistes op tafel, die echter door de meerderheid moeten worden gedragen alvorens in te schrijven :

— la création d'un poste de médiateur. Une procédure de conciliation est d'abord prévue en interne au sein du tribunal, avec la désignation d'un médiateur;

— l'option consistant à confier la responsabilité de la décision au comité de direction plutôt qu'au chef de corps (afin de tempérer le pouvoir de ce dernier);

— la possibilité d'élargir les recours introduits auprès du tribunal disciplinaire aux cas de « détournement de pouvoir » et d'« abus de pouvoir »;

— la possibilité d'intenter un recours auprès du Conseil d'État.

— Hainaut

Le deuxième point d'attention soulevé par le Conseil d'État porte sur la question des deux sièges et des deux procureurs du Roi que compte l'arrondissement du Hainaut. En raison de la structure communautaire de notre pays, le Conseil a accepté la dérogation au principe d'égalité en ce qui concerne, par exemple, la création d'un arrondissement distinct à Eupen, où l'on compte à peine 75 000 habitants, alors que l'arrondissement d'Anvers en compte 1,6 million. Le Conseil a demandé de motiver également davantage la dérogation accordée au Hainaut, ce qui a été fait.

Dans les propositions de réforme relatives au Hainaut, on a, dans les grandes lignes, suivi la même logique que pour le reste de la Belgique. Le nombre d'arrondissements a été réduit de plus de moitié de manière à ne garder qu'un seul arrondissement coïncidant avec les frontières de la province administrative, comme c'est le cas dans huit des dix provinces belges actuelles. Il n'y aura donc qu'un seul chef de corps pour le tribunal de première instance.

Il existe toutefois au moins trois raisons, dont une communautaire, qui expliquent la situation et, partant, la structure spécifique du Hainaut :

1. le Hainaut est la seule province dont le chef-lieu, qui est aussi le chef-lieu judiciaire, n'est pas la plus grande ville de la province. La raison en est qu'en 1830, Mons était plus grande que Charleroi, alors que Charleroi compte aujourd'hui deux fois plus d'habitants que Mons (204 000 contre 94 000). À l'heure actuelle, Charleroi est même la plus grande ville de Wallonie, avec à la clé les problèmes spécifiques auxquels sont confrontées les grandes villes;

2. le rapport de forces modifié aurait pu être rectifié en 1970. Il a fallu à l'époque créer une nouvelle cour d'appel à Anvers pour décharger Bruxelles. Pour maintenir l'équilibre communautaire, il a été décidé de commun accord d'en créer également une en Wallonie.

— de creatie van een bemiddelaar. In de rechtbank wordt eerst intern een verzoeningsprocedure voorzien via de aanstelling van een bemiddelaar;

— de beslissing niet laten nemen door de korpschef, maar door het directiecomité (om de almacht van de korpschef te temperen);

— de mogelijkheid van een beroep bij de tuchtrechtbank uitbreiden naar gevallen van « machtsafwending » en « machtsmisbruik »;

— de mogelijkheid van een beroep bij de Raad van State.

— Henegouwen

Het tweede aandachtspunt van de Raad van State betreft de kwestie van de twee zetels en de twee procureurs des Konings in het arrondissement Henegouwen. De Raad aanvaardde de afwijking van het gelijkheidsbeginsel inzake bijvoorbeeld de creatie, vanwege de communautaire structuur van ons land, van een apart arrondissement Eupen, met amper 75 000 inwoners, daar waar het arrondissement Antwerpen 1,6 miljoen inwoners telt. De Raad vroeg om ook de afwijking die aan Henegouwen wordt toegekend beter te motiveren. We hebben dat gedaan.

In de hervormingsvoorstellen voor Henegouwen is in grote lijnen dezelfde logica gevuld als in de rest van België. Het aantal arrondissementen is er met meer dan de helft teruggebracht, om er maar één te houden waarvan de grenzen samenvallen met de administratieve provincie, zoals in acht van de huidige tien Belgische provincies. Er zal dus ook maar één korpschef zijn voor de rechtbank van eerste aanleg

Toch zijn er minstens drie motieven — waarvan één van communautaire oorsprong — die de aparte situatie — en dus de aparte structuur — van Henegouwen verklaren :

1. Henegouwen is de enige provincie waar de hoofdplaats — ook de gerechtelijke hoofdplaats — niet de grootste stad is. Dat is omdat Mons in 1830 nog groter was dan Charleroi, daar waar laatstgenoemde stad nu tweemaal zoveel inwoners telt (204 000) als Mons (94 000). Charleroi is vandaag zelfs de grootste stad van Wallonië, met zijn eigen specifiek-grootstedelijke problemen;

2. die gewijzigde verhouding had men in 1970 kunnen rechttrekken. Er moest toen een nieuw hof van beroep komen in Antwerpen, om Brussel te ontlasten. Vanwege het communautair evenwicht besloot men er ook één in Wallonië bij te maken, overigens toen in

L'idée était d'en créer une pour le Hainaut et Namur conjointement, si bien que Charleroi était le lieu idéal pour la nouvelle cour. Mais Liège s'y est opposée, car sa cour avait déjà cédé le Limbourg au profit d'Anvers et avec le seul Luxembourg, elle aurait été plus petite que la cour de Charleroi. C'est ainsi que le Hainaut est devenu la seule province dont le ressort de la cour d'appel coïncide avec les frontières de la province. Et on a finalement gardé Mons comme siège de la cour d'appel. Un argument qui a été déterminant dans ce choix est la présence d'une université, comme c'est le cas pour les autres cours;

3. dans le cadre de cette réforme, il a également été envisagé d'organiser le Hainaut autrement qu'en se basant sur le territoire de la province. Dans ce cas, un arrondissement judiciaire aurait été créé pour le Hainaut occidental, dont le siège aurait été à Mons, et un autre pour le Hainaut oriental et le Brabant wallon, dont le siège aurait été à Charleroi. Ce ne fut toutefois pas possible vu que l'article 156 de la Constitution, qui fixe les ressorts des cours d'appel, n'a pas été ouvert à révision.

C'est comme si Turnhout avait été plus grande qu'Anvers en 1830, et que la cour d'appel y avait donc été installée en 1970, bien que, dans l'intervalle, Anvers soit devenue plus grande, au motif que Turnhout était plus proche pour les Limbourgeois; on aurait alors organisé le nouvel arrondissement autour de ce siège, ce qui aurait eu pour effet qu'Anvers, la plus grande ville de Flandre avec ses problèmes spécifiques de métropole, soit privée de procureur. La comparaison n'est pas tout à fait pertinente mais elle clarifie tout de même la situation particulière dans laquelle se trouve le Hainaut.

Nous avons donc cherché des solutions pratiques, sans faire des comptes d'apothicaire de nature communautaire. La création de deux procureurs placés sous l'autorité d'un procureur général au sein du même arrondissement judiciaire du Hainaut résout un certain nombre des questions. On peut toujours renoncer à la structure de la province après une révision de l'article 156. On a remédié à un problème potentiel de l'absence de procureur dans la plus grande ville de Wallonie, caractérisée par des problèmes spécifiques.

On a en outre évité l'apparition d'une structure dans laquelle un procureur général n'exercerait son autorité que sur un seul procureur du Roi en raison de la coïncidence de l'arrondissement judiciaire et du ressort de la cour d'appel. Le Conseil d'État affirme à cet égard qu'il n'existe aucune norme supérieure qui prévoit ou dont il découlerait qu'un procureur général doit toujours avoir plusieurs procureurs du Roi sous son autorité. C'est exact, mais l'on considère, dans la théorie de l'organisation, qu'une arborescence est la forme de hiérarchie la plus indiquée, hiérarchie qui existe bel et bien en l'occurrence, comme le

algemene consensus. Het eerste idee was dat in Henegouwen en Namen samen te doen, waardoor Charleroi de ideale locatie was voor het nieuwe Hof. Maar er kwam Luiks verzet tegen, omdat het Hof daar al Limburg was kwijtgespeeld aan Antwerpen en men met enkel Luxemburg kleiner zou zijn dan het Hof in Charleroi. Zo is Henegouwen de enige provincie geworden waar het territorium van het hof van beroep samenvalt met dat van de provincie. En men behield uiteindelijk Mons als locatie voor het hof van beroep, waarbij het argument dat er, zoals bij de andere hoven, ook een universiteit was, sterk de doorslag gaf;

3. ook bij deze hervorming werd de optie overwogen om Henegouwen anders te organiseren dan als provincie. Dan zou er een gerechtelijk arrondissement zijn gecreëerd rond het westen van Henegouwen, met Mons als zetel, en rond het oosten van Henegouwen, samen met Waals-Brabant, met Charleroi als hoofdzetel. Doordat artikel 156 van de Grondwet, dat de rechtsgebieden van de Hoven van Beroep vastlegt, niet voor herziening vatbaar was verklaard, was dit echter niet mogelijk

U moet zich dus eigenlijk het verhaal voorstellen alsof Turnhout in 1830 groter was geweest dan Antwerpen, alsof men dan — hoewel Antwerpen inmiddels groter was — daar toch het hof van beroep zou geïnstalleerd hebben in 1970, omdat dit dichterbij was voor de Limburgers, en dat men dan nu daar het nieuwe arrondissement zou rond gebouwd hebben, waardoor Antwerpen, de grootste stad van Vlaanderen met haar eigen specifiek-grootstedelijke problemen, geen eigen procureur zou hebben. De vergelijking gaat niet helemaal op maar het verheldert de toch wel aparte situatie waarin Henegouwen zich bevindt.

We hebben dus naar praktische oplossingen gezocht, zonder de communautaire apothekerschaal boven te halen. De creatie van twee procureurs onder één procureur-generaal binnen hetzelfde gerechtelijk arrondissement Henegouwen, lost een aantal van de kwesties op. De mogelijkheid om de structuur van de provincie te doorbreken na een herziening van artikel 156 blijft bestaan. De potentiële problematiek van de grootste stad van Wallonië, met haar eigen specifieke problemen, die geen eigen procureur zou hebben, werd ondervangen.

En er werd vermeden dat, door het samenvallen van gerechtelijk arrondissement en ressort van het hof van beroep een structuur zou ontstaan waarbij één procureur-generaal het gezag zou uitoefenen over slechts één procureur des Konings. De Raad van State stelt in verband met dit laatste dat er geen hogere rechtsnorm bestaat die bepaalt of waaruit voortvloeit dat een procureur-generaal steeds meerdere procureurs des Konings onder zich zou moeten hebben. Dat zal wel, maar in de organisatieleer gaat men ervan uit dat bij hiërarchie — die er tussen beide wel degelijk is, zoals ook de Raad erkent — een boomstructuur de meest

reconnaît le Conseil d'État. En combinaison avec les autres éléments qui font que le Hainaut a une structure spécifique, la dualité a la préférence également pour des raisons d'organisation.

La ministre souhaite conclure en formulant deux remarques fondamentales.

Premièrement, il ne faut pas perdre de vue l'essence de la réforme lors de l'examen du texte. La réforme de la Justice est censée améliorer son fonctionnement et, par conséquent, renforcer l'État de droit. Ce meilleur fonctionnement ne peut être réalisé que si nous sommes aussi conscients que la Justice est en premier lieu un service à la société, aux citoyens. Un service tel que le prévoit le Code judiciaire, en particulier l'article 66 qui prévoit que les audiences sont tenues au siège de la juridiction : « Cette détermination ne fait pas obstacle à ce que le juge, si les nécessités du service le justifient, tienne des audiences extraordinaires d'autres jours, même les dimanches et jours fériés, le matin comme l'après-midi, il peut tenir audience chez lui en tenant les portes ouvertes. »

C'est la quintessence de la Justice, au service des citoyens, en tout temps, où que ce soit. C'est le but vers lequel il faut tendre.

Enfin, l'intervenante indique qu'il a fallu plus d'un an avant que ce projet de loi ne soit prêt. Nous avons, en effet, largement consulté, écouté les critiques, corrigé là où c'était nécessaire, longuement délibéré au sein d'une majorité de six partis, avec les Wallons, les Flamands, les germanophones, les Bruxellois. Malgré la durée extrêmement réduite de la législature et pour la première fois depuis que les discussions ont commencé il y a un quart de siècle, nous avons des textes au Parlement.

Sont-ils parfaits pour autant ? Non. Mais, ils sont là, pour la première fois en vingt-cinq ans. Dans nos discussions, n'oublions pas l'adage selon lequel « le mieux est l'ennemi du bien ». Employons-nous surtout à pouvoir finalement dire, au terme de cette législature, à David Vanden Steen, Paul Marchal, Jean Lambrechts, Carine Russo ou Jean-Denis Lejeune : « La voilà, la réforme de la Justice; elle n'effacera pas vos souffrances, mais espérons qu'elle empêchera que d'autres les connaissent. »

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

A. Questions et observations des membres

M. Mahoux relève que la ministre a évoqué dans son exposé introductif le dossier des tueurs du Brabant wallon et l'affaire Dutroux. Il se demande quelle est la

aangewezen is. Gecombineerd met de andere elementen die tot een specifieke structuur voor Henegouwen aanleiding geven, geniet de tweevoudigheid ook om organisatorische redenen de voorkeur.

De minister wenst te besluiten met twee fundamentele opmerkingen.

De eerste is dat we bij de besprekking van deze tekst de essentie van de hervorming niet uit het oog zouden verliezen. De hervorming van de justitie moet leiden tot een betere werking van het gerecht en dus een versterking van de rechtsstaat. Die betere werking kan er alleen maar komen als we ook beseffen dat justitie in de eerste plaats een dienst is aan de samenleving, aan de mensen. Een dienstverlening zoals die uitstraalt uit het Gerechtelijk Wetboek, in het bijzonder uit artikel 66, waar vastgelegd is dat de zittingen ter zetel van het gerecht plaatsvinden : « Deze vaststelling belet niet dat de rechter, op andere dagen, buitengewone zittingen houdt, zelfs op zon- en feestdagen, zowel 's voormiddags als namiddags, indien de behoeften van de dienst het rechtvaardigen. Hij kan te zijnen huize zitting houden met open deuren. »

Dat is Justitie op zijn best, ten dienste van de mensen, ten allen tijde, waar dan ook. Daar moeten we naartoe;

Ten slotte wijst spreekster erop dat het ruim een jaar geleden heeft eer dit wetsontwerp klaar was. We hebben immers breed geconsulteerd, geluisterd naar de kritieken, gecorrigeerd waar nodig, lang overlegd binnen een meerderheid van zes partijen, Walen, Vlamingen, Duitstaligen, Brusselaars. Ondanks de uitermate korte legislatuur en voor het eerst sinds de discussies gestart zijn een kwarteeuw geleden hebben we nu teksten in het Parlement.

Zijn die daarom perfect ? Nee. Maar ze zijn er, voor het eerst in vijfentwintig jaar. Laten we bij onze besprekkingen daarom niet vergeten wat de Fransen altijd zeggen : « le mieux est l'ennemi du bien. » Laten we vooral ervoor werken dat we aan het eind van deze legislatuur eindelijk aan David Vanden Steen, eindelijk aan Paul Marchal, Jean Lambrechts, Carine Russo of Jean-Denis-Lejeune kunnen zeggen : hier is ze, de justitiehervorming, ze zal uw leed niet keren, maar hopelijk voor anderen in de toekomst vermijden dat hen hetzelfde leed wordt aangedaan.

III. ALGEMENE BESPREKING

A. Vragen en opmerkingen van de leden

De heer Mahoux merkt op dat de minister in haar inleidende uiteenzetting verwezen heeft naar het dossier van de Bende van Nijvel en naar de zaak-

relation directe entre la réforme des arrondissements judiciaires et ces deux affaires de sinistre mémoire.

L'intervenant demande également des précisions sur le régime de nomination des magistrats de première instance et du parquet. Le projet prévoit que ces magistrats sont nommés dans un tribunal de première instance ou un parquet déterminé mais, subsidiairement, dans tous les autres tribunaux de première instance ou parquets du ressort. Ce régime de mobilité à l'intérieur du ressort soulève certaines objections de la part des intéressés qui rappellent que leur mobilité était, jusqu'à présent, conditionnée à leur accord. Le nouveau régime de nomination à titre subsidiaire dans le ressort permet la mobilité à l'intérieur du ressort même sans l'accord de l'intéressé. Ce dernier doit uniquement être entendu.

M. Mahoux demande par ailleurs quelles sont les possibilités de recours par rapport à une décision de délégation d'un magistrat d'un tribunal ou d'un parquet vers un autre tribunal ou un autre parquet du ressort. L'intéressé peut-il introduire un recours devant le tribunal disciplinaire ? Devant le Conseil d'État ?

L'intervenant souhaite enfin obtenir des précisions quant aux conséquences de la réforme pour le personnel des greffes. Le projet opère une distinction entre le personnel de niveau A et B qui est nommé au niveau de l'arrondissement alors que le personnel de niveau C et D est nommé au niveau de la division. Quelles sont les conséquences de cette distinction au niveau du déplacement, de la durée du déplacement, de la nécessité d'obtenir le consentement des intéressés ? Le gouvernement peut-il expliquer de manière précise le régime proposé pour le personnel de l'ordre judiciaire ? Il est important que les différentes catégories de personnel de l'ordre judiciaire sachent clairement à quels types de déplacements ils sont susceptibles d'être exposés.

Mme Defraigne comprend que l'on mène un débat sur la taille des arrondissements judiciaires car les moyens de communication ont évolué depuis la première moitié du XIX^e siècle. Il faut cependant veiller à ce que ce changement d'organisation soit conforme à nos principes constitutionnels.

L'intervenante comprend que le gouvernement souhaite que le projet soit adopté rapidement par le Parlement. Il ne faudrait cependant pas travailler dans la précipitation. Il est souhaitable que les commissaires puissent disposer des rapports des discussions à la Chambre des représentants pour voir dans quelle mesure il a été tenu compte d'une série de questions soulevées par la réforme.

La première question est relative à la mobilité des magistrats qui est liée au principe d'inamovibilité. Ce principe constitutionnel a pour but de permettre aux

Dutroux. Hij vraagt zich af wat het rechtstreekse verband is tussen de hervorming van de gerechtelijke arrondissementen en deze twee sinistere zaken.

Spreker vraagt ook verduidelijkingen over de benoemingsregeling voor magistraten in eerste aanleg en voor parketmagistraten. Het ontwerp bepaalt dat deze magistraten benoemd worden in een rechtsbank van eerste aanleg of een bepaald parket, maar subsidair ook in iedere andere rechtsbank van eerste aanleg of ieder ander parket van het rechtsgebied. Dit mobiliteitsstelsel binnen het rechtsgebied stuit op bezwaren vanwege de betrokkenen, die eraan herinneren dat zij tot nu toe altijd hun instemming moesten geven voor een dergelijke overplaatsing. In de nieuwe benoemingsregeling in subsidiaire orde binnen het rechtsgebied is mobiliteit mogelijk zonder instemming van de betrokkenen. Hij hoeft alleen maar gehoord te worden.

De heer Mahoux vraagt ook welke beroeps mogelijkheden er zijn tegen een beslissing om een magistraat van een rechtsbank of parket over te plaatsen naar een andere rechtsbank of een ander parket van het rechtsgebied. Kan de betrokkenen een beroep instellen bij de tuchtrechtbank ? Of bij de Raad van State ?

Spreker vraagt ten slotte verduidelijkingen over de gevolgen van de hervorming voor het personeel van de griffies. Het ontwerp maakt een onderscheid tussen het personeel van niveau A en B, dat op arrondissementsniveau wordt benoemd, terwijl het personeel van niveau C en D op afdelingsniveau wordt benoemd. Welke zijn de gevolgen van dit onderscheid voor de overplaatsing, de duur van de overplaatsing, en de noodzaak om de instemming van de betrokkenen te verkrijgen ? Kan de regering het stelsel dat wordt voorgesteld voor het personeel van de gerechtelijke orde nauwkeurig uitleggen ? Het is belangrijk dat de verschillende categorieën van het personeel van de gerechtelijke orde duidelijk weten voor welk soort overplaatsingen zij in aanmerking kunnen komen.

Mevrouw Defraigne begrijpt dat men de omvang van de gerechtelijke arrondissementen wil wijzigen, want de communicatiemiddelen zijn sterk geëvolueerd sinds het begin van de 19e eeuw. Men moet er echter op toezien dat deze hervorming niet indruist tegen onze grondwettelijke beginselen.

Spreeker begrijpt dat de regering wil dat het Parlement het ontwerp zo snel mogelijk aanneemt. Men mag echter niet overhaast te werk gaan. De commissieleden zouden moeten kunnen beschikken over de verslagen van de besprekingen in de Kamer van volksvertegenwoordigers om na te gaan in hoeverre rekening werd gehouden met een aantal vragen die de hervorming oproep.

De eerste vraag betreft de mobiliteit van de magistraten ten opzichte van het onafzetbaarheidsbeginsel. Dit grondwettelijk beginsel moet, in het belang

magistrats d'offrir des garanties d'indépendance dans l'intérêt du justiciable. Mme Defraigne demande si le projet ne met pas en péril l'indépendance des magistrats.

La réforme du droit disciplinaire des magistrats prévoit un droit de recours contre des sanctions déguisées prises par le chef de corps. Comment ce principe s'articule-t-il avec le nouveau régime de délégation du magistrat au sein du ressort ?

Mme Defraigne demande comment la mobilité sera organisée en pratique. Il ne faudrait pas que le nouveau régime permette au justiciable de choisir son juge; ce qui serait totalement contraire à la Constitution.

La ministre a déclaré que la réforme permettra d'atteindre une plus grande efficacité de la Justice, une meilleure spécialisation des magistrats et d'assurer un remplacement plus souple des magistrats absents. Vaut-on créer des réserves de magistrats disponibles pour venir aider les tribunaux en panne de magistrats ? Est-il possible de disposer de statistiques sur la manière dont les effectifs seront répartis d'un tribunal à l'autre ?

Mme Defraigne demande quelles seront les conséquences pratiques de la réforme pour le justiciable. Le justiciable a le droit d'avoir une justice de proximité. On ne saurait sous-estimer le problème du déplacement pour les personnes qui recourent à la Justice. La ministre a déclaré que les localisations existantes des tribunaux de première instance sont maintenues en tant que divisions du tribunal d'arrondissement. Comment la réforme proposée va-t-elle, dans ce cas, permettre de réaliser des économies ?

L'intervenante demande par ailleurs comment la réforme du paysage judiciaire va se greffer sur la réforme du tribunal de la famille.

Enfin, l'oratrice constate que le projet de loi prévoit un régime différent pour les arrondissements judiciaires d'Eupen et de Bruxelles. Cette différence de traitement a pour effet que les juges de paix et les juges au tribunal de police de ces deux arrondissements sont sous la tutelle du président de la cour d'appel. Les magistrats de proximité de ces deux arrondissements sont très critiques vis-à-vis de la solution proposée qui a également fait l'objet de remarques du Conseil d'Etat. Quels éléments le gouvernement avance-t-il pour répondre à ces critiques ?

M. Mahoux relève que le projet institue les divisions du tribunal de première instance pour éviter que la réforme n'impose des déplacements trop importants pour les justiciables. Quelles sont les conséquences de la notion de «division» pour le justiciable ?

van de rechtzoekende, magistraten de nodige waarborgen inzake onafhankelijkheid bieden. Mevrouw Defraigne vraagt zich af of het ontwerp geen afbreuk doet aan de onafhankelijkheid van magistraten.

De hervorming van het tuchtrecht van magistraten voorziet in een recht van hoger beroep tegen verhulde tuchtmaatregelen van de korpschef. Hoe verhoudt dit beginsel zich tot het nieuwe opdrachtstelsel voor magistraten binnen het rechtsgebied ?

Mevrouw Defraigne vraagt hoe de mobiliteit in de praktijk zal worden georganiseerd. Het mag er niet toe leiden dat de rechtzoekende zijn rechter kan kiezen : dit zou helemaal strijdig zijn met de Grondwet.

De minister heeft verklaard dat de hervorming zal leiden tot een doeltreffendere werking van Justitie, een grotere specialisatie van magistraten en een soepelere vervanging van afwezige magistraten. Zal men reserves aanleggen van beschikbare magistraten om rechbanken met een tekort aan magistraten uit de nood te helpen ? Zijn er statistieken vorhanden over de manier waarop de magistraten verspreid zullen worden over de verschillende rechbanken ?

Mevrouw Defraigne vraagt wat de praktische gevolgen van de hervorming voor de rechtzoekende zullen zijn. De rechtzoekende heeft recht op rechtsbedeling dicht bij huis. Het probleem van de verplaatsingen voor mensen die een beroep doen op het gerecht mag niet worden onderschat. De minister heeft verklaard dat de bestaande locaties van de rechbanken van eerste aanleg behouden worden als afdelingen van de arrondissementenrechtbank. Hoe zal de voorgestelde hervorming dan voor besparingen zorgen ?

Spreker vraagt bovendien hoe de hervorming van het gerechtelijk landschap zal samengaan met de hervorming van de familierechtbank.

Ten slotte stelt spreekster vast dat het wetsontwerp voorziet in een verschillende regeling voor de gerechtelijke arrondissementen Eupen en Brussel. Het gevolg hiervan is dat de vrederechters en de rechters van de politierechtbank van deze twee arrondissementen onder het toezicht van de voorzitter van het hof van beroep komen te staan. Deze rechters staan zeer kritisch tegenover de voorgestelde oplossing. Ook de Raad van State heeft er opmerkingen over gemaakt. Wat is het antwoord van de regering op deze kritiek ?

De heer Mahoux stelt vast dat het ontwerp afdelingen van de rechtbank van eerste aanleg instelt om te voorkomen dat rechtzoekenden zich door de hervorming te ver moeten verplaatsen. Welke zijn de gevolgen van dit begrip «afdeling» voor de rechtzoekende ?

Mme Thibaut demande à la ministre comment elle a construit son projet de réforme. Quels sont les groupes qui ont été consultés ? À quel moment du processus ? Ces éléments sont en effet importants pour évaluer le crédit que l'on peut accorder à la réforme.

L'intervenante souligne que la réforme du paysage judiciaire est attendue depuis longtemps. Le gouvernement présente au parlement le volet relatif à la refonte des arrondissements judiciaires ainsi que celui relatif à la mobilité. Il est cependant regrettable que le troisième volet, relatif à l'autonomie de gestion, ne soit pas encore déposé. En effet, de nombreuses questions sont posées quant aux pouvoirs des futurs chefs de corps. Or, la méthode de travail du gouvernement empêche de mener une réflexion globale puisque l'on cloisonne les dossiers. C'est d'autant plus regrettable que la réforme du paysage judiciaire doit s'intégrer de manière cohérente avec d'autres grands dossiers tels que le tribunal de la famille ou la discipline. Comment le gouvernement peut-il garantir la cohérence de cet ensemble alors que la ministre annonce déjà qu'elle va devoir recourir à des lois réparatrices pour réparer des télescopages.

Mme Thibaut regrette donc la méthode de travail à la hussarde imposée par le gouvernement. Le projet initial a été profondément amendé à la Chambre des représentants et il est indispensable de disposer des rapports des débats pour jauger le texte à sa juste valeur.

Sur le fond, l'oratrice note que la réforme donne les pleins pouvoirs au chef de corps. Son groupe préfère une vision plus démocratique de l'ordre judiciaire avec un rôle plus important dévolu aux assemblées générales. Elle demande pour quelles raisons le gouvernement n'a pas retenu un modèle d'organisation plus participatif.

Mme Thibaut demande ensuite des précisions quant aux conséquences de la réforme sur la proximité de la justice. Elle relève que la liste des matières spécialisables est assez floue, surtout en matière civile. Que va-t-il se passer pour le contentieux du travail ? L'intervenante redoute que les litiges liés aux relations de travail soient tranchés au niveau de l'arrondissement, ce qui serait négatif pour la proximité de la justice.

Mme Thibaut relève que le projet prévoit que le règlement de répartition des affaires sera déterminé par arrêté royal. C'est faire peu de confiance aux membres de l'ordre judiciaire. Par ailleurs, le règlement de répartition des affaires réglera la manière dont les affaires sont réparties entre les différentes divisions du tribunal de première instance. Ce sont en fait des questions de management mais celles-ci font l'objet d'un projet distinct.

Mevrouw Thibaut vraagt de minister hoe zij haar ontwerphervorming heeft opgebouwd. Welke groepen werden geraadpleegd ? Op welk ogenblik tijdens het proces ? Deze zaken zijn immers belangrijk om na te gaan in hoeverre men de hervorming kan vertrouwen.

Spreekster benadrukt dat men lang heeft uitgezien naar een hervorming van het gerechtelijk landschap. De regering legt aan het parlement de delen voor betreffende de herkenning van de gerechtelijke arrondissementen en de mobiliteit. Het is echter jammer dat het derde deel, betreffende de beheersautonomie, nog niet is ingediend. Er rijzen immers veel vragen over de bevoegdheden van de toekomstige korpschefs. Door de werkwijze van de regering, die de dossiers afzonderlijk voorlegt, is een allesomvattend debat echter onmogelijk. Dit is des te betreurenswaardiger daar de hervorming van het gerechtelijk landschap op coherente wijze moet samengaan met andere grote dossiers als de familierechtbanken of het tuchtrecht. Hoe kan de regering waarborgen dat het geheel coherent blijft, als men weet dat de minister aankondigt dat er nu reeds herstelwetten nodig zijn om tegenstrijdigheden recht te zetten ?

Mevrouw Thibaut betreurt dus de voortvarende werkwijze die de regering heeft opgelegd. Het oorspronkelijke ontwerp werd zwaar geamendeerd in de Kamer van volksvertegenwoordigers en om de tekst op zijn juiste waarde te schatten is het nodig om over de verslagen van deze besprekingen te beschikken.

Inhoudelijk stelt spreekster vast dat de hervorming de korpschefs alle macht in handen geeft. Haar fractie opteert voor een democratischere organisatie van de gerechtelijke orde en ziet een grotere rol weggelegd voor de algemene vergaderingen. Zij vraagt waarom de regering niet voor een participatiever organisatiemodel heeft gekozen.

Mevrouw Thibaut vraagt ten slotte preciseringen over de gevolgen van de hervorming voor de nabijheid van het gerecht. Zij stelt vast dat de lijst van gespecialiseerde aangelegenheden vrij vaag is, vooral in burgerlijke aangelegenheden. Wat zal er gebeuren met arbeidsgeschillen ? Spreekster vreest dat geschillen inzake arbeidsbetrekkingen op arrondissementsniveau beslecht worden, wat de nabijheid van het gerecht niet ten goede komt.

Mevrouw Thibaut stelt vast dat de regeling van de zakenverdeling bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld. Dat getuigt van weinig vertrouwen in de leden van de gerechtelijke orde. Bovendien zal de regeling van de zakenverdeling de manier bepalen waarop de zaken verdeeld worden over de verschillende afdelingen van de rechtsbank van eerste aanleg. Het gaat in feite om managementskwesties, die echter in een afzonderlijk ontwerp worden behandeld.

L'intervenante demande enfin quelles sont les conséquences de la réforme proposée pour les justices de paix. Il semble que le nombre de greffiers en chef, qui sont les bras droits des juges de paix, sera réduit. Comme ils ne seront plus chargés de la gestion, il ne restera plus qu'un greffier en chef par arrondissement. La ministre peut-elle apporter des précisions sur ce point ?

B. Réponses de la ministre

Concernant la corrélation entre le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport, les tueurs du Brabant et l'affaire Dutroux, la ministre indique qu'il s'agit des moments clés qui ont amené à mettre la réforme de la Justice à l'ordre du jour. L'intervenante renvoie au passage qu'elle a cité du rapport concernant les tueurs du Brabant et mettant entre autres en cause le manque de flexibilité et la subdivision rigide du pays en arrondissements.

Il y a également eu une série de questions à propos des nominations par ressort. La ministre comprend qu'un certain nombre de personnes accordent une grande importance à cette problématique. Elle explique que deux systèmes en vigueur sous-tendent cette façon de procéder. D'une part, il y a la nomination en vertu de l'article 100 du Code judiciaire dans deux ou plusieurs arrondissements, dans le cadre de laquelle les magistrats sont mobiles et ce sans leur consentement. D'autre part, il y a les juges de complément qui sont nommés dans le ressort et qui seront mobiles dans l'ensemble du ressort sans leur consentement. Ces deux systèmes existent depuis quelques années déjà et sont conformes à l'article 152 de la Constitution.

En réponse à la question sur la compatibilité des nouvelles règles en matière de mobilité avec la Constitution, la ministre renvoie à l'avis du Conseil d'État. Ce dernier considère que «le projet doit également être apprécié au regard de l'article 152, alinéa 3, de la Constitution, qui dispose: «Le déplacement d'un juge ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement.» Tout comme la nomination à vie (article 152, alinéa 1^{er}) et l'exigence selon laquelle un juge ne peut être privé de sa place ni suspendu que par un jugement (article 152, alinéa 2), l'interdiction de déplacement sans nouvelle nomination ni consentement de l'intéressé (article 152, alinéa 3) vise à protéger l'indépendance du juge à l'égard des autres pouvoirs de l'État.

La *ratio constitutionis* de cette disposition veut que le juge, qui est nommé dans une juridiction déterminée, ne doive pas craindre d'être déplacé dans une

Spreekster vraagt ten slotte welke de gevolgen van de voorgestelde hervorming zijn voor de vrederechten. Het lijkt erop dat het aantal hoofdgriffiers, die de rechterhand zijn van de vrederechters, wordt verminderd. Aangezien zij niet langer moeten instaan voor het beheer, blijft er nog slechts één hoofdgriffier per arrondissement over. Kan de minister hierover nadere uitleg geven ?

B. Antwoorden van de minister

Met betrekking tot het verband tussen voorliggend wetsontwerp en de bende van Nijvel en de zaak-Dutroux, stipt de minister aan dat dit de scharniermomenten waren waardoor de hervorming van Justitie op de agenda werd geplaatst. Spreekster verwijst naar de door haar geciteerde passage uit het verslag met betrekking tot de bende van Nijvel over het feit dat de rigiditeit en de strakke indeling van het land in arrondissementen als een van de redenen wordt aangewezen.

Er waren ook een aantal vragen in verband met de benoemingen per rechtsgebied. De minister begrijpt dat deze problematiek een aantal mensen nauw aan het hart ligt. Ze verklaart dat dit is gebaseerd op twee bestaande systemen. Enerzijds is er de benoeming via artikel 100 in twee of meer arrondissementen, waarbij men mobiel is zonder instemming. Anderzijds zijn er de toegevoegde rechters die worden benoemd in het ressort en die mobiel zullen zijn in het ganse ressort zonder instemming. Deze beide systemen bestaan reeds sedert enkele jaren en zijn conform met artikel 152 van de Grondwet.

Als antwoord op de vraag of de nieuwe regels inzake mobiliteit verenigbaar zijn met de Grondwet, verwijst de minister naar het advies van de Raad van State. Deze oordeelt het volgende: «Het ontwerp dient eveneens te worden beoordeeld in het licht van artikel 152, derde lid, van de Grondwet, dat bepaalt: «De overplaatsing van een rechter kan niet geschieden dan door een nieuwe benoeming en met zijn instemming.» Net zoals de benoeming voor het leven (artikel 152, eerste lid) en het vereiste dat een rechter slechts uit zijn ambt kan worden ontzet of geschorst door een vonnis (artikel 152, tweede lid), strekt ook het verbod van overplaatsing zonder nieuwe benoeming en instemming van de betrokkenen (artikel 152, derde lid) ertoe de onafhankelijkheid van de rechter ten aanzien van de overige statsmachten te beschermen.

De *ratio constitutionis* van deze bepaling is dat de rechter, die in een bepaald rechtscollege is benoemd, niet hoeft te vrezen dat hij omwille van zijn recht-

autre juridiction en raison de la manière dont il rend la justice ou pour quelque autre motif que ce soit :

« (...) le principe de l'inamovibilité du juge, sauf après une nouvelle nomination et avec le consentement de l'intéressé, ne signifie pas que le législateur, qui est responsable du bon fonctionnement du service public et garantit l'administration de la justice, ne pourrait pas apporter de modifications à l'organisation judiciaire. » (doc. Chambre, n° 53-2858/1, p. 105).

Il est prévu que pour les niveaux A et B, l'intéressé soit nommé au sein de l'arrondissement. En ce qui concerne les niveaux C et D, la ministre peut souscrire à l'intervention de M. Mahoux sur le personnel judiciaire. La nomination du personnel judiciaire doit avoir lieu dans la division ou dans l'arrondissement. Une exception est bien entendu prévue pour Louvain, Eupen, Bruxelles et le Brabant wallon.

L'intervenante renvoie au tableau qui a été établi en la matière et qui indique clairement dans quels cas le consentement n'est pas requis et pour quel niveau, sachant que l'intéressé doit évidemment toujours avoir été entendu préalablement.

Concernant les droits du magistrat face à la décision de son chef de corps de le déplacer, la ministre renvoie à la législation actuelle qui permet déjà de déplacer des magistrats, sans leur consentement, d'une division à une autre d'un même tribunal. L'intervenante cite l'exemple d'un déplacement de Bruges à Ostende dans le cas du tribunal de commerce. Les magistrats qui sont aujourd'hui nommés dans plusieurs arrondissements dans le cadre de l'article 100 du Code judiciaire pouvaient déjà être désignés pour exercer leurs fonctions dans un autre arrondissement sans que leur consentement soit requis. Divers mécanismes de protection ont été prévus dans le projet de loi. La Chambre a accepté le principe selon lequel l'autorité qui prend la décision est obligée d'entendre le magistrat ou le membre du personnel soumis à la mobilité lorsque le consentement de l'intéressé n'est pas requis. Toute décision en matière de mobilité doit être motivée de manière circonstanciée et la motivation doit répondre aux éléments avancés par le magistrat lors de son audition. En outre, la loi modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à la discipline répond à larrêt de la Cour constitutionnelle qui impose au législateur d'organiser un recours contre les mesures disciplinaires déguisées en mesures d'ordre.

La loi prévoit également que le magistrat qui conteste une mesure disciplinaire déguisée en mesure d'ordre prise à son encontre par un chef de corps peut intenter un recours contre cette décision auprès du

spraak of omwille van welke andere reden ook, overgeplaatst zal worden naar een ander rechtscollege :

« (...) Het beginsel van de niet-overplaatsbaarheid van de rechter, tenzij na een nieuwe benoeming en met instemming van de betrokkenen, betekent echter niet dat de wetgever, die verantwoordelijk is voor de goede werking van de openbare dienst en die voor de rechtsbedeling instaat, geen wijzigingen zou mogen aanbrengen aan de gerechtelijke organisatie. » (stuk Kamer, nr. 53-2858/1, p. 105).

De principes van de benoeming zijn dat men voor het niveau A en B wordt benoemd in het arrondissement. Wat betreft het niveau C en D kan de minister zich aansluiten bij de tussenkomst van de heer Mahoux over het gerechtspersoneel. De benoeming voor het gerechtspersoneel dient te gebeuren in de afdeling of in het arrondissement. Er is uiteraard een uitzondering voor Leuven, Eupen, Brussel en Waals Brabant.

Spreekster verwijst naar de tabel die ter zake werd opgesteld en die duidelijk aangeeft wanneer instemming niet nodig is en voor welk niveau, uiteraard steeds nadat de betrokkenen werden gehoord.

Met betrekking tot de rechten van de magistraat ten opzichte van de beslissing van zijn korpschef hem over te plaatsen, verwijst de minister naar de huidige wetgeving die reeds toelaat om magistraten over te plaatsen tussen de afdelingen van dezelfde rechtbank, zonder hun instemming. Spreekster haalt het voorbeeld aan van een overplaatsing van Brugge naar Oostende voor de rechtbank van koophandel. Ook de magistraten die vandaag benoemd werden in meerdere arrondissementen via artikel 100 van het gerechtelijk wetboek, konden reeds zonder hun instemming aangewezen worden om hun ambt uit te oefenen in een ander arrondissement. Verschillende beschermingen zijn opgenomen in het wetsontwerp. In de Kamer is er aanvaard dat de magistraat of het personeelslid van wie mobiliteit wordt verwacht moet gehoord worden door de autoriteit die de beslissing neemt in geval de betrokkenen zijn instemming niet moet geven. Elke beslissing tot mobiliteit moet omstandig gemotiveerd zijn en de motivering moet antwoorden op elementen die door de magistraat zijn aangehaald op het moment dat hij gehoord is. Bovendien komt de wet tot wijziging van de bepaling van het Gerechtelijk Wetboek betreffende tucht tegemoet aan het arrest van het grondwettelijk hof dat de wetgever oplegt een beroep te organiseren tegen als ordemaatregel verhulde tuchtmaatregelen.

De wet voorziet ook dat de magistraat die een als ordemaatregel verhulde tuchtmaatregel betwist die ten aanzien van hem is genomen door een korpschef, een beroep kan instellen tegen deze beslissing bij de

tribunal disciplinaire dans les trente jours suivant la notification de la décision par le chef de corps. Ce recours n'est pas suspensif. Une telle disposition offrira une protection contre ce qui pourrait être ressenti par certains comme une forme d'arbitraire de la part du chef de corps.

La question d'une possibilité de recours contre une éventuelle décision arbitraire du chef de corps sera à nouveau abordée dans le cadre de l'examen du projet de loi relatif à la gestion. L'on pourra ainsi correctement analyser, en toute cohérence avec le projet de loi relatif à la gestion, diverses possibilités de recours additionnelles contre une éventuelle décision arbitraire du chef de corps. Plusieurs pistes ont été avancées, mais le mieux est de les examiner conjointement avec la question de la création d'un comité de direction.

La ministre fait remarquer que le projet ne porte pas atteinte à la justice de proximité. L'intervenant renvoie à l'article 50, 2^o du projet. Il est, à l'alinéa 2 proposé, précisé que le règlement de répartition des affaires ne peut en aucun cas avoir pour effet de supprimer des lieux d'audiences existants.

Cette disposition garantit, de manière expresse, la justice de proximité. La philosophie du projet est de rendre la justice plus mobile mais cela ne signifie pas que le justiciable doive devenir plus mobile.

Pour ce qui concerne la mise en place des divisions, la ministre renvoie au régime transitoire prévu à l'article 144 du projet de loi. C'est le Roi qui délimitera les divisions et leur siège en fonction des sièges et frontières des arrondissements et des tribunaux de police telles qu'elles existaient avant la nouvelle loi. Il faudra dès lors fixer par arrêté royal le territoire sur lequel chaque division exercera sa juridiction. Dans l'intervalle, on continuera à travailler selon le système actuel.

En réponse à la question sur les conséquences du projet sur la présence des greffiers au sein des justices de paix, la ministre rappelle qu'à l'heure actuelle chaque juge de paix dispose d'un greffier en chef. Après l'entrée en vigueur de la réforme, chaque arrondissement disposera d'un greffier en chef et chaque justice de paix disposera d'un greffier dirigeant. L'option retenue permet de respecter la répartition géographique en cantons pour les justices de paix tout en assurant une meilleure coordination entre les justice de paix en prévoyant un greffier en chef au niveau de l'arrondissement.

Pour assurer une parfaite cohérence entre le présent projet de loi et les textes relatifs au tribunal de la famille ainsi que ceux relatifs à la discipline des magistrats, le gouvernement préparera une loi de réparation parce qu'il est aujourd'hui difficile d'assurer cette cohérence entre des textes à des stades différents de leur processus d'élaboration. La ministre est

tuchtrechtbank binnen dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissing door de korpschef. Dit beroep werkt niet schorsend. Dergelijke bepaling biedt een bescherming tegen hetgeen door sommigen als een vorm van willekeur vanwege de korpschef kan worden aangevoeld.

De problematiek van een beroeps mogelijkheid tegen eventuele willekeur van de korpschef zal opnieuw ter sprake komen bij de besprekking van het wetsontwerp «beheer». Op die manier kan men goed analyseren, in coherentie met het wetsontwerp beheer, omtrent additionele beroeps mogelijkheden tegen eventuele willekeur van de korpschef. Zo liggen verschillende pistes daarvoor op tafel, maar best is dit samen te zien met de creatie van een directiecomité.

De minister merkt op dat het ontwerp niet raakt aan de eerstelijnsjustitie. Spreekster verwijst naar artikel 50, 2^o, van het ontwerp. In het voorgestelde tweede lid wordt verduidelijkt dat het zaakverdelingsreglement in geen enkel geval kan leiden tot een afschaffing van bestaande zittingsplaatsen.

Deze bepaling waarborgt uitdrukkelijk de eerstelijnsjustitie. De idee achter het ontwerp is justitie mobieler te maken. Dat betekent echter niet dat de rechtzoekende mobieler moet worden.

Wat de installatie van de afdelingen betreft, verwijst de minister naar het overgangssysteem als bepaald in artikel 144 van het wetsontwerp. De Koning verdeelt de afdelingen en de plaats waar zij zitting houden op basis van de zetels en grenzen van de arrondissementen en van de politierechtbanken zoals ze bestonden vóór deze wet. Bijgevolg moet het grondgebied waarop elke afdeling zijn rechtsmacht uitoefent bij koninklijk besluit worden vastgesteld. In afwachting daarvan blijft men werken volgens het huidige systeem.

Op de vraag over de gevolgen van het ontwerp voor de aanwezigheid van de griffiers binnen het vrederecht, antwoordt de minister dat elke vrederechter momenteel over een hoofdgriffier beschikt. Na de inwerkingtreding van de hervorming, zal elk arrondissement over een hoofdgriffier beschikken en elk vrederecht over een leidinggevende griffier. Dankzij die keuze wordt de geografische verdeling in kantons voor vrederechten nageleefd, waarbij een betere coördinatie tussen de vrederechten wordt gewaarborgd, aangezien er in een hoofdgriffier wordt voorzien op arrondissementsniveau.

Om dit wetsontwerp en de teksten betreffende de familierechtbank en de tucht van de magistraten perfect op elkaar af te stemmen, zal de regering een herstelwet voorbereiden, omdat het nu moeilijk haalbaar is om teksten in verschillende stadia van de uitwerkingsprocedure op elkaar af te stemmen. De minister is zich ervan bewust dat de verschillende

cependant consciente qu'il faudra assurer la parfaite concordance des différents textes lorsqu'ils auront été adoptés par le Parlement.

Enfin, à la question relative à l'établissement du règlement de répartition des affaires du tribunal de première instance, la ministre admet que cela se fait par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Cet arrêté sera cependant basé sur une proposition du président du tribunal, après avis du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, du greffier en chef et des bâtonniers de l'Ordre des avocats. L'intervenante souligne en outre que le règlement de répartition des affaires n'est possible que pour certaines matières. Elle renvoie à l'énumération figurant à l'article 50 du projet où l'on vise par exemple la cybercriminalité, le dopage, les affaires fiscales et financières complexes, etc. Dans de tels domaines, une spécialisation présente une réelle plus-value.

C. Répliques des membres et suite de la discussion

M. Laeremans estime qu'il est absurde de vouloir clôturer ce point dans la précipitation. Ce ne serait pas sérieux du tout. De très nombreuses questions pertinentes ont déjà été posées à la Chambre, en ce qui concerne le nombre de magistrats et la charge de travail, par exemple, et il est important de pouvoir faire une lecture approfondie du rapport avant de clôturer le débat au Sénat.

Mme Faes souligne que la réforme du paysage judiciaire est une chronique annoncée de longue date. La concertation de l'Atomium, dernière réflexion en date, organisée à l'initiative de l'ancien ministre de la Justice, comportait toute une série de bons éléments, mais elle a été complètement démantelée par différentes forces. La ministre a pu en reprendre quelques volets, mais ce ne sont, au final, que de maigres restes d'une réelle réforme structurelle en profondeur. Bien peu de choses, en d'autres termes.

De manière plus générale, l'intervenante critique tout d'abord le déroulement phasé, dont on peut se demander s'il permettra à ces pièces de puzzle, à savoir la redéfinition du paysage et de la mobilité judiciaires, d'une part, et la gestion et le financement, d'autre part, la loi disciplinaire sur la magistrature, le tribunal de la famille et de la jeunesse, la fameuse « scission » de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde, et la mesure annoncée de la charge de travail et du rendement, de s'emboîter correctement.

L'intervenante émet de sérieuses réserves quant à cette tactique de saucissonnage. La clé de voûte de ce triptyque sur la gestion constitue probablement le projet le plus important et est indissociablement liée au projet de loi actuellement à l'examen. Le Parlement

teksten perfect in overeenstemming moeten zijn als zij door het Parlement zijn aangenomen.

Wat het probleem inzake de vaststelling van het zaakverdelingsreglement van de rechtbank van eerste aanleg betreft, erkent de minister dat dit via een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit moet gebeuren. Dat besluit zal echter gebaseerd zijn op een voorstel van de voorzitter van de rechtbank, na advies van de procureur des Konings of de arbeidsauditeur, de hoofdgriffier en de stafhouders van de orde van advocaten. Spreekster benadrukt bovendien dat het zaakverdelingsreglement slechts mogelijk is voor bepaalde materies. Zij verwijst naar de opsomming in artikel 50 van het ontwerp waar bijvoorbeeld cybercriminaliteit, doping, ingewikkelde fiscale en financiële zaken, enz., staan vermeld. In dergelijke domeinen vormt een specialisatie een reële meerwaarde.

C. Replieken van de leden en voortzetting van de besprekking

De heer Laeremans meent dat het geen enkele zin heeft dit punt overhaast af te werken. Dit zou getuigen van enige zelfspot. In de Kamer zijn reeds heel wat nuttige vragen gesteld, bijvoorbeeld over het aantal magistraten en over de werklast, en het is belangrijk het verslag grondig te kunnen lezen alvorens de besprekking in de Senaat af te ronden. Aldus stelt spreker voor het debat te verdagen tot na het reces.

Mevrouw Faes stipt aan dat de hervorming van het gerechtelijk landschap een reeds lang aangekondigde kroniek is. De meest recentelijke denkoefening, het Atomiumoverleg, opgezet door de vorige minister van Justitie, bevatte tal van goede elementen, maar werd volledig ontmanteld door diverse krachten. De minister heeft hiervan enkele delen weten over te nemen, maar het blijft al bij al een flauw afkooksel van een echte, diepgaande structurele hervorming. Een mager beestje met andere woorden.

In meer algemene lijnen, heeft spreekster in de eerste plaats kritiek op het gefaseerd verloop, waarbij de vraag rijst of al die puzzelstukken, namelijk de hertekening van het gerechtelijk landschap/mobiliteit enerzijds, het beheer en financiering anderzijds, de tuchtwet met betrekking tot de magistratuur, de familie- en jeugdrechtbank, de zogenaamde »splitting» van het gerechtelijk arrondissement BHV, de aangekondigde werklast- en rendementsmeting, mooi zullen samenvallen.

Spreekster heeft serieuze bedenkingen bij deze «salamitactiek». Het sluitstuk van deze triptiek rond het beheer is wellicht het belangrijkste deel, en is onlosmakelijk verbonden met het wetsontwerp dat momenteel voorligt. Toch kan het Parlement de

n'est toutefois pas en mesure d'analyser la cohérence et les interactions car la ministre refuse d'examiner cette réforme comme un tout.

Il ressort, par exemple, du rapport rédigé par la Chambre que l'absence de consentement en matière de mobilité inquiète de nombreux magistrats qui craignent que les déplacements sans consentement soient en réalité des mesures disciplinaires déguisées, imposées par les supérieurs. On se demande toujours si et comment la nouvelle législation disciplinaire permettra de remédier à cette lacune.

Le système de mesure de la charge de travail et du rendement doit encore être totalement déployé. Imaginons par exemple que la mesure de la charge de travail mette en évidence une pénurie plus ou moins importante de magistrats partout; en quoi une mobilité accrue des magistrats pourra-t-elle un jour apporter une réponse à ce problème? Aucun chef de corps n'acceptera de gaieté de cœur le transfert de ses magistrats vers d'autres tribunaux. Ou imaginons que la Flandre compte trop peu de magistrats et la Belgique francophone trop. Eu égard aux exigences en matière linguistique, la mobilité n'apportera aucune solution au problème. En un mot, la mesure de la charge de travail aurait dû être effectuée durant la phase de conception de cette réforme et non après.

Le *credo* selon lequel tout finira bien par être harmonisé et donc adapté plus tard, grâce aux lois de coordination et de réparation, est une abomination typiquement belge. En réalité, c'est comme si on construisait une maison et qu'il fallait immédiatement la transformer pour que les portes et fenêtres puissent s'y intégrer. L'intervenante a l'impression que la réforme à l'examen sera, pour cette seule raison déjà, loin de remporter le prix de l'excellence.

Ensuite, l'intervenante émet des réserves quant à la rapidité avec laquelle la ministre tente de faire passer cette réforme au Parlement. La Chambre n'a eu que quelques semaines pour examiner la plus grande réforme de l'appareil judiciaire jamais menée depuis des décennies. La semaine dernière, il est apparu ici aussi qu'il ne serait pas accordé au Sénat le temps nécessaire pour examiner cette réforme de manière approfondie. En ce sens, la ministre est cohérente.

Une réforme peut être séduisante sur papier, mais si elle n'emporte pas l'adhésion des «gens de terrain», elle est vouée à l'échec. La ministre affirme avoir tenu compte de l'avis des magistrats. Il est donc surprenant que ces derniers aient encore formulé de nombreuses remarques et critiques lors des auditions à la Chambre et que ce groupe professionnel se soit vu contraint de descendre dans la rue. Du jamais vu.

Enfin, il y a bien sûr le fait que les tribunaux uniques n'aient pas été instaurés: les tribunaux du travail et les tribunaux de commerce sont installés au

samenhang en de wisselwerkingen niet analyseren, omdat de minister weigert het als één geheel te behandelen.

Uit het verslag van de Kamer blijkt bijvoorbeeld dat het gebrek van instemming in het kader van de mobiliteit velen zorgen baart, omdat een verplaatsing van een magistraat zonder zijn of haar toestemming evengoed een verdoken tuchtmaatregel kan zijn vanwege zijn of haar overste. De vraag blijft of en hoe de nieuwe tuchtwetgeving dit afdoende zal opvangen.

Ook het systeem van werklast- en rendementsmeting moet nog volledig uitgerold worden. Stel nu bijvoorbeeld dat dit aan het licht zou brengen dat er overal in min of meerdere mate magistraten te kort zouden zijn, hoe kan dan de verhoogde mobiliteit van magistraten daar ooit een antwoord op bieden? Geen enkele korpschef zal dan graag zijn magistraten afstaan. Of stel dat Vlaanderen te weinig magistraten zou tellen en Franstalig België teveel. Mobiliteit zal daar, gelet op de taalvereisten, geen antwoord op bieden. Kortom, de werklast- en rendementsmeting moest in de tijd voor de conceptiefase van deze hervorming zijn doorgevoerd, niet erna.

De mantra dat alles nadien wel zal afgestemd en dus aangepast worden door middel van coördinatie- en reparatiwetgeving is eigenlijk een typisch Belgische gruwel. Het komt er eigenlijk op neer dat men een huis bouwt dat onmiddellijk weer verbouwd moet worden opdat anders de deuren en ramen er niet zouden in passen. Spreekster heeft de indruk dat voorliggende hervorming om die reden al alleen al weinig schoonheidsprijsen zal winnen.

Vervolgens heeft spreekster bezwaar tegen de snelheid waarmee de minister dit door de strot van het Parlement probeert te duwen. De belangrijkste hervorming van het gerechtelijk apparaat sinds decennia kreeg in de Kamer enkele weken tijd. Vorige week bleek ook hier dat een grondige reflectie de Senaat niet zou gegund worden. In die zin is de minister consequent.

Een hervorming kan op papier dan wel mooi ogen, maar indien ze niet door «het terrein» worden gedragen, zal dit een dode mus zijn. De minister beweert voldoende rekening te hebben gehouden met de mening van de magistraten zelf. Wel dan is het toch wel merkwaardig dat er nog vele opmerken en kritieken waren tijdens de hoorzittingen in de Kamer en dat deze beroepsgroep zich zelfs genoodzaakt zag om op straat te komen. Ongezien.

Ten slotte is er natuurlijk het feit dat de eenheidsrechtbanken niet worden ingevoerd: de arbeidsrechtbanken en rechtbanken van Koophandel worden op

niveau du ressort, mais à Louvain, Bruxelles et Nivelles, ils sont organisés au niveau de l'arrondissement judiciaire. Ce dernier point manque déjà de cohérence en soi, puisque, compte tenu du nombre restreint de juges spécialisés en matières sociale et commerciale, il n'y a aucune spécialisation (subsidiaire) ni à Louvain, ni à Nivelles. Les justices de paix et les tribunaux de police ne sont pas intégrés au tribunal de première instance, ce qui constitue évidemment un écueil supplémentaire à la future création de véritables tribunaux uniques.

La ministre ne cesse de brandir l'avis du Conseil national du travail qui redoutait qu'une intégration n'ait un impact préjudiciable sur la spécialisation, l'accès-sibilité et les règles de procédure spécifiques, propres aux juridictions d'exception actuelles. Cette crainte n'est pas fondée. Des juges non professionnels pourraient parfaitement continuer à siéger aussi dans les divisions socioéconomiques des tribunaux uniques.

Si le groupe N-VA insiste tellement sur ce point, c'est parce qu'à ses yeux, il s'agit d'une erreur capitale, particulièrement regrettable. La quasi-totalité des partis flamands, de même que le Conseil supérieur de la Justice, l'*Orde van Vlaamse bales*, etc., étaient favorables à la création de ces tribunaux uniques qui étaient l'outil le plus efficace pour faire entrer la Justice de plain-pied dans le XXI^e siècle. Il n'en sera donc rien.

L'intervenante a aussi quelques remarques plus concrètes à formuler. Le projet de loi comporte nombre d'incohérences et d'absurdités, la plus tragique d'entre elles étant le fait que l'arrondissement judiciaire du Hainaut comptera deux procureurs du Roi, là où les autres arrondissements judiciaires n'en compteront logiquement qu'un seul.

L'argument selon lequel le Hainaut serait un cas particulier en raison du nombre de ses habitants, de son étendue géographique ou de sa diversité socioéconomique, est totalement absurde, car on peut dire la même chose d'Anvers, de Gand et de Liège. Ces arrondissements aussi comportent de grands centres urbains — avec tous les problèmes que cela implique en termes de criminalité et de pression migratoire — mais aussi des quartiers résidentiels et des zones agricoles.

Selon la ministre, le fait qu'un procureur général n'ait qu'un seul procureur du Roi sous ses ordres créerait des problèmes. Elle avance de vagues raisons liées à la structure de gestion, sans dire concrètement en quoi exactement le fait que le ressort et l'arrondissement judiciaire concordent est un problème. Il est logique, dans ces conditions, que l'opposition soit persuadée qu'il s'agit en l'espèce d'un geste politique en faveur d'un parti politique que l'on ne citera pas ici.

het niveau van het ressort geïnstalleerd, behalve in Leuven, Brussel en Nijvel waar ze op het niveau van het gerechtelijk arrondissement worden georganiseerd. Dit laatste is op zich al weinig steekhoudend, daar er van (sub)specialisatie in Leuven en Nijvel al helemaal geen sprake zal zijn door het kleine aantal sociale rechters en rechters in handelszaken. Ook worden de vrederechten en politierechtbanken niet geïntegreerd in de rechtbank van eerste aanleg, wat natuurlijk een bijkomende grenzel is om echte eenheidsrechtbanken te creëren.

De minister zwaait wel telkens met het advies van de Nationale Arbeidsraad, maar de erin uitgedrukte vrees dat de specialisatie, de lage toegangsdrempel en de specifieke procedurenregels, eigen aan de huidige uitzonderingsgerechten, zou lijden onder een integratie, hoeft geenszins bewaarheid te worden. Ook lekenrechters zouden perfect kunnen blijven zetelen in de socio-economische afdelingen van de eenheidsrechtbanken.

De NVA-fractie blijft op deze nagel kloppen omdat ze dit net een jammerlijke en kapitale vergissing vinden. Bijna alle Vlaamse partijen alsook de Hoge Raad voor Justitie, de Orde van Vlaamse bales, enz., waren hier voorstander van. Op die manier ging de minister werkelijk het gerechtelijk apparaat de 21e eeuw kunnen inloodsen. Niet dus.

Spreekster heeft ook meer concrete bedenkingen. Het wetsontwerp bevat tal van ongelijk- en ongerijmdheden, waarvan de meest tragikomische toch wel het feit is dat het gerechtelijk arrondissement Henegouwen 2 procureurs des Konings zal tellen, daar waar de andere gerechtelijke arrondissementen er logischerwijze maar 1 zullen tellen.

De argumenten dat Henegouwen een geval apart is door zijn inwonersaantal, uitgestrektheid of socio-economische verscheidenheid zijn klinkklare nonsens daar dit evengoed opgaat voor de arrondissementen Antwerpen, Gent en Luik. Ook deze arrondissementen hebben immers een grootstedelijk gebied, met kenmerkende problemen als grootstadcriminaliteit en immigratielidruk, maar ook verkavelingswijken en landbouwgebieden.

Het feit dat een procureur-generaal slechts één procureur des Konings onder zich heeft zou volgens de minister de nodige problemen creëren. Zij beweert dan vaag dat het iets met de beheerstructuur te maken heeft, zonder concreet te stellen waarom precies en op welke vlakken het samenvallen van het rechtsgebied met het gerechtelijk arrondissement problematisch is. Het is dan ook logisch dat de oppositie denkt dat het hier gaat om een politieke geste aan een niet bij nader genoemde politieke partij.

L'intervenante espère que la ministre pourra dissiper cette méfiance en disant concrètement et avec toute la transparence requise en quoi exactement cette situation serait problématique.

En outre, il est curieux que le Hainaut disposera de deux tribunaux de police mais aussi de deux sièges du tribunal de première instance, alors que ce tribunal n'aura qu'un seul président. En quoi ces deux sièges constituent-ils une plus-value ?

Un deuxième point est le fait que chaque arrondissement judiciaire — à l'exception de ceux de Bruxelles et d'Eupen — disposera désormais d'un président des juges de paix et des juges au tribunal de police. À Bruxelles et à Eupen, ces fonctions seront confiées au président du tribunal de première instance. Si cette exception se conçoit pour l'arrondissement d'Eupen, en raison de sa petite dimension, elle ne se justifie nullement dans le cas de Bruxelles. Pourquoi cette différence de traitement pour Bruxelles ?

Dans le prolongement de ce qui précède, l'intervenante aimeraient savoir si le président francophone du tribunal de première instance aura un quelconque pouvoir sur les juges de paix et de police à Hal-Vilvorde et, le cas échéant, en quoi il consistera. L'intervenante pense que si tel est effectivement le cas, la scission n'est qu'une plaisanterie et que l'ingérence francophone à Hal-Vilvorde se poursuivra de plus belle.

Dans les arrondissements de Bruxelles et d'Eupen, il y aura toujours un greffier en chef par justice de paix et par tribunal de police. Dans tous les autres arrondissements, en revanche, il n'y aura qu'un greffier en chef pour toutes les justices de paix et tous les tribunaux de police au niveau de l'arrondissement judiciaire. À ce jour, on ne sait toujours pas ce qui justifie une telle inégalité de traitement. La ministre renvoie à la loi BHV, mais le lien reste obscur. La ministre pourrait-elle en dire plus à ce sujet ?

Une autre inégalité réside dans le fait que le Brabant wallon (Nivelles) aura son propre arrondissement judiciaire, ce qui ne sera pas le cas du Brabant flamand; la partition entre un arrondissement judiciaire de Louvain et un arrondissement judiciaire de Bruxelles (BHV) sera donc maintenue.

En outre, l'article 156 de la Constitution, qui délimite les ressorts, est déclaré ouvert à révision. La ministre ouvre ainsi la voie à une intégration de l'arrondissement de Louvain dans le ressort (de la cour d'appel) d'Anvers. L'unité territoriale du Brabant flamand risque fort d'être sacrifiée.

L'objectif serait de responsabiliser les chefs de corps dans le cadre de leur gestion, en leur donnant la maîtrise de leurs propres budgets et effectifs de

Spreekster hoopt dat de minister dit wantrouwen de wereld uit kan helpen door in alle transparantie een concreet antwoord te bieden op de vraag waarom precies en op welke vlakken dit problematisch is ?

Het is bovendien eigenaardig dat Henegouwen twee politierechtbanken en alsook twee zetels voor de rechbank van eerste aanleg zal tellen, terwijl die rechbank toch maar één voorzitter zal hebben. Wat is dan meerwaarde van deze twee zetels ?

Een tweede punt is dat er in elk gerechtelijk arrondissement een voorzitter van de vrederechters en de rechters in de politierechtbanken komt, behalve in het arrondissement Brussel (en Eupen), waar de voorzitter van de rechbank van eerste aanleg die rol op zich zal nemen. Voor Eupen is dit door de kleinschaligheid perfect te rechtvaardigen. Het gerechtelijk arrondissement Brussel is echter allesbehalve kleinschalig. Waarom deze verschillende behandeling van Brussel ?

Hierbij aansluitend wil spreekster de vraag stellen of de Franstalige voorzitter van de rechbank van eerste aanleg enige mate van bevoegdheid zal hebben over de vrede- en politierechters in Halle-Vilvoorde en waarin deze bevoegdheid zal bestaan. Indien dat het geval is meent spreekster dat die splitsing eigenlijk een lachertje is en dat de Franstalige bemoeizucht in Halle-Vilvoorde onverminderd voort blijft bestaan.

In de arrondissement(en) Brussel (en Eupen) blijft er één hoofdgriffier per vredegerecht en per politierechtbank. In de andere arrondissementen komt er slechts één hoofdgriffier voor alle vredegerechten/politierechtbanken en dat op het niveau van het gerechtelijk arrondissement. Het is nog altijd niet duidelijk wat deze ongelijke behandeling rechtvaardigt. De minister verwijst daarvoor naar de BHV-wet, maar de link blijft obscuur. Kan de minister dit concreter toelichten ?

Een andere ongelijkheid is dat Waals Brabant (Nijvel) een eigen gerechtelijk arrondissement krijgt, maar Vlaams-Brabant niet; daar blijft men zitten met de opdeling in een gerechtelijk arrondissement « Leuven » en « Brussel » (BHV).

Bovendien wordt artikel 156 van de grondwet, dat de ressortgrenzen afbakt, voor herziening vatbaar verklaard. Hierdoor zet de minister de deur open voor een opname van het arrondissement Leuven in het rechtsgebied van (het hof van beroep van) Antwerpen. Het risico is niet ondenkbaar dat hierdoor de territoriale eenheid van Vlaams Brabant zal kunnen verkwanseld worden.

Het opzet zou bestaan om de korpsoversten in het kader van het beheer te responsabiliseren door hen zeggenschap te geven over eigen budgetten en

personnel. Le projet de loi à l'examen comporte toutefois plusieurs dispositions qui témoignent d'une accentuation de la centralisation : le procureur général/ le premier président/la ministre de la Justice pourront prendre certaines décisions concernant la mobilité externe des magistrats de rang inférieur et ce, sans l'assentiment des chefs de corps concernés.

Ces derniers auront toutefois des comptes à rendre en temps opportun à propos des résultats qu'ils auront engrangés et ce, alors qu'ils risquent, à cause de cette centralisation, de disposer de moins d'autonomie et d'avoir moins à dire. Les trois volets de la réforme n'ayant pas été traités simultanément, on ne peut que se perdre en conjectures quant à l'impact qu'ils pourraient avoir les uns sur les autres.

L'application du règlement de répartition des affaires risque d'attribuer la gestion exclusive de certains dossiers à certaines divisions d'un arrondissement judiciaire. Le principe est louable et l'intervenante le défend mais, d'après le rapport de la commission de la Chambre, on n'a pas suffisamment réfléchi aux conséquences concrètes de ce dispositif. Il y a fort à parier que les greffes chargés d'assurer la transmission des dossiers verront leur charge de travail s'alourdir, avec ce que cela implique en termes d'incidents (perte de dossiers occasionnant un non-respect des délais). S'est-on suffisamment concerté avec les acteurs de terrain, en particulier les greffiers, qui sont quand même les mieux placés pour évaluer l'impact concret de pareilles dispositions ? Quel a été leur point de vue en la matière ?

L'intervenante dit avoir appris que l'objectif est de transformer le procureur du Roi/président en une sorte de gestionnaire, alors que de leur côté, les procureurs/présidents de division assureront la direction juridique. C'est la raison pour laquelle l'ancien procureur du Roi/président sera remplacé par un procureur/président de division. Au-dessus de lui, il y aura un procureur du Roi/président qui dirigera l'ensemble. La ministre peut-elle confirmer que les choses se dérouleront de la sorte ? Si tel est effectivement le cas, alors il est curieux que les arrondissements judiciaires de Louvain/Bruxelles/Nivelles/Eupen) n'aient pas été dotés d'un procureur de division. C'est donc le procureur du Roi qui devra assumer les deux rôles dans ces arrondissements. L'argument des écarts démographiques ne tient pas la route, Louvain comptant quasiment autant d'habitants que l'arrondissement de Luxembourg qui sera doté, pour sa part, de trois procureurs de division.

L'argument récurrent de la ministre, qui affirme avoir pris une « photographie » de la situation actuelle et avoir greffé sa nouvelle structure sur la situation existante, ne tient pas non plus la route. Dans les quatre arrondissements judiciaires précités, un procureur du Roi gagne autant qu'un procureur de division

personnel. Dit wetsontwerp bevat echter een aantal bepalingen die wijzen op een toename van de centralisatie : de procureur-generaal/erste voorzitter/minister van Justitie kunnen bepaalde beslissingen met betrekking tot externe mobiliteit van lagere magistraten nemen zonder instemming van de betrokken korpschefs.

Deze laatste zullen evenwel op geijkte tijdstippen moeten verantwoording afleggen voor de behaalde resultaten. En dat terwijl hun zeggenschap, hun autonomie door deze centralisatie ondergraven dreigt te worden. Opnieuw doordat deze 3 luiken niet samen behandeld worden, blijft het gissen natuurlijk naar de mogelijk wederzijdse impact ervan.

Het zaakverdelingsreglement kan bepaalde afdelingen binnen een gerechtelijk arrondissement exclusief bevoegd maken voor bepaalde zaken. Het principe is lovenswaardig en daar staat spreekster dan ook achter, maar, dit blijkt uit het verslag van de Kamercommissie, de praktische gevolgen hiervan op het terrein lijken niet of niet goed te zijn uitgedacht. Dit zal immers leiden tot een aanzienlijke toename van de werklast voor de griffies die voor « de mobiliteit van de dossiers » zullen dienen in te staan, waardoor « ongelukken » (dossiers die verloren gaan, termijnen die hierdoor niet gehaald worden) dreigen te gebeuren. Is hierover voldoende afgestemd met de mensen van het terrein, in het bijzonder de griffies, die toch best geplaatst zijn de concrete impact van dergelijke bepalingen in te schatten ? Wat was hun standpunt hierover ?

Spreekster heeft vernomen dat het de bedoeling is dat de procureurs-des-Konings/voorzitter een manager wordt en de afdelingsprocureurs/-voorzitters voor wat hun afdeling betreft de juridische leiding op zich nemen. Om die reden komt in de plaats van de vroegere procureurs-des-Konings/voorzitter een afdelingsprocureur/-voorzitter, met daarboven een aansturende procureur-des-Konings/voorzitter. Kan de minister dit principe bevestigen ? Zo ja, dan is het eigenaardig dat de gerechtelijke arrondissementen Leuven/Brussel/Nijvel/Eupen) geen afdelingsprocureur krijgen, zodat de procureur des Konings daar beide rollen moet zien te vervullen. Het argument van de bevolkingsaantallen gaat hier niet op; Leuven telt immers ongeveer evenveel inwoners als Luxemburg, terwijl deze laatste wel drie afdelingsprocureurs zal hebben.

Ook het telkens terugkerend argument van de minister dat ze een « foto » genomen heeft van de bestaande situatie en daarop haar nieuwe structuur heeft geënt, gaat niet op; in de vier voornoemde gerechtelijke arrondissementen verdient een procureur-des-Konings evengoed een afdelingsprocureur

pour assurer la direction juridique. De plus, les lieux d'audience de Bruges, Gand, Anvers, Luxembourg, Liège, etc., ne pourraient dès lors pas compter de procureur de division. L'intervenante renvoie à ce sujet au tableau de l'article 106.

Le principe d'une réforme, c'est évidemment aussi de profiter de l'occasion (« *momentum* ») qui se présente pour modifier *ab initio* une situation existante en vue de l'améliorer.

Plus généralement, l'intervenante souligne encore que le projet à l'examen ne règle pas non plus clairement les relations entre les présidents de division/procureurs et les premiers substituts/vice-présidents. Les relations entre les nouveaux greffiers en chef, les greffiers de division, les greffiers-chefs de service, les anciens greffiers en chef, etc., sont également loin d'être claires.

Enfin, l'intervenante souligne que l'introduction généralisée du droit d'être entendu en cas de mobilité est une bonne chose.

Elle reconnaît toutefois qu'il est difficilement réalisable de demander l'assentiment du magistrat concerné dans tous les cas. La ministre a-t-elle une idée de l'impact que cela aura sur la motivation des magistrats qui ne consentiraient pas à leur mutation ? Ne risque-t-on pas outre mesure de voir un chef de corps devoir se séparer d'un magistrat motivé tandis qu'un autre chef de corps se verra adjoindre un magistrat démotivé ?

De plus, l'assentiment de certains magistrats spécialisés opérant sous le couvert d'un mandat, en l'occurrence les juges d'instruction, les juges du tribunal de la jeunesse et les juges des saisies, agissant dans le cadre d'une mobilité externe (c'est-à-dire en dehors de l'arrondissement judiciaire dans lequel ils sont nommés), sera requis alors que celui des magistrats ordinaires ne le sera pas. Comment se justifie cette inégalité de traitement ?

L'intervenante conclut en disant que le projet de loi à l'examen comprend de nombreuses inégalités et incohérences (au point de sembler parfois dénué de toute logique) et est une occasion manquée d'instaurer des tribunaux uniques. En outre, les réformes proposées ne semblent pas bénéficier pas du soutien des magistrats actifs sur le terrain et risquent de ne pas atteindre leur objectif si l'on ne s'attelle pas dans les meilleurs délais à la mise en œuvre d'une mesure de la charge de travail et du rendement, de procédures simplifiées et de systèmes informatiques intégrés et si l'on ne prévoit pas plus de moyens et de magistrats.

om de juridische leiding op zich te nemen. En bovendien zouden de zittingsplaatsen te Brugge, Gent, Antwerpen, Luxembourg, Luik, enz., dan ook geen afdelingsprocureur mogen hebben. Spreekster verwijst daarvoor naar de tabel van artikel 106.

Trouwens, het idee van hervormen is natuurlijk dat je de gelegenheid en het *momentum* van een hervorming aangrijpt om een bestaande situatie *ab initio* te veranderen en te verbeteren.

Meer algemeen stelt spreekster nog dat de verhouding tussen de afdelingsvoorzitters/procureurs en de eerste substituten/ondervoorzitters ook niet duidelijk geregeld blijkt in dit ontwerp. Ook de verhouding tussen de nieuwe hoofdgriffiers, de afdelingsgriffiers, de griffiers-hoofden van dienst, de oude hoofdgriffiers, enz., is verre van duidelijk.

Spreekster stelt ten slotte dat het overal invoeren van het recht gehoord te worden ingeval van mobiliteit een goede zaak is.

Spreekster geeft toe dat altijd en overal instemming van de betrokken magistraat moeilijk realiseerbaar is. Heeft de minister enig idee wat de impact zal zijn op de motivatie van magistraten die niet akkoord zijn met hun overplaatsing : bestaat het risico niet al te zeer dat korpschef X een gemotiveerde magistraat zal moeten afstaan, terwijl korpschef Y er een gedemotiveerde magistraat bijkrijgt ?

Bovendien zal de instemming van bepaalde gespecialiseerde magistraten die opereren onder een mandaat vereist zijn, namelijk een onderzoeksrechter, een rechter in de jeugdrechtbank en een beslagrechter, ingeval van externe mobiliteit (dus buiten het gerechtelijk arrondissement waarin ze benoemd zijn, maar binnen het rechtsgebied), en dat terwijl gewone magistraten niet om hun toestemming zullen worden gevraagd. Vanwaar deze ongelijke behandeling ?

Spreekster besluit dat het wetsvoorstel tal van ongelijk- en ongerijmdheden bevat (de logica is soms ver te zoeken) en de opportunitet mist om eenheidsrechtbanken in te voeren. Bovendien lijken deze hervormingen niet door de magistraten op het terrein te zijn gedragen, en zullen ze mogelijk hun doel voorbij schieten indien er niet sneller werk zal worden gemaakt van werklast- en rendementsmeting, eenvoudigere procedures, geïntegreerde informaticasystemen en meer middelen en magistraten.

M. Laeremans redit son mécontentement concernant la mise à l'agenda du projet de loi à l'examen. Le Sénat devrait le boucler en quelques heures, alors qu'il s'agit d'un des projets de loi les plus importants de la législature. C'est insensé et humiliant pour le Sénat.

Vu l'ampleur du rapport fait au nom de la commission de la Justice de la Chambre et sa distribution tardive, l'intervenant n'a pas eu l'occasion d'examiner attentivement le projet de loi à l'examen.

Il se limitera donc, dans un premier temps, à quelques grands axes de réflexion.

Le groupe de l'intervenant a attiré plusieurs fois l'attention du ministre de l'époque, M. De Clerck, sur le fait que sa réforme prévoyant une subdivision en seize arrondissements était inappropriée et n'apportait aucune solution valable. L'intervenant et son groupe ont défendu l'idée d'une réforme provinciale, car celle-ci permettrait une réduction drastique du nombre d'arrondissements (de vingt-sept à douze). Une spécialisation serait ainsi possible partout. En l'occurrence, dans les régions trop petites, il serait même envisageable de regrouper encore deux provinces. L'intervenant cite l'exemple du Brabant wallon et du Hainaut. Le Brabant wallon peut en effet être comparé à Louvain, en ce sens qu'il est un peu juste pour l'organisation d'une spécialisation. Les provinces de Luxembourg et de Namur pourraient également être fusionnées en un seul arrondissement. Cela ne changerait de toute façon rien pour le citoyen, étant donné que les sièges resteraient les mêmes. En termes de structure et de gestion, il est important de travailler avec des entités fonctionnelles. Travailler avec des entités provinciales en Flandre est une idée qui se défend. On pourrait même aller plus loin et travailler de manière strictement mathématique avec des normes d'un million d'habitants. L'intervenant maintient qu'une subdivision provinciale présente des avantages, notamment parce qu'elle permet de mettre clairement en avant le problème qui se pose avec la province du Brabant flamand. À travers le projet à l'examen, le ministre et le gouvernement prouvent en effet qu'ils ne reconnaissent pas l'existence de cette province. On travaille partout sur une base provinciale, tant dans le Limbourg que dans la province d'Anvers, en Flandre orientale et en Flandre occidentale, à l'exception du Brabant flamand. Or, c'est précisément là que le besoin d'un élargissement d'échelle est le plus pressant, et il se fait que Hal-Vilvoorde et Louvain pourraient parfaitement former une entité provinciale. C'est une problématique parallèle à celle des arrondissements électoraux, dans laquelle le Brabant flamand n'a pas non plus été reconnu comme une circonscription électorale provinciale, inconstitutionnalité qui a été constatée par la Cour constitutionnelle. Le projet de loi à l'examen est donc susceptible d'être attaqué, lui aussi, devant la Cour constitutionnelle. En effet, on établit une inégalité flagrante et, une fois de plus, on

De heer Laeremans uit nogmaals zijn ongenoegen over de agendering van voorliggend wetsontwerp. Dit betreft hier één der belangrijkste wetsontwerpen van huidige legislatuur en men zou dit in de Senaat op enkele uren willen afhandelen. Dit is onredelijk en de Senaat vernedert zichzelf.

Spreker is er niet in geslaagd, gelet op de omvang en de laattijdige ronddeling van het verslag van de Kamercommissie Justitie, voorliggend wetsontwerp grondig voor te bereiden.

Hij zal zich dan ook in eerste instantie beperken tot enkele krachtlijnen.

Minister De Clerck werd er door de fractie van spreker herhaaldelijk op gewezen dat zijn hervorming met zestien arrondissementen ongepast was en een mossel noch vis oplossing was. Spreker en zijn fractie stonden een provinciale hervorming voor, aangezien dit zou resulteren in een drastische vermindering van zeventwintig naar twaalf arrondissementen. Aldus zou overal een specialisatie kunnen worden gerealiseerd. In dat geval, bij te kleine regio's, zouden zelfs nog twee provincies kunnen worden samengevoegd. Spreker haalt het voorbeeld aan van Waals Brabant en Henegouwen. Waals Brabant is immers vergelijkbaar met Leuven; dit is wat nipt voor het organiseren van specialisatie. Ook Luxemburg en Namen zouden kunnen worden samengevoegd tot één arrondissement. Voor de burger zou dit trouwens niets veranderen, aangezien de zetels dezelfde blijven. Het is belangrijk, op het vlak van structuur en beheer, met werkbare entiteiten te werken. Het idee van provinciale entiteiten in Vlaanderen is verdedigbaar. Men zou zelfs verder kunnen gaan en strikt wiskundig werken in normen van 1 miljoen inwoners. Spreker blijft er wel bij dat en provinciale afbakening voordelen biedt, bijvoorbeeld omdat men hiermee het hiaat van de provincie Vlaams-Brabant duidelijk maakt. De minister en de regering bewijzen immers met voorliggend ontwerp het bestaan van deze provincie niet te erkennen. Er wordt immers overal, zowel in Limburg als in Antwerpen, Oost- en West-Vlaanderen, op provinciale basis gewerkt, behalve in Vlaams Brabant. Nochtans is juist daar nood aan een schaalvergroting en Halle-Vilvoorde en Leuven perfect een provinciale entiteit zouden kunnen vormen. Dit is parallel met de problematiek rond de kiesarrondissementen, waarbij Vlaams-Brabant evenmin werd erkend als provinciale kiesomschrijving, wat resulteerde in een ongrondwettigheid vastgesteld door het Grondwettelijk Hof. Ook voorliggend wetsontwerp biedt dus grond tot aanvechting voor het Grondwettelijk Hof. Er wordt immers een duidelijke ongelijkheid geïnstalleerd en Vlaams-Brabant wordt een te meer niet au sérieux genomen. De ingevoerde discriminatie zal worden aangevochten. Waarom wordt Halle-Vilvoorde gezien als een deel van het grote gerechtelijke arrondissement Brussel ? Dit staat haaks op de voorgestelde indeling en valt niet rationeel te verklaren. Het is ook eens te

ne prend pas au sérieux le Brabant flamand. La discrimination créée sera contestée. Pourquoi considère-t-on Hal-Vilvorde comme faisant partie du grand arrondissement judiciaire de Bruxelles ? Il s'agit d'une anomalie qui est contraire à la subdivision proposée et ne peut être justifiée par aucun argument rationnel. Cela illustre à nouveau la prédominance francophone tolérée par le gouvernement actuel.

Une première considération concrète concerne la confusion et le manque de clarté. Les textes du ministre De Clerck ont été critiqués en raison du découpage en seize arrondissements, mais aussi parce qu'une structure différente avait été prévue en ce qui concerne les tribunaux de commerce et les juridictions du travail, que l'on voulait organiser par ressort. Finalement, on a élaboré un système encore plus complexe, avec des juridictions du travail organisées par ressort dans les provinces de Flandre orientale et Flandre occidentale, Anvers et Limbourg, Hainaut, Liège et Luxembourg. Dans l'ancienne province du Brabant, Louvain, le Brabant wallon et l'arrondissement disproportionné de Bruxelles restent à part. Où est la logique dans tout cela ? Comment concilier une telle organisation avec la nécessité d'une plus grande efficacité ? En tout cas, il n'y a pas plus d'efficacité dans le Brabant wallon et dans l'arrondissement de Louvain. Par ailleurs, le système est inutilement complexe. Pourquoi un agrandissement d'échelle au niveau provincial ne suffirait-il pas en Flandre occidentale et pourquoi faut-il subitement une organisation par ressort ? Une telle approche n'a rien de rationnel; il s'agit purement et simplement d'un jeu de pouvoir politique.

En ce qui concerne BHV, l'intervenant renvoie à la très mauvaise loi qui a été adoptée l'été dernier, à laquelle son groupe et le groupe N-VA se sont opposés et qui fait d'ailleurs l'objet d'une action devant la Cour constitutionnelle. À l'époque déjà, l'intervenant affirmait qu'une réforme basée sur l'ancien arrondissement de Bruxelles n'était pas souhaitable, dès lors qu'un système de découpage par province avait été annoncé. Inversement, il semble dès lors logique, si l'on instaure le système à l'examen, de scinder BHV en une entité provinciale pour le Brabant flamand et en un tribunal scindé pour les dix-neuf communes de Bruxelles. On aurait alors un tribunal plus petit mais viable pour Bruxelles 19. L'on crée bien un tribunal distinct pour les germanophones, par exemple. Il serait donc tout à fait envisageable de créer un petit tribunal pour la communauté néerlandophone de Bruxelles, soit environ cent mille personnes. En outre, Bruxelles compte aussi de nombreux ressortissants d'autres pays européens, qui ne s'adresseront pas nécessairement à un tribunal francophone. On avait aussi proposé à l'époque d'adapter les cours d'appel et d'intégrer le Limbourg et le Brabant flamand dans le nouveau ressort dont le siège serait Louvain. Il y aurait ainsi eu six ressorts, à savoir trois néerlandophones, deux

meer een voorbeeld van het Franstalig overwicht die door deze regering wordt geduld.

Een eerste concrete bedenking betreft de warrigheid en onoverzichtelijkheid. Er werd kritiek geuit op de teksten van minister De Clerck wegens de zestien arrondissementen maar ook wegens het feit dat er een andere structuur werd voorzien wat betreft de rechtbanken van koophandel en de arbeidsgerechten, die men per ressort wou organiseren. Uiteindelijk heeft men hier een nog meer ingewikkelde regeling uitgewerkt waarbij in Oost- en West-Vlaanderen, in Antwerpen en Limburg, in Henegouwen en in Luik en Luxemburg arbeidsrechtbanken per ressort worden georganiseerd. In het oude Brabant blijven Leuven, Waals-Brabant en het buiten properties arrondissement Brussel apart. Elke logica is hier zoek. Hoe valt dit te rijmen met de drang naar meer efficiëntie ? In elk geval is er geen enkele toegenomen efficiëntie in Waals Brabant en in het arrondissement Leuven. Verder is de regeling nodoeloos ingewikkeld. Waarom zou een schaalvergroting in West-Vlaanderen op provinciaal niveau niet volstaan en moet dit plots op het niveau van het ressort ? Dit is geen rationele aanpak maar heeft puur met machtspolitiek te maken.

Wat betreft BHV, verwijst spreker naar de draak van een wet die vorige zomer werd goedgekeurd, die zijn fractie en de NVA-fractie heeft bestreden. Er is trouwens op dit ogenblik een zaak ingeleden voor het Grondwettelijk Hof. Ook destijds reeds stelde spreker dat een hervorming op basis van het oude arrondissement Brussel niet gewenst was, aangezien een provinciaal systeem was aangekondigd. Omgekeerd lijkt het dan ook logisch, als men voorliggende regeling gaat invoeren, dat men BHV zou splitsen in een provinciale eenheid voor Vlaams-Brabant en anderzijds een gesplitste rechtbank in Brussel 19. Dan heeft men een kleinere doch levensvatbare rechtbank in Brussel 19. Er wordt bijvoorbeeld wel een aparte rechtbank gecreëerd voor de Duitstaligen. Een kleine hoofdstedelijke rechtbank voor de Nederlandstalige gemeenschap in Brussel, een honderdduizendtal mensen, zou dus zeker mogelijk zijn. Bovendien zijn er in Brussel ook veel Europese buitenlanders, die niet noodzakelijk naar een Franstalige rechtbank zullen gaan. Destijds werd ook het voorstel gedaan om de hoven van beroep aan te passen en Limburg en Vlaams-Brabant onder te brengen in het nieuwe ressort met als hoofdzetel Leuven. Aldus zou men tot zes ressorten komen, namelijk drie

francophones et le ressort bilingue de Bruxelles, ce qui aurait été beaucoup plus conforme aux rapports de force du pays (60-40).

Le projet de loi à l'examen contient des dispositions importantes concernant les aménagements provinciaux, qui prévoient en détail l'affectation de tous les magistrats aux divers tribunaux et arrondissements provinciaux. L'intervenant estime que cela n'est pas possible et qu'il faudra de toute façon apporter des modifications en tenant compte de la mesure de la charge de travail effectuée par le Bureau KPMG. KPMG a par exemple constaté que les ratios néerlandais-français pour Bruxelles-Hal-Vilvorde, tels que prévus dans le projet à l'examen (20-80), ne sont pas exacts. Cette clé de répartition était en effet basée sur la situation à Bruxelles, et on décidait subitement de l'appliquer aussi à Hal-Vilvorde. KPMG reconnaît qu'il y a là une discrimination, mais le gouvernement n'est malheureusement pas encore en mesure de transmettre l'étude de KPMG aux parlementaires. C'est pourtant une condition essentielle pour fixer les cadres de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles; les parlementaires doivent pouvoir disposer des mêmes connaissances préalables que la ministre. L'intervenant a d'ailleurs adressé une demande d'explication à cet égard, mais il n'obtiendra une réponse qu'à l'issue de la discussion du projet de loi à l'examen. Le droit de contrôle du parlement est ainsi vidé de sa substance. L'intervenant mettra donc tout en œuvre pour empêcher le vote précipité du projet de loi à l'examen.

L'intervenant souhaite faire part d'une dernière réflexion concernant les procureurs. Il ne comprend pas qu'il y ait un procureur par province, sauf dans le Hainaut, qui en comptera deux. Il y aura aussi un procureur à Eupen. Exception faite d'Eupen, cela signifie qu'il y aura six procureurs en Wallonie contre cinq seulement en Flandre, et un seul procureur à Bruxelles, qui sera de toute façon toujours francophone; il y a donc là une discrimination flagrante. Le Conseil des procureurs comptera donc huit procureurs francophones et seulement cinq néerlandophones, alors que 60 % de la population belge est néerlandophone.

Alors qu'on ne remédie pas au manque de personnel auprès des cours d'appel, on prévoit une augmentation irrationnelle des effectifs des tribunaux de première instance, et ce au profit exclusif des francophones. C'est inacceptable.

L'intervenant espère obtenir le rapport de KPMG dans les plus brefs délais, de manière à pouvoir déposer les amendements nécessaires.

M. Mahoux renvoie à la lettre adressée par l'Union francophone des huissiers de Justice au président de la commission, le 15 juillet 2013. Quelles sont le

Nederlandstaligen, twee Franstaligen en het tweetalige ressort Brussel. Dit zou veel beter de verhoudingen in het land, namelijk 60-40, weerspiegelen.

In voorliggend ontwerp staan er belangrijke bepalingen omtrent de provinciale inrichtingen, waarbij men in detail alle magistraten toekent aan de verschillende rechtkanten en provinciale arrondissementen. Dat kan niet volgens spreker en zal hoe dan ook moeten gewijzigd worden, gelet op de werklastmeting van het Bureau KPMG. KPMG heeft vastgesteld dat de verhoudingen Nederlands-Frans voor Brussel-Halle-Vilvoorde, zoals voorzien in voorliggend ontwerp, namelijk 20-80, niet klopt. Deze verdeelsleutel was immers gebaseerd op de situatie in Brussel en werd plots ook toegepast in Halle-Vilvoorde. KPMG erkent dat op dat vlak een discriminatie werd ingevoerd. Helaas is de regering er nog niet in geslaagd de studie van KPMG over te maken aan de parlementsleden. Nochtans is dit essentieel bij het vastleggen van kaders in het gerechtelijk arrondissement Brussel; de parlementsleden moeten ter zake over dezelfde voor-kennis beschikken als de minister. Spreker heeft hierover trouwens een vraag om uitleg gesteld die echter slechts zal beantwoord worden na de besprekking van voorliggend wetsontwerp. Hierdoor wordt het controlerecht van het parlement gefnukt. Spreker zal dan ook alles ondernemen om de overhaaste stemming over voorliggend wetsontwerp te verhinderen.

Een voorlopig laatste bedenking betreft de procureurs. Spreker snapt niet dat er een procureur zal zijn per provincie, behalve in Henegouwen waar er plots twee zullen zijn. Er zal ook een procureur in Eupen zijn. Eupen buiten beschouwing, betekent dit dat er zes procureurs zullen zijn in Wallonië, terwijl slechts vijf in Vlaanderen en de een procureur in Brussel die sowieso steeds Franstalig zal zijn, wat dus zeer discriminatoir is. In de Raad van procureurs zullen er dus acht Franstalige procureurs en slechts vijf Nederlandstaligen zijn. Dit terwijl 60 % van de Belgische bevolking Nederlandstalig is.

Er wordt ook niet tegemoet gekomen aan het personeelstekort bij de hoven van beroep, maar men voorziet wel in een irrationele personeelsverhoging van de rechtkanten van eerste aanleg, en dit exclusief ten voordele van de Franstaligen. Dit is onaanvaardbaar.

Spreker hoopt het rapport KMPG zo snel mogelijk te krijgen, zodat hij de nodige amendementen kan indienen.

De heer Mahoux verwijst naar de brief van 15 juli 2013 van de *Union francophone des huissiers de Justice* aan de voorzitter van de commissie. Wat is het

réponses du gouvernement aux remarques formulées par les huissiers de Justice ?

L'intervenant relève que l'un des préopinants a plaidé pour la mise en place d'un tribunal unique. M. Mahoux rappelle que son groupe a toujours défendu la spécificité des juridictions du travail et du commerce. Il se réjouit dès lors du fait que l'on n'ait pas retenu l'option du tribunal unique.

En ce qui concerne la mobilité des magistrats, M. Mahoux demande des précisions quant aux recours dont disposent les magistrats concernés par une telle décision. La ministre peut-elle confirmer que si la décision de mobilité s'analyse comme une sanction déguisée, le magistrat dispose d'un recours devant le tribunal disciplinaire. Dans les autres hypothèses, la procédure sera réglée dans le cadre des textes.

Mme Van Hoof trouve que l'on peut difficilement prétendre que l'on a agi dans la précipitation. En effet, cette réforme du paysage judiciaire est à l'étude depuis une trentaine d'années. Stefaan De Clerck avait d'ailleurs déjà publié un ouvrage en 2009, qui a débouché sur des concertations de longue haleine et sur la formulation de nombreux avis. On ne peut donc que se réjouir d'avoir enfin à examiner un projet de loi qui a été longuement débattu à la Chambre.

L'intervenante se réfère aux positions fermes prises par son groupe à la Chambre et aux engagements souscrits par la ministre, qui présentent également un grand intérêt pour le nouveau projet sur la structure de gestion, que le gouvernement est en train d'examiner et qui est encore modifiable.

L'intervenante déplore que tous ces dossiers n'aient pas été soumis en même temps au Parlement. En effet, le projet sur la structure de gestion prévoit plusieurs engagements importants en matière de responsabilisation des tribunaux et de moyens et est donc étroitement lié avec la réforme à l'examen. L'intervenante tient donc à rappeler que la ministre avait pris l'engagement, qu'elle vient de réitérer à la Chambre, de faire en sorte que les différents projets de loi entreraient en vigueur en même temps, ce qui ne pourra que profiter à la cohérence et à la coordination de la législation.

L'intervenante se réfère également à plusieurs projets de loi de première importance que le parlement a récemment adoptés, et qui portent entre autres sur la création d'un tribunal de la famille et d'un tribunal disciplinaire. Il importe d'harmoniser les textes de ces différents projets de loi.

Troisième élément important : la décision de mobilité qui est imposée n'est susceptible ni d'un recours ni d'une révision. Il est essentiel que les magistrats et le

antwoord van de regering op de opmerkingen van de gerechtsdeurwaarders ?

Spreker stipt aan dat één van de vorige sprekers pleitte voor de oprichting van een eenheidsrechtbank. De heer Mahoux herinnert eraan dat zijn fractie altijd de specificiteit van de arbeids- en handelsrechtbanken heeft verdedigd. Spreker is dan ook verheugd dat men niet gekozen heeft voor een eenheidsrechtbank.

Wat de mobiliteit van de magistraten betreft, vraagt de heer Mahoux om verduidelijking over het beroep waarover de magistraten die bij een dergelijke beslissing betrokken zijn, beschikken. Kan de minister bevestigen dat, wanneer de mobiliteitsbeslissing ervaren wordt als een verdoken sanctie, de magistraat beroep kan instellen bij de tuchtrechtbank ? In de overige gevallen zal de procedure worden geregeld in het kader van de teksten.

Mevrouw Van Hoof vindt dat men bezwaarlijk kan stellen dat hier overhaast te werk wordt gegaan. Men is immers al dertig jaar bezig met deze hervorming van het gerechtelijk landschap. In 2009 werd trouwens reeds een boekje geschreven door Stefaan De Clerck, waaruit langdurig overleg is voortgevloeid en heel wat meningen werden geuit. Men kan zich dus enkel maar verheugen over het feit dat er eindelijk een wetsontwerp voorligt dat uitvoerig in de Kamer is besproken.

Spreekster verwijst naar de belangrijke standpunten die door haar fractie in de Kamer werden ingenomen en naar de engagementen die door de minister werden genomen, die ook belangrijk zijn voor het nieuwe ontwerp over de beheersstructuur dat momenteel voorligt aan de regering en waaraan dus nog aanpassingen mogelijk zijn.

Spreekster vindt het betreurenswaardig dat al deze zaken niet gelijktijdig aan het Parlement werden voorgelegd. Het ontwerp rond de beheersstructuur houdt immers ook een aantal belangrijke engagementen in op het vlak van responsabilisering van rechtbanken en van middelen en hangt dus onlosmakelijk samen met voorliggende hervorming. Spreekster wil dan ook graag het engagement van de minister benadrukken, onlangs nog in de Kamer bevestigd, dat de verschillende wetsontwerpen gelijktijdig in werking zullen treden. Dit kan de coherentie en coördinatie enkel maar bevorderen.

Verder verwijst spreekster naar de belangrijke wetsontwerpen die onlangs in het parlement werden goedgekeurd, met name de inrichting van een familie-rechtbank en tuchtrechtbank. Het is belangrijk dat al deze wetsontwerpen op elkaar worden afgestemd.

Een derde belangrijk element is dat tegen de opgelegde beslissing van mobiliteit geen beroep of herziening mogelijk is. Het is belangrijk dat magi-

personnel judiciaire puissent revenir sur leur décision. Plusieurs groupes politiques ont déjà mis l'accent sur ce problème.

L'intervenante évoque en quatrième lieu la mesure de la charge de travail. Il a été formellement stipulé dans l'accord de gouvernement que celle-ci était essentielle et qu'elle permettrait d'adapter le cadre des magistrats et du personnel. L'intervenante demande donc que le cadre du personnel soit adapté lorsque la mesure de la charge de travail aura été finalisée et que ses résultats seront connus.

L'intervenante espère que la ministre tiendra les engagements qu'elle a pris et qu'elle a d'ailleurs confirmés à la Chambre. Cela est tout à fait possible dans le cadre du futur projet de loi relatif à la structure de gestion.

Mme Thibaut rappelle que son groupe est disposé à participer de manière constructive aux débats. Elle annonce le dépôt d'une série d'amendements mais elle s'inquiète du rythme auquel le gouvernement veut astreindre la commission pour l'examen du projet de loi.

Certes, on peut vouloir avancer vite, encore faut-il avancer bien. L'intervenante pense qu'il est dès lors important que les Assemblées parlementaires puissent procéder à une deuxième lecture des textes en parallèle avec le projet sur l'autonomie de gestion. C'est de nature à garantir une meilleure cohérence des textes et facilitera dès lors la mise en œuvre des réformes. La ministre est-elle prête à accepter que le texte à l'examen fasse encore l'objet d'amendements au Sénat ?

Mme Thibaut s'interroge en outre quant aux conséquences de la réforme sur les déplacements auxquels seront confrontés les magistrats actifs dans des arrondissements géographiquement étendus. Parviendra-t-on encore à remplir les cadres dans ces arrondissements ? Est-ce que ce ne sont pas les jeunes magistrats et les femmes qui seront les dupes de la réforme ?

M. Laeremans rappelle son intervention relative au nombre disproportionné de magistrats francophones par rapport aux magistrats néerlandophones. À cet égard, l'intervenant souhaite avoir des précisions sur l'avancement du dossier « mesure de la charge de travail » car il souhaite éviter qu'une loi fixe un cadre qui devra être modifié ultérieurement pour tenir compte des résultats de l'étude sur la mesure de la charge de travail des magistrats dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

La ministre est d'avis qu'il ne convient pas forcément de lier ces deux dossiers. Il appartient au législateur de fixer le cadre en tenant compte de la situation actuelle. Si les résultats de ladite étude

straten en gerechtspersoneel op hun beslissing kunnen terugkomen. Er werd reeds door diverse fracties op dit probleem gewezen.

Ten vierde verwijst spreekster naar de werklastmeting. Er was uitdrukkelijk opgenomen in het regeerakkoord dat dat een belangrijk element was en dat het aantal rechters en het personeel zouden worden afgestemd in functie van deze. Spreekster vraagt dan ook dat het personeelskader wordt aangepast, na afronding van de werklastmeting en in functie van de resultaten ervan.

Spreekster hoopt dat de minister de genomen engagementen, die trouwens in de Kamer werden bevestigd, ook zal nakomen. Dit is perfect mogelijk in het kader van het toekomstige wetsontwerp met betrekking tot de beheersstructuur.

Mevrouw Thibaut herinnert eraan dat haar fractie op een constructieve manier wil deelnemen aan de debatten. Spreekster kondigt de indiening van een reeks amendementen aan, maar is verontrust over het tempo dat de regering de commissie wil opleggen voor de besprekking van het wetsontwerp.

Snel opschieten is één zaak, dat goed doen is nog iets anders. Spreekster meent dat het dus belangrijk is om over te gaan tot een tweede lezing van de teksten door de Parlementaire Assemblées, samen met het ontwerp over autonoom beheer. Hierdoor wordt een grotere samenhang van de teksten gewaarborgd en zullen de hervormingen gemakkelijker kunnen worden uitgevoerd. Is de minister bereid om deze tekst door de Senaat te laten amenderen ?

Mevrouw Thibaut vraagt zich bovendien af welke gevolgen de hervorming zal hebben voor de overplaatsing van magistraten die in geografisch uitgestrekte arrondissementen actief zijn. Zal men er nog in slagen om de personeelsformataies op te vullen in die arrondissementen ? Zullen het niet de jonge magistraten en de vrouwen zijn die het slachtoffer zullen worden van de hervorming ?

De heer Laeremans herinnert aan zijn betoog over het bovenstaande aantal Franstalige magistraten in vergelijking met het aantal Nederlandstalige magistraten. In dit opzicht wenst spreker meer duidelijkheid over de voortgang van het dossier « werklastmeting »; hij wil immers vermijden dat een wet een personeelsformatie vastlegt die later zal moeten worden gewijzigd om rekening te kunnen houden met de resultaten van de studie over de werklastmeting van de magistraten in het gerechtelijk arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde.

De minister is van mening dat die twee dossiers niet noodzakelijkerwijs aan elkaar gekoppeld moeten worden. Het is de taak van de wetgever om de personeelsformatie te bepalen, rekening houdende met

démontrent qu'il faut modifier ce cadre, cela pourra se faire sans difficultés.

M. Laeremans regrette l'opacité avec laquelle ce dossier est traité. Malgré ses demandes répétées, l'intervenant n'a toujours pas pu recevoir une copie de l'étude du bureau KPMG sur la charge de travail des magistrats à Bruxelles.

IV. DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article n'appelle aucune observation.

Article 1^{er}/1 (nouveau)

Amendement n° 24

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 24 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 1^{er}/1 (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 1^{er}/1 (nouveau) — L'article 58 du Code judiciaire est remplacé par ce qui suit : « Le présent Code régit l'organisation des tribunaux de première instance, qui se composent des divisions justices de paix, tribunal de police, tribunal du travail et tribunal de commerce, et l'organisation des cours d'appel, des cours d'assises et de la Cour de cassation. »

L'intervenante regrette vivement que le tribunal unique ne soit pas instauré.

Un élément essentiel de la réorganisation structurale du paysage judiciaire est l'instauration d'un tribunal unique et, en corollaire, d'un parquet unique. Cela signifie que, dans chaque arrondissement, tant le tribunal de première instance (et sa chambre civile, sa chambre pénale, sa chambre fiscale, sa chambre de la jeunesse et sa chambre de l'application des peines) que le tribunal de commerce, les tribunaux du travail, les justices de paix et les tribunaux de police sont organisés comme un seul tribunal de première ligne, sous la direction d'un manager chef de corps, chargé de diriger l'ensemble. Les avantages de ce tribunal unique sont multiples :

— tout d'abord, une réduction du grand nombre de directeurs. Un tribunal unique rendrait aussi l'organisation beaucoup plus simple et plus transparente, en particulier pour le justiciable;

de huidige situatie. Wanneer de resultaten van de voornoemde studie aantonen dat die formatie moet worden aangepast, zal dat zonder problemen kunnen gebeuren.

De heer Laeremans betreurt de ondoorzichtigheid waarmee dit dossier behandeld wordt. Zijn herhaalde vragen ten spijt, heeft spreker nog steeds geen kopie kunnen ontvangen van de studie van KPMG over de werklast van de magistraten in Brussel.

IV. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 1/1 (nieuw)

Amendement nr. 24

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 24 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 1/1 in te voegen, luidende :

« Art 1/1 (nieuw). — Artikel 58 van het Gerechtelijk Wetboek vervangen door de woorden « Dit wetboek regelt de organisatie van de rechtbanken van eerste aanleg, die bestaat uit de afdelingen vrederechten, politierechtbank, arbeidsrechtbank en rechtbank van koophandel, en de organisatie van de hoven van beroep, de hoven van assisen en van het Hof van Cassatie. »

Spreekster betreurt ten zeerste dat de eenheidsrechtbank niet wordt ingevoerd.

Een zeer belangrijk onderdeel van de structurele reorganisatie van het gerechtelijk landschap is de invoering van de eenheidsrechtbank en daarmee samenhangend, een eenheidsparket. Dat wil zeggen dat in elk arrondissement zowel de rechtbank van eerste aanleg (met zijn burgerlijke kamer, strafkamer, fiscale kamer, jeugdkamer en strafuitvoeringskamer), de rechtbank van koophandel, de arbeidsrechtbanken, de vrederechten en de politierechtbanken als één eerstelijnsrechtbank georganiseerd worden, onder leiding van 1 korpschef-manager die het geheel moet aansturen. Zo'n eenheidsrechtbank biedt tal van voordeelen :

— in de eerste plaats om het grote aantal bazen terug te dringen. Een eenheidsrechtbank zou de organisatie ook veel eenvoudiger en transparanter maken, niet in het minst voor de rechtszoekende;

— ce tribunal unique permettrait également de réduire au maximum le nombre de conflits de compétence et de mieux répartir la charge de travail entre les magistrats;

— en outre, le tribunal unique permettrait aux magistrats de se spécialiser davantage et plus efficacement dans certaines matières, ce qui devrait également accroître la qualité de la jurisprudence. Le nouveau tribunal de la famille et de la jeunesse, qui doit encore voir le jour, en témoigne;

— et ce, sans parler du bénéfice en termes de flexibilité et de mobilité qu'un grand tribunal unique générerait.

Le tribunal unique ne doit d'ailleurs pas se limiter au tribunal de première instance. La cour d'appel a également été confrontée à ce choix : la cour du travail est donc intégrée à la cour d'appel, qui devient une «cour unique».

Mme Faes souligne également que la situation est préjudiciable aux futurs investissements dans notre pays. Selon maître Hofströssler, avocat, certains investisseurs renoncent délibérément à venir en Belgique en raison de notre système judiciaire : «Qu'est-ce que cela signifie pour notre réputation internationale ? L'opinion publique sait-elle que des entreprises n'investissent délibérément pas dans notre pays — et ne créent donc pas d'emplois — parce que, comparée à la justice de leur pays, celle de la Belgique ne répond pas aux exigences de qualité ?» (*De Tijd*, 28 septembre 2013).

L'intervenante précise que les amendements n°s 25 à 57 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) ont pour but d'instaurer ce tribunal unique.

M. Laeremans partage l'opinion de la préopinante. S'il peut comprendre que le tribunal unique n'ait pas été mis en œuvre en même temps que la réduction du nombre d'arrondissements judiciaires, il craint que la présente réforme ne rende cette mise œuvre impossible dans le futur. En effet, l'intervenant estime que l'organisation judiciaire proposée, basée tant sur une répartition par province que par ressort, avec des exceptions en Brabant flamand par exemple, est totalement opaque et complexe. L'intervenant plaide pour une répartition géographique basée sur les provinces.

La ministre rétorque que le présent projet s'inscrit naturellement dans la philosophie de la scission de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Halle-Vilvorde. Il n'aurait pas été logique de ne pas en tenir compte. Or, nombre de critiques exprimées par M. Laeremans portent directement ou indirectement sur cette réforme de l'arrondissement judiciaire BHV qui a déjà été votée au Parlement.

— ook de bevoegdheidsconflicten worden in zo'n eenheidsrechtbank maximaal beperkt en de werklast kan beter gespreid worden tussen de magistraten;

— bovendien zal een eenheidsrechtbank ook toelaten dat magistraten zich beter en meer kunnen specialiseren in bepaalde materies, wat het niveau van de rechtspraak dan weer ten goede zou komen. De nieuw op te richten familie-en jeugdrechtbank is hier een voorbeeld van;

— en dan hebben we nog niet gewezen op de grotere flexibiliteit en mobiliteit die zo één grote eenheidsrechtbank zou genereren.

Een eenheidsrechtbank hoeft zich trouwens niet te beperken tot de rechtbank van eerste aanleg. Ook op het niveau van het hof van beroep moet die keuze gemaakt worden : het Arbeidshof wordt dus in het hof van beroep geïntegreerd dat een «éénheidshof» wordt.

Mevrouw Faes benadrukt ook dat dit ten koste gaat van toekomstige investeringen in ons land. Volgens meester Hofströssler, advocaat, laten sommige investeerders België bewust links liggen omwille van zijn justitie : «wat betekent dat voor onze internationale reputatie ? Weet de publieke opinie dat er bedrijven zijn die bewust niet in ons land komen investeren — en er dus geen mensen komen tewerkstellen — omdat, vergeleken met hun thuisland, onze justitie de kwaliteitstoets niet doorstaat ?» (*De Tijd*, 28 september 2013).

Sprekster preciseert dat volgende amendementen nrs. 25 tot 57 (stuk Senaat, nr. 5-2212/3) tot doel hebben deze eenheidsrechtbank in te voeren.

De heer Laeremans is het eens met de voorgaande spreekster. Hij kan nog begrijpen dat de eenheidsrechtbank niet op hetzelfde ogenblik als de vermindering van het aantal gerechtelijke arrondissementen tot stand is kunnen komen, maar hij vreest dat de huidige hervorming dit in de toekomst helemaal onmogelijk maakt. Spreker meent immers dat de voorgestelde gerechtelijke organisatie op grond van zowel een verdeling per provincie als per rechtsgebied, met uitzonderingen in bijvoorbeeld Vlaams-Brabant, heel ondoordachtig en ingewikkeld is. Spreker pleit voor een geografische verdeling op basis van de provincies.

De minister antwoordt dat dit ontwerp een logisch gevolg is van de splitsing van het gerechtelijk arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde. Het zou niet logisch geweest zijn daar geen rekening mee te houden. Een groot deel van de kritiek van de heer Laeremans betreft rechtstreeks of onrechtstreeks deze hervorming van het gerechtelijk arrondissement BHV, die echter reeds door het Parlement is goedgekeurd.

La ministre ne partage pas l'opinion émise par M. Laeremans selon laquelle une réduction importante du nombre d'arrondissements judiciaires et l'instauration concomitante d'un tribunal unique auraient constitués une réforme trop importante. Si le tribunal unique n'a finalement pas été instauré, c'est principalement en raison d'un avis unanime du Conseil national du travail (CNT) du 15 décembre 2009 :

« (...) Le Conseil appelle le monde politique à ne pas toucher à l'indépendance des juridictions du travail et des auditorats du travail, afin de ne pas mettre en péril ce qui a prouvé sa qualité par le passé. Les juridictions du travail et auditorats du travail indépendants doivent au contraire être soutenus à l'aide des moyens qui leur permettront de continuer à remplir leur important rôle social au XXI^e siècle. » (avis n° 1 716 du CNT).

Or, le CNT a réitéré sa position au cours des différentes concertations sur ce dossier.

La ministre insiste sur le fait que la présente réforme n'hypothèque nullement l'instauration ultérieure d'un tribunal unique. Si les tribunaux de commerce et du travail sont effectivement regroupés au niveau du ressort, c'est uniquement afin d'obtenir une meilleure mobilité et spécialisation des magistrats; ce qui aurait été plus difficile en les maintenant au niveau d'un arrondissement. Mais si dans le futur, il s'avère opportun ou nécessaire d'intégrer les tribunaux de commerce et du travail dans un tribunal unique, cela pourra se faire sans difficultés.

Enfin, la ministre comprend que l'opposition tente par le biais de la discussion du présent projet de loi de revenir sur les acquis de l'accord « BHV judiciaire » mais rappelle qu'il lui appartient de poursuivre la réforme en tenant compte de la loi du 19 juillet 2012 portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Article 2

M. Laeremans s'interroge quant aux conséquences de la suppression des juges de complément dans les différents arrondissements :

- seront-ils intégrés dans les cadres ?
- ces cadres seront-t-il augmentés à due concurrence ?
- comment le nombre de juges de complément a-t-il été déterminé et sur la base de quels critères ?

De minister is het niet eens met de mening van de heer Laeremans dat een sterke vermindering van het aantal gerechtelijke arrondissementen samen met het oprichten van een eenheidsrechtbank een te zware hervorming geweest zou zijn. Als de eenheidsrechtbank uiteindelijk niet is opgericht, dan komt dat hoofdzakelijk door een unaniem advies van de Nationale Arbeidsraad (NAR) van 15 december 2009 :

« De Raad roept de politieke wereld op om niet te raken aan de onafhankelijkheid van de arbeidsgerichten en arbeidsauditoraten, zodat niet in gevaar wordt gebracht wat in het verleden zijn deugdelijkheid heeft bewezen. De onafhankelijke arbeidsgerichten en arbeidsauditoraten moeten daarentegen ondersteund worden met de middelen om hun belangrijke maatschappelijke rol in de 21e eeuw te kunnen vervullen. » (advies nr. 1 716 van de NAR).

De NAR heeft dit standpunt meermaals herhaald tijdens de verschillende overlegrondes betreffende dit dossier.

De minister benadrukt dat de voorgestelde hervorming de toekomstige oprichting van een eenheidsrechtbank geenszins in de weg staat. De handels- en arbeidsrechtbanken worden inderdaad op het niveau van het rechtsgebied samengebracht, maar dat is enkel om de mobiliteit en de specialisatie van magistraten te bevorderen, wat moeilijker zou zijn geweest als men ze op arrondissementsniveau had gehouden. Maar als in de toekomst blijkt dat het wenselijk of noodzakelijk is de handels- en arbeidsrechtbanken in een eenheidsrechtbank op te nemen, dan zal dat zonder problemen kunnen.

Ten slotte begrijpt de minister dat de oppositie de besprekking van het vorliggende ontwerp wil aangrijpen om terug te komen op de verworvenheden van het « gerechtelijk BHV-akkoord », maar zij herinnert eraan dat het haar opdracht is de hervorming te voltooien met inachtneming van de wet van 19 juli 2012 betreffende de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Artikel 2

De heer Laeremans vraagt wat de gevolgen zijn van de afschaffing van de toegevoegde rechters in de verschillende arrondissementen :

- worden zij opgenomen in de personeelsformaties ?
- worden deze personeelsformaties verhoudingsgewijs uitgebreid ?
- hoe werd het aantal toegevoegde rechters vastgesteld en aan de hand van welke criteria ?

— quelle est la situation particulière des juges de complément à Bruxelles ? La ministre peut-elle préciser le nombre de juges de complément néerlandophones et francophones à Bruxelles ? Comment ces juges de complément qui, aujourd'hui ne sont pas tous bilingues, pourront-ils répondre aux critères linguistiques s'ils sont intégrés dans le cadre ?

L'intervenant demande également un état de lieux quant au nombre de juges de paix de complément et de juges de complément au tribunal de police.

De la même manière, qu'en-est-il des juges suppléants ? Disparaissent-ils du paysage judiciaire réformé ?

En ce qui concerne les juridictions de paix et plus particulièrement l'absence de présidents pour les juges de paix et les juges de police dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, la ministre souligne qu'il a fallu respecter les règles contenues dans l'accord sur Bruxelles-Hal-Vilvorde. Pour l'instant, le projet de loi prévoit que les missions du président des juges de paix et des juges au tribunal de police dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles seront assumées par les présidents du tribunal de première instance de Bruxelles. Toutefois, il n'est pas exclu, qu'après une évaluation de la situation à Bruxelles, un président pour les juges de paix et les juges de police puisse être désigné ultérieurement.

De manière générale, la ministre confirme que les juges de complément sont intégrés aux cadres existants. Cela a été vérifié par les services du service public fédéral (SPF) Justice. À Bruxelles, ils seront intégrés dans les cadres francophones ou néerlandophones, en respectant les critères linguistiques prévus par la loi du 19 juillet 2012 portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. Enfin, les juges de paix de complément sont également maintenus.

La catégorie des juges suppléants est également maintenue. Toutefois, les conditions nécessaires à leur désignation seront plus sévères et la procédure plus formelle. En effet, l'objectif de la réforme est d'assurer une meilleure mobilité des magistrats professionnels de sorte que le recours à des juges suppléants deviendra plus exceptionnel.

Article 2/1 (nouveau)

Amendement n° 25

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 25 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 2/1, nouveau, rédigé comme suit :

« Art. 2/1 (nouveau). — Sous le titre 1^{er} du livre 1^{er} de la deuxième partie du Code judiciaire, il est inséré

— wat is de bijzondere toestand van de toegevoegde rechters in Brussel ? Kan de minister preciseren hoeveel Nederstalige en Franstalige toegevoegde rechters er in Brussel zijn ? Hoe zullen deze toegevoegde rechters, die vandaag niet allemaal tweetalig zijn, kunnen voldoen aan de taalcriteria als zij in de personeelsformatie worden opgenomen ?

Spreker informeert ook naar het aantal toegevoegde vrederechters en toegevoegde rechters bij de politierechtbank.

En wat zal er gebeuren met de plaatsvervangende rechters ? Verdwijnen zij uit het hervormd gerechtelijk landschap ?

Inzake de vrederechters, en meer bepaald de afwezigheid van voorzitters voor de vrederechters en politierechters in het gerechtelijk arrondissement Brussel, wijst de minister erop dat men de regels die vervat zijn in het BHV-akkoord heeft moeten naleven. Momenteel bepaalt het wetsontwerp dat de opdrachten van de voorzitter van de vrede- en politierechters in het gerechtelijk arrondissement Brussel worden uitgevoerd door de voorzitters van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel. Het is echter niet uitgesloten dat men later, na een evaluatie van de toestand in Brussel, een voorzitter voor de vrederechters en politierechters aanwijst.

In het algemeen bevestigt de minister dat de toegevoegde rechters opgenomen worden in de bestaande personeelsformaties. Dit werd bevestigd door de diensten van de federale overheidsdienst (FOD) Justitie. In Brussel worden zij in de Franstalige of de Nederlandstalige personeelsformatie opgenomen, met inachtneming van de taalcriteria die vervat zijn in de wet van 19 juli 2012 betreffende de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel. Ten slotte worden de toegevoegde vrederechters ook behouden.

De categorie plaatsvervangende rechters wordt ook behouden. De voorwaarden voor hun benoeming worden echter strenger en de procedure wordt formeel. Het doel van de hervorming is immers de mobiliteit van beroepsmagistraten te bevorderen zodat het inschakelen van plaatsvervangende rechters uitzonderlijker wordt.

Artikel 2/1 (nieuw)

Amendement nr. 25

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 25 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 2/1 in te voegen, luidende :

« Art 2/1 (nieuw). — In Titel I van Boek I van het Tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek een sub-

un sous-titre 1^{er} intitulé « Sous-titre 1^{er}. Du tribunal de première instance », comportant les chapitres I et II. »

L'intervenante renvoie à la justification de l'amendement n° 24.

Article 2/2 (nouveau)

Amendement n° 26

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 26 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 2/2, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 2/2 (nouveau). — Sous le sous-titre 1^{er}, il est inséré un article 58^{quater} rédigé comme suit :

« Art. 58^{quater}. — § 1^{er}. Il y a un tribunal de première instance dans chaque arrondissement judiciaire.

§ 2. Le tribunal de première instance comprend différentes divisions : justice de paix, tribunal de police, tribunal civil, tribunal de la famille et de la jeunesse, tribunal correctionnel, tribunal de commerce, tribunal du travail et, pour le tribunal de première instance du siège de la cour d'appel, le tribunal de l'application des peines.

§ 3. Chaque division se compose d'une ou de plusieurs chambres.»»

L'intervenante renvoie à la justification de l'amendement n° 24.

Article 2/3 (nouveau)

Amendement n° 27

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 27 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 2/3, nouveau, qui fixe la composition du tribunal unique ainsi que les règles de désignation d'un autre juge en cas d'empêchement légitime.

L'intervenante renvoie à la justification de son amendement.

Article 2/4 (nouveau)

Amendement n° 28

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 28 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 2/4, nouveau, réglant l'ordre de service pour le tribunal unique.

titel 1 invoegen, luidende « Subtitel 1. Rechtbank van eerste aanleg », die de hoofdstukken I en II omvat. »

Spreekster verwijst naar de verantwoording bij amendement nr. 24

Artikel 2/2 (nieuw)

Amendement nr. 26

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 26 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 2/2 in te voegen, luidende : « Art 2/2 (nieuw). — Onder subtitel 1 een nieuw artikel 58^{quater} invoegen, luidende :

« Art 58^{quater}. — § 1. Er is in ieder gerechtelijk arrondissement een rechtbank van eerste aanleg.

§ 2. De rechtbank van eerste aanleg bestaat uit een verschillende afdelingen: vrederecht, politierechtbank, burgerlijke rechtbank, familie-en jeugdrechtbank, correctionele rechtbank, rechtbank van koophandel, arbeidsrechtbank en, bij de rechtbank van eerste aanleg waar de zetel van het hof van beroep is gevestigd, de strafuitvoeringsrechtbank,

§ 3. Elke afdeling bestaat uit een of meerdere kamers.»»

Spreekster verwijst naar de verantwoording bij amendement nr. 24

Artikel 2/3 (nieuw)

Amendement nr. 27

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 27 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 2/3 in te voegen met betrekking tot de samenstelling van de eenheidsrechtbank en de regels voor het aanstellen van een andere rechter in geval van wettige verhindering.

Spreekster verwijst naar de verantwoording van haar amendement.

Artikel 2/4 (nieuw)

Amendement nr. 28

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 28 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 2/4 in te voegen met betrekking tot de regeling van de dienst voor de eenheidsrechtbank.

Cet amendement découle logiquement des amendements précédents. Il règle, pour le tribunal unique, l'ordre de service.

Article 2/5 (nouveau)

Amendement n° 29

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 29 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 2/5, nouveau, fixant la répartition des tâches et les rapports hiérarchiques entre les vice-présidents et le président du tribunal de première instance au sein du tribunal unique.

Cet amendement découle logiquement des amendements précédents.

Article 2/6 (nouveau)

Amendement n° 30

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 30 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 2/6, nouveau, précisant comment il y a lieu de fixer le nombre de juges siégeant dans le nouveau tribunal unique.

Article 2/7 (nouveau)

Amendement n° 31

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 31 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 2/7, nouveau, rédigé comme suit: «Art. 2/7 (nouveau). — L'intitulé du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 1^{er} de la deuxième partie du Code judiciaire est remplacé par l'intitulé suivant: «Chapitre 1^{er}. Divisions justice de paix et tribunal de police».»

L'intervenante renvoie à la justification de l'amendement n° 24.

Article 3

Amendement n° 32

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 32 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer l'alinéa 1^{er} proposé par ce qui suit: «Tout tribunal de première instance comprend une division «justice de paix». Un lieu d'audience de la justice de paix est prévu dans chaque canton judiciaire tel que défini à l'article 1^{er} de l'annexe au présent Code.»

Dit amendement volgt logischerwijs uit de vorige amendementen. Het bepaalt voor de eenheidsrechtsbank de regeling van de dienst.

Artikel 2/5 (nieuw)

Amendement nr. 29

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 29 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 2/5 in te voegen met betrekking tot de taakverdeling en hiërarchische verhouding tussen de ondervoorzitters en de voorzitter van de rechtsbank van eerste aanleg binnen de eenheidsrechtsbank.

Dit amendement volgt logischerwijs uit de vorige amendementen.

Artikel 2/6 (nieuw)

Amendement nr. 30

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 30 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 2/6 in te voegen met betrekking tot het aantal rechters die dienen te worden vastgesteld in de nieuwe eenheidsrechtsbank.

Artikel 2/7 (nieuw)

Amendement nr. 31

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 31 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 2/7 in te voegen, luidende: «Art 2/7 (nieuw). — Hoofdstuk I van titel I van boek 1 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek vervangen door de woorden «Hoofdstuk I. Afdelingen vrederecht en politierechtsbank».»

Spreekster verwijst naar de verantwoording bij amendement nr. 24.

Artikel 3

Amendement nr. 32

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 32 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt het voorgestelde eerste lid te vervangen door wat volgt: «Elke rechtsbank van eerste aanleg bevat een afdeling «vrederecht». Er is een zittingsplaats van het vrederecht in ieder gerechtelijk kanton zoals vastgelegd in artikel 1 van het bijvoegsel bij dit Wetboek.»

Cet amendement découle logiquement des amendements précédents.

Article 4

Amendement n° 33

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 33 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à compléter, dans l'article 60, alinéa 3, proposé, la dernière phrase par les mots «, ainsi que dans le tribunal de police de Louvain.»»

L'intervenante renvoie à la justification de son amendement.

Article 5

Amendement n° 34

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 34 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer l'article par ce qui suit : «Art. 5. — L'article 64 du même Code est abrogé.»

L'intervenante renvoie à sa justification écrite.

Article 6

Amendement n° 1

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 1 (doc. Sénat, 5-2212/2) qui tend à remplacer l'article 65 proposé par ce qui suit :

«Art. 65. En cas de nécessités du service, le président des juges de paix et juges au tribunal de police désigne temporairement, dans le respect de la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, un ou plusieurs juges de paix présentés avec son consentement par l'assemblée générale pour exercer les fonctions de juge au tribunal de police ou un ou plusieurs juges au tribunal de police présentés avec son consentement par l'assemblée générale pour exercer les fonctions de juge de paix dans l'arrondissement judiciaire. En cas d'absence de présentation de candidat par l'assemblée générale, le président des juges de paix et juges au tribunal de police désigne temporairement, dans le respect de la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et avec son consentement, un ou plusieurs juges de paix pour exercer les fonctions de juge au tribunal de police ou un ou plusieurs juges au tribunal de police pour exercer les fonctions de juge de paix dans l'arrondissement judiciaire. Dans tous les cas, l'ordonnance de

Dit amendement volgt logischerwijs uit de vorige amendementen.

Artikel 4

Amendement nr. 33

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 33 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 60, in het derde lid, de laatste zin aan te vullen met de woorden «, evenals in de politierechtbank te Leuven.»»

Spreekster verwijst naar de verantwoording van haar amendement.

Artikel 5

Amendement nr. 34

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 34 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt dit artikel te vervangen door wat volgt : «Art. 5. — Artikel 64 van hetzelfde wetboek opheffen.»

Spreekster verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

Artikel 6

Amendement nr. 1

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 1 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/2) dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 65 te vervangen als volgt :

«Art. 65. Naargelang van de behoeften van de dienst wijst de voorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank, met inachtneming van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken, tijdelijk een of meer vrederechters aan, die door de algemene vergadering zijn voorgedragen met zijn of hun instemming, om de functie uit te oefenen van rechter in de politierechtbank, of een of meer rechters in de politierechtbank, die door de algemene vergadering zijn voorgedragen met zijn of hun instemming, om de functie uit te oefenen van vrederechter in het gerechtelijk arrondissement. Indien de algemene vergadering geen enkele kandidaat voordraagt, wijst de voorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank, met inachtneming van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken, tijdelijk en met zijn of hun instemming, een of meer vrederechters aan, om de functie uit te oefenen van rechter in de politierechtbank, of een of meer rechters in de politierechtbank, om de functie uit te oefenen van vrederechter in het

désignation indique les motifs de la désignation et en précise les modalités, dont la durée de celle-ci.

En cas de nécessités du service dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, le président du tribunal de première instance néerlandophone désigne temporairement, dans le respect de la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, un ou plusieurs juges au tribunal de police effectifs ou suppléants présentés par l'assemblée générale pour exercer cumulativement des fonctions dans un autre tribunal de police de l'arrondissement. En cas d'absence de présentation de candidat par l'assemblée générale, le président du tribunal de première instance néerlandophone désigne temporairement, dans le respect de la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, sans que son consentement ne soit requis mais après l'avoir entendu, un ou plusieurs juges au tribunal de police effectifs ou suppléants pour exercer conjointement des fonctions dans un autre tribunal de police de l'arrondissement. Dans tous les cas, l'ordonnance de désignation indique les motifs de la désignation et en précise les modalités, dont la durée de celle-ci.

En fonction des nécessités du service, le premier président de la cour d'appel délègue, dans le respect de la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, sur présentation des candidats par l'assemblée générale et avec le consentement des intéressés, un ou plusieurs juges au tribunal de police ou un ou plusieurs juges de paix pour exercer conjointement des fonctions dans un autre tribunal de police du ressort ou dans une autre justice de paix du ressort située dans un autre arrondissement que celui dans lequel il est nommé. En cas d'absence de présentation de candidat par l'assemblée générale, le premier président de la cour d'appel délègue les intéressés pour exercer les fonctions concernées sur avis du président des juges de paix et juges au tribunal de police. Dans tous les cas, l'ordonnance de délégation indique les motifs de la désignation et en précise les modalités, dont la durée de celle-ci.

Par nécessité du service, il y a lieu entre autres d'entendre, la répartition de la charge de travail, l'indisponibilité d'un juge, l'exigence d'une expertise, ou d'autres raisons objectives comparables.

La désignation ou la délégation prend fin lorsque cesse la cause qui l'a motivée; toutefois pour les affaires en cours de débat ou en délibéré, la désignation ou la délégation produira ses effets jusqu'au jugement. » »

Mme Thibaut se réfère à la justification écrite de son amendement.

gerechtelijk arrondissement. De aanwijzingsbeschikking geeft in elk geval de motieven van de aanwijzing weer en bepaalt de nadere regels ervan, waaronder de duur.

Naargelang van de behoeften van de dienst in het gerechtelijk arrondissement Brussel wijst de voorzitter van de Nederlandstalige rechbank van eerste aanleg, met inachtneming van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken, tijdelijk een of meer werkende of plaatsvervangende rechters in de politierechtbank aan, voorgedragen door de algemene vergadering, om cumulatief een ambt uit te oefenen in een andere politierechtbank van het arrondissement. Ingeval de algemene vergadering geen enkele kandidaat voordraagt, wijst de voorzitter van de Nederlandstalige rechbank van eerste aanleg, met inachtneming van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken, tijdelijk een of meer werkende of plaatsvervangende rechters in de politierechtbank aan, zonder dat zijn of hun instemming is vereist maar na hem of hen te hebben gehoord, om tegelijkertijd een ambt uit te oefenen in een andere politierechtbank van het arrondissement. De aanwijzingsbeschikking geeft in elk geval de motieven van de aanwijzing weer en bepaalt de nadere regels ervan, waaronder de duur.

Naargelang van de behoeften van de dienst kan de eerste voorzitter van het hof van beroep, met inachtneming van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken, op voordracht van de kandidaten door de algemene vergadering en met de instemming van de betrokkenen, een of meer rechters in de politierechtbank of een of meer vrederechters, opdragen tegelijkertijd een ambt uit te oefenen in een andere politierechtbank van het rechtsgebied of in een ander vrederecht van het rechtsgebied gelegen in een ander arrondissement dan dat waarin zij benoemd zijn. Ingeval de algemene vergadering geen kandidaat voordraagt, wijst de eerste voorzitter van het hof van beroep, op advies van de voorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank, de kandidaten voor de betrokken ambten aan. De aanwijzingsbeschikking geeft in elk geval de motieven van de aanwijzing weer en bepaalt de nadere regels ervan, waaronder de duur.

Onder een behoefte van de dienst kan onder meer worden verstaan de verdeling van de werklast, de onbeschikbaarheid van een rechter, een vereiste deskundigheid, of andere daarmee vergelijkbare objectieve redenen.

De aanwijzing of de opdracht eindigt wanneer de reden ervan vervalt; voor de zaken waarover de debatten aan de gang zijn of die in beraad zijn, blijft de aanwijzing of de opdracht gelden tot aan het vonnis. » »

Mevrouw Thibaut verwijst naar de schriftelijke verantwoording van haar amendement.

Amendement n° 35

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 35 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer cet article par ce qui suit: «Art. 6. — L'article 65 du même Code est abrogé.»

L'intervenante renvoie à la justification de son amendement.

Amendement n° 20

Mme Defraigne dépose l'amendement n° 20 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à remplacer dans l'article 65, § 1^{er}, alinéa 2, proposé, les mots «du tribunal de première instance» par les mots «des juges de paix et des juges au tribunal de police».

L'auteure se réfère à la justification écrite de son amendement.

Amendement n° 82

M. Laeremans dépose l'amendement n° 82 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer, dans l'article 65, § 1^{er}, alinéa 2, proposé, du Code judiciaire, les mots «président du tribunal de première instance néerlandophone» par les mots «président des juges de paix et juges au tribunal de police néerlandophones».

L'intervenant renvoie à la justification de son amendement.

Article 7*Amendement n° 21*

Mme Defraigne dépose l'amendement n° 21 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à apporter à l'article 65bis proposé, les modifications suivantes :

1° remplacer dans l'alinéa 1^{er}, les mots «des arrondissements judiciaires de Bruxelles et» par les mots «de l'arrondissement judiciaire»;

2° insérer entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, un alinéa rédigé comme suit :

«Dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, il y a un président et un vice-président des juges de paix et des juges au tribunal de police avec un diplôme francophone et un président et vice-président des juges de paix et des juges au tribunal de police avec un diplôme néerlandophone, avec les compétences telles que définies aux article 72bis et 186bis.»;

Amendement nr. 35

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 35 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt dit artikel te vervangen door wat volgt: «Art. 6. — Artikel 65 van hetzelfde wetboek opheffen.»

Spreekster verwijst naar de verantwoording van haar amendement.

Amendement nr. 20

Mevrouw Defraigne dient amendement nr. 20 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/2), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 65, § 1, tweede lid, de woorden «rechtkbank van eerste aanleg» te vervangen door de woorden «vrederechters en rechters in de politierechtbank».

De indienster verwijst naar de schriftelijke verantwoording van haar amendement.

Amendement nr. 82

De heer Laeremans dient amendement nr. 82 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 65, tweede lid, de woorden «rechtkbank van eerste aanleg» te vervangen door «voorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank».

Spreker verwijst naar de verantwoording van zijn amendement.

Artikel 7*Amendement nr. 21*

Mevrouw Defraigne dient amendement nr. 21 in (stuk Senaat, nr. -2212-2091/2), dat in het voorgestelde artikel 65bis de volgende wijzigingen wil aanbrengen :

1° in het eerste lid de woorden «van de gerechtelijke arrondissementen Brussel en» vervangen door de woorden «van het gerechtelijk arrondissement»;

2° tussen het eerste en het tweede lid een lid invoegen, luidende :

«In het gerechtelijk arrondissement Brussel zijn er een voorzitter en een ondervoorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank met een Franstalig diploma en een voorzitter en een ondervoorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank met een Nederlandstalig diploma, met de bevoegdheden als bepaald in de artikelen 72bis en 186bis.»;

3° dans l'alinéa 2, supprimer la première phrase « La présidence est assurée en alternance par un juge de paix et un juge du tribunal de police. »

L'auteure se réfère à la justification écrite de son amendement.

Amendement n° 66

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 66 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer, dans l'article 65bis, alinéa 1^{er}, proposé, les mots « à l'exception des arrondissements judiciaires de Bruxelles et d'Eupen » par les mots « à l'exception de l'arrondissement judiciaire d'Eupen ».

Les auteurs de cet amendement veulent qu'il soit tenu compte de l'avis de l'Union royale des juges de paix et de police :

« Rien ne justifie raisonnablement le projet visant à ne pas accorder de président aux « juges de proximité » bruxellois et à confier les missions présidentielles aux présidents des deux tribunaux de première instance bruxellois.

Il va de soi que l'objection soulevée à la page 24 du projet contre la nomination de présidents, selon laquelle pour les juges de paix non dédoublés, ces deux présidents seraient également compétents pour les mêmes justices de paix, s'applique de même lorsque deux présidents de tribunaux de première instance sont également compétents (= ce qui est pourtant actuellement proposé), plutôt que deux présidents de juges de paix et de juges au tribunal de police. Qui plus est, ce problème ne se pose pas en réalité : dans la législation actuelle, le bilinguisme des juges de paix bruxellois n'empêche pas que, selon la langue de leur diplôme, ces juges relèvent de l'assemblée générale néerlandophone ou francophone, ayant chacune un président (= article 259decies, § 2, alinéa 4, actuel du Code judiciaire). Il suffit dès lors de nommer à Bruxelles un président néerlandophone et un président francophone des juges de paix et des juges au tribunal de police, devenant exclusivement chefs de corps des juges de paix et juges au tribunal de police titulaires d'un diplôme en néerlandais ou en français. Il n'est en l'occurrence pas question de chevauchement de compétences pour les mêmes justices de paix ! En outre, la nomination de ces deux présidents ne porte atteinte ni aux principes de la loi Bruxelles-Hal-Vilvorde ni à l'équilibre linguistique. » (traduction)

3° in het tweede lid, de eerste zin « Het voorzitterschap wordt afwisselend waargenomen door een vrederechter en door een rechter in de politierechtbank. » doen vervallen. »

De indienster verwijst naar de schriftelijke verantwoording van haar amendement.

Amendement nr. 66

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 66 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 65bis, 1e lid, de woorden « Met uitzondering van de gerechtelijke arrondissementen Brussel en Eupen » te vervangen door de woorden « Met uitzondering van het gerechtelijk arrondissement Eupen ».

Met dit amendement willen de indieners gevolg geven aan het advies van het Koninklijk Verbond van vrederechters en politierechters :

« Er is geen redelijke verantwoording voor het plan om de Brusselse nabijheidsrechters, in tegenstelling tot hun collega's in de andere arrondissementen, geen eigen voorzitter toe te kennen en de voorzitterstaken te laten uitoefenen door de voorzitters van de twee Brusselse rechtbanken van eerste aanleg.

Het in het ontwerp op pagina 24 aangehaalde bezwaar tegen de benoeming van eigen voorzitters, erin bestaande dat voor de niet-ontdubbelde Brusselse vrederechters dan deze twee voorzitters tegelijk bevoegd zouden worden voor dezelfde vredegerechten, geldt uiteraard evenzeer wanneer in plaats van de twee voorzitters van vrederechters en politierechters, de twee voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg tegelijk bevoegd worden. Bovendien stelt dat probleem zich in werkelijkheid niet : de tweetaligheid van de Brusselse vrederechters staat er in de huidige wetgeving niet aan in de weg dat deze rechters op basis van de taal van hun diploma ingedeeld worden bij de Nederlandstalige, respectievelijke Franstalige algemene vergadering met elk een eigen voorzitter (huidig artikel 259decies, § 2, 4e lid, Ger. W.). Het volstaat bijgevolg in Brussel één Nederlandstalige en één Franstalige voorzitter van vrede- en politierechters te benoemen, die korpsoverste worden van uitsluitend de vrede- en politierechters met een Nederlandstalig, resp. Franstalig diploma. Van overlapping van bevoegdheden voor dezelfde vredegerechten is daarbij geen sprake ! De benoeming van deze twee eigen voorzitters raakt bovendien in het geheel niet aan de beginselen van de BHV-wet, noch aan het taalevenwicht. »

Amendement n° 83

M. Laeremans dépose l'amendement n° 83 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à apporter les modifications suivantes dans l'article 65bis proposé du Code judiciaire :

a) dans l'alinéa 1^{er}, remplacer les mots «des arrondissements judiciaires de Bruxelles et» par les mots «de l'arrondissement judiciaire»;

b) insérer entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 un alinéa rédigé comme suit : «Dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, il y a un président et un vice-président des juges de paix et juges au tribunal de police titulaires d'un diplôme francophone et un président et vice-président des juges de paix et juges au tribunal de police titulaires d'un diplôme néerlandophone, dotés des compétences telles que définies aux articles 72bis et 186bis.»;

c) dans l'alinéa 2, supprimer la première phrase «La présidence est assurée en alternance par un juge de paix et un juge au tribunal de police.»

L'intervenant conteste le règlement spécifique proposé pour Bruxelles. En déposant son amendement, il entend également qu'il soit tenu compte de l'avis de l'Union royale des juges de paix et de police.

Pour le surplus, l'intervenant renvoie à la justification écrite de son amendement.

Article 8*Amendement n° 2*

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 2 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à apporter, dans le texte proposé, les modifications suivantes :

a) au 1^o, après les mots «après avis du procureur du Roi» insérer les mots «de l'assemblée générale»;

b) au 2^o, après les mots «après avis du juge de paix concerné» insérer les mots «de l'assemblée générale».

L'auteure se réfère à la justification écrite de son amendement.

Amendement nr. 83

De heer Laeremans dient amendement nr. 83 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 65bis van het Gerechtelijk Wetboek de volgende wijzigingen aan te brengen :

a) in het eerste lid de woorden «de gerechtelijke arrondissementen Brussel en» vervangen door de woorden «het gerechtelijk arrondissement».

b) tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid invoegen : «In het gerechtelijk arrondissement Brussel is er een voorzitter en een ondervoorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank met een Franstalige diploma en een voorzitter en een ondervoorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank met een Nederlandstalig diploma, met de bevoegdheden zoals bepaald in de artikelen 72bis en 186bis van het Gerechtelijk Wetboek.»;

c) in het tweede lid de woorden «Het voorzitterschap wordt afwisselend waargenomen door een vrederechter en door een rechter in de politierechtbank» weggelaten.»

Spreker betwist de specifieke regeling die voor Brussel wordt voorgesteld. Dit amendement wil ook gevolg geven aan het advies van het Koninklijk Verbond van vrederechters en politierechters.

Voor het overige verwijst spreker naar de schriftelijke verantwoording van zijn amendement.

Artikel 8*Amendement nr. 2*

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 2 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/2), dat ertoe strekt in de voorgestelde tekst de volgende wijzigingen aan te brengen :

a) in het 1, de woorden «na advies van de procureur des Konings, en van de stafhouder van de Orde» vervangen door de woorden «nadat hij het advies heeft ingewonnen van de procureur des Konings, de algemene vergadering en de stafhouder van de Orde»;

b) in het 2, de woorden «na advies van debetrokken vrederechter, en van de stafhouder van de Orde» vervangen door de woorden «nadat hij het advies heeft ingewonnen van de betrokken vrederechter, de algemene vergadering en de stafhouder van de Orde».

De indiener verwijst naar de schriftelijke verantwoording bij het amendement.

Amendement n° 67

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 67 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer dans l'article 66, alinéa 1^{er}, proposé, le 1^o par ce qui suit :

« 1^o pour le tribunal de police par le président ou le vice-président des juges de paix et des juges au tribunal de police qui a la qualité de juge de police, conjointement avec le procureur du Roi, après avis du bâtonnier de l'Ordre ou des Ordres des avocats de l'arrondissement; ».

L'intervenante renvoie à la justification de son amendement.

Article 9*Amendement n° 3*

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 3 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à insérer dans l'article 68, alinéa 3, proposé les mots « , après avis de l'assemblée générale, » entre les mots « il peut répartir » et les mots « une partie des affaires ».

L'auteure estime que dans une logique de management participatif, il y a lieu de consulter l'assemblée générale concernée afin de garantir l'adhésion des magistrats à la décision du chef de corps et d'éviter un maximum les risques d'une décision disciplinaire déguisée.

Articles 10 à 12

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Article 13*Amendement n° 36*

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 36 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer cet article par ce qui suit :

« Art. 13. — En cas d'empêchement légitime d'un juge de paix et de ses suppléants, le président du tribunal de première instance renvoie les parties devant un autre juge de paix du même arrondissement. Le jugement de renvoi est rendu à la requête de la partie la plus diligente. Les parties présentes ou dûment appelées sous pli judiciaire, par le greffe, et le

Amendement nr. 67

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 67 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 66, punt 1 te vervangen door wat volgt :

« 1^o voor de politierechtbank door de voorzitter of ondervoorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank die de hoedanigheid heeft van politierechter, samen met de procureur des Konings, na advies van de stafhouder van de Orde of Ordes van Advocaten van het arrondissement; ».

Spreekster verwijst naar de verantwoording van haar amendement.

Artikel 9*Amendement nr. 3*

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 3 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/2), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 68, derde lid, de woorden « Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen kan hij een deel van de zaken » te vervangen door de woorden « Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen en nadat hij het advies van de algemene vergadering heeft ingewonnen, kan hij een deel van de zaken ».

De indiener meent dat, overeenkomstig het participatief management, de betrokken algemene vergadering moet worden geraadpleegd, om te waarborgen dat de magistraten zich achter de beslissing van de korpschef scharen en om de risico's op een verkapte tuchtstraf zo veel mogelijk te voorkomen.

Artikelen 10 tot 12

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 13*Amendement nr. 36*

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 36 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt dit artikel te vervangen door wat volgt :

« Art. 13. — Ingeval een vrederechter en zijn plaatsvervangers wettig verhinderd zijn, verwijst de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg de partijen naar een vrederechter van hetzelfde arrondissement. Het vonnis van verwijzing wordt uitgesproken op verzoek van de meest gerechte partij. De partijen tegenwoordig zijnde of bij gerechtsbrief behoorlijk

procureur du Roi sont entendus. Ce jugement n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel. »»

Amendement n° 4

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 4 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à insérer au 2°, dans l'alinéa 3, proposé, les mots «, de l'assemblée générale» entre les mots «président des juges de paix et des juges au tribunal de police» et les mots «et du procureur du Roi».

L'auteure estime que la compétence de transférer un siège revient juridiquement au Roi. Toutefois, dans une logique de management participatif, il y a lieu de consulter l'assemblée générale concernée afin de garantir l'adhésion des magistrats à la décision du chef de corps.

En ce qui concerne le déplacement d'un siège d'une justice de paix en cas de force majeure, M. Laeremans demande au ministre quelle est la *ratio legis* de cette disposition car le transfert du siège d'une justice de paix constitue une mesure grave et complexe. Par ailleurs, que faut-il entendre par «circonstances de force majeure»?

La ministre précise que ce cas de figure implique qu'une justice de paix ne puisse plus être accessible pendant un laps de temps comme en cas d'inondation par exemple. Il s'agit d'une situation extrêmement rare.

Amendement n° 87

Mme Van Hoof dépose l'amendement n° 87 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer, dans cet article, un 2/1, rédigé comme suit :

«2/1 À l'alinéa 4, les mots «Les dispositions qui précèdent sont applicables» sont remplacés par les mots «Le présent article est applicable»»

Le présent amendement fait suite à une observation du service d'Évaluation de la législation.

Article 14

Amendement n° 22

Mme Defraigne dépose l'amendement n° 22 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à remplacer cet article par

opgeroepen door de griffie, en de procureur des Konings worden gehoord. Tegen dit vonnis staat geen verzet of hoger beroep open.»»

Amendement nr. 4

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 4 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/2), dat ertoe strektin het 2° van het voorgestelde derde lid, de woorden «op advies van de voorzitter van de vrederechters en de rechters in de politierechtbank en van de procureur des Konings» te vervangen door de woorden «nadat hij het advies heeft ingewonnen van de voorzitter van de vrederechters en van de rechters in de politierechtbank, van de algemene vergadering en van de procureur des Konings».

De indiener meent datde juridische bevoegdheid om een zetel elders in het gerechtelijk arrondissement te vestigen, de Koning toekomt. In het kader van participatief management dient evenwel de betrokken algemene vergadering te worden geraadpleegd, om te waarborgen dat de magistraten zich achter de beslissing van de korpschefscharren.

Wat de verplaatsing betreft van de zetel van een vredegerecht in geval van overmacht, vraagt de heer Laeremans aan de minister wat de *ratio legis* is van deze bepaling, aangezien de verplaatsing van de zetel van een vredegerecht een ernstige en ingewikkelde maatregel vormt. Wat moet men overigens verstaan onder «gevallen van overmacht»?

De minister verduidelijkt dat die denkbeeldige situatie inhoudt dat een vredegerecht een tijd niet meer toegankelijk kan zijn, bijvoorbeeld in het geval van een overstroming. Het gaat om een erg uitzonderlijke situatie.

Amendement nr. 87

Mevrouw Van Hoof dient amendement nr. 87 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in dit artikel een 2/1 in te voegen, luidende :

«2/1 In het vierde lid worden de woorden «De vorige bepalingen zijn» vervangen door de woorden «Dit artikel is»»

Dit amendement geeft gevolg aan een opmerking van de dienst Wetsevaluatie.

Artikel 14

Amendement nr. 22

Mevrouw Defraigne dient amendement nr. 22 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/2) dat ertoe strekt dit artikel te

ce qui suit: «Art. 14. Apporter à l'article 72bis du même Code les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots «du tribunal de première instance» sont à chaque fois remplacés par les mots «des juges de paix et des juges au tribunal de police»;

2° dans l'alinéa 2, les mots «du tribunal de première instance» sont à chaque fois remplacés par les mots «des juges de paix et des juges au tribunal de police»;

3° dans l'alinéa 3, les mots «des tribunaux de première instance» sont remplacés par les mots «des juges de paix et des juges au tribunal de police».»

L'auteure se réfère à la justification écrite de son amendement.

M. Laeremans demande ce qui est attendu des nouveaux chefs de corps. La situation des juges de paix et de police va-t-elle, sur le terrain, fondamentalement être modifiée ou non? Le président des juges de paix et des juges au tribunal de police aura-t-il encore matériellement le temps d'assumer une fonction de juge de paix? Une rémunération complémentaire est-elle prévue pour le surcroît de travail en qualité de président? Un secrétariat est-il prévu pour appuyer ce président? S'agira-t-il d'un personnel détaché ou supplémentaire?

Sur la question du rôle du président des juges de paix, la ministre précise que celui-ci sera essentiellement chargé de l'organisation des justices de paix ainsi que de la gestion des juges de paix. En pratique, il aura donc difficile à assumer sa propre fonction de juge de paix.

Amendement n° 84

M. Laeremans dépose l'amendement n° 84 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer cet article par ce qui suit:

«Art. 14. Dans l'article 72bis du même Code, inséré par la loi du 19 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit: «Pour les tribunaux de police dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde et pour le tribunal de police néerlandophone de Bruxelles, les missions du président des juges de paix et juges au tribunal de police visées au présent chapitre sont remplies par le président des juges de paix et juges au tribunal de police néerlandophones; pour le tribunal de police francophone de Bruxelles, ces missions sont remplies par le président des juges

vervangen als volgt: «Art. 14. In artikel 72bis van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden «rechtsbank van eerste aanleg» telkens vervangen door de woorden «vrederechters en rechters in de politierechtbank»;

2° in het tweede lid, worden de woorden «rechtsbank van eerste aanleg» telkens vervangen door de woorden «vrederechters en rechters in de politierechtbank»;

3° in het derde lid, worden de woorden «rechtsbanken van eerste aanleg» vervangen door de woorden «vrederechters en rechters in de politierechtbanzen».»

De indiener verwijst naar de schriftelijke verantwoording van het amendement.

De heer Laeremans vraagt wat er wordt verwacht van de nieuwe korpschefs. Zal de situatie van de vrederechters en politierechters in de praktijk al dan niet grondig veranderen? Zal de voorzitter van de vrederechters en de rechters van de politierechtbank eigenlijk nog tijd hebben om de functie van vrederechter uit te oefenen? Wordt er in aan aanvullende vergoeding voorzien voor de extra werklast als voorzitter? Wordt er in een secretariaat voorzien dat de voorzitter bijstaat? Betreft het gedetacheerd of bijkomend personeel?

Wat de rol van de voorzitter van de vrederechters betreft, verduidelijkt de minister dat laatstgenoemde hoofdzakelijk belast zal zijn met de organisatie van de vredegerechten en het managen van de vrederechters. In de praktijk zal hij dus moeilijk zijn eigen functie van vrederechter kunnen uitoefenen.

Amendement nr. 84

De heer Laeremans dient amendement nr. 84 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt dit artikel te vervangen door wat volgt :

«Art. 14. In artikel 72bis van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 19 juli 2012, de volgende wijzigingen aanbrengen :

a) In het eerste en tweede lid telkens de woorden «rechtsbank van eerste aanleg» vervangen door de woorden «vrederechters en de rechters en de politierechtbank».

de paix et juges au tribunal de police francophones. Pour les justices de paix dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde, les missions du président des juges de paix et juges au tribunal de police visées au présent chapitre sont remplies par le président des juges de paix et juges au tribunal de police néerlandophones; néanmoins, le président des juges de paix et juges au tribunal de police francophones est impliqué dans les décisions prises en exécution de ces missions chaque fois qu'il en fait la demande par simple requête au président des juges de paix et juges au tribunal de police néerlandophones en vue d'un consensus. »;

b) dans l'alinéa 3, les mots «deux présidents des tribunaux de première instance néerlandophone et francophone» sont remplacés par les mots «deux présidents des juges de paix et juges au tribunal de police francophones et néerlandophones». »

M. Laeremans déclare une nouvelle fois que le projet de loi introduit la figure de président des juges de paix et des juges au tribunal de police comme chef de corps à part entière. Il lui reconnaît dans chaque arrondissement toutes les attributions de chef de corps relativement à la mobilité, à l'organisation interne et aux nominations.

Le projet de loi prévoit cependant une disposition différente pour les arrondissements d'Eupen et de Bruxelles.

Pour Eupen, cette exception est justifiée par la petitesse de l'arrondissement (qui ne comporte que deux juges de paix et un seul juge au tribunal de police). C'est pourquoi les attributions de président des juges de paix et des juges au tribunal de police sont exercées par le président du tribunal de première instance.

Pour l'arrondissement de Bruxelles, le projet de loi confère ces attributions aux présidents du tribunal de première instance francophone et néerlandophone, selon le rôle linguistique du tribunal si celui-ci est unilingue, et aux deux présidents collégialement s'il s'agit de juges de paix bilingues.

Selon l'exposé des motifs, on ne souhaitait pas laisser décider collégialement les présidents francophone et néerlandophone des juges de paix et des juges au tribunal de police concernant les juges de paix bilingues; c'est pourquoi la disposition de la loi du 19 juillet 2012 concernant la réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles fut conservée. Le problème de la décision collégiale concernant les juges de paix bilingues n'est évidemment pas résolu, mais seulement déplacé lorsque ce ne sont pas deux présidents des juges de paix et des juges au tribunal de police, mais deux présidents de tribunaux de première instance qui doivent décider collégialement. L'argument n'est donc pas valable et ne saurait justifier

b) In het derde lid de woorden «rechtsbanken van eerste aanleg» vervangen door vrederechters en rechters in de politierechtbank». »

De heer Laeremans verklaart nogmaals dat het wetsontwerp de figuur van voorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank invoert als volwaardige korpschef. Het kent hem in elk arrondissement alle bevoegdheden van de korpschef toe aangaande mobiliteit, interne organisatie en benoemingen.

Het ontwerp voorziet evenwel in een afwijkende regeling voor de arrondissementen Eupen en Brussel.

Voor Eupen wordt deze uitzondering gerechtvaardigd door de kleinschaligheid van het arrondissement (met slechts twee vrederechters en één rechter in de politierechtbank). De bevoegdheden van de voorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank worden er daarom uitgeoefend door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg.

Voor het arrondissement Brussel kent het wetsontwerp deze bevoegdheden toe aan de voorzitters van de Nederlandstalige, respectievelijke Franstalige rechtbank van eerste aanleg naargelang de taalrol van de rechtbank zo deze eentalig is, en aan beide voorzitters gezamenlijk zo het tweetalige vrederechters betreft.

Volgens de memorie van toelichting wenste men de Nederlandstalige en Franstalige voorzitters van de vrederechters en rechters in de politierechtbank niet gezamenlijk te laten beslissen over de tweetalige vrederechters en werd daarom de regeling van de wet van 19 juli 2012 betreffende de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel behouden. Het probleem van de gezamenlijke beslissing over de tweetalige vrederechters wordt vanzelfsprekend niet opgelost, maar enkel verschoven wanneer niet twee voorzitters van vrederechters en rechters in de politierechtbank, maar wel twee voorzitters van rechtbanken van eerste aanleg gezamenlijk moeten beslissen. Dit is dus geen geldig argument om de

pour les juges de paix et les juges au tribunal de police de l'arrondissement de Bruxelles une différence de traitement par rapport à leurs collègues des autres arrondissements du pays.

Il est dès lors douteux que l'inégalité de traitement inscrite dans le projet de loi, en vertu de laquelle les juges de paix bruxellois et les juges au tribunal de police bruxellois n'auront pas de présidents propres, résiste au contrôle de la constitutionnalité. Le Conseil d'État y a également fait allusion dans son avis.

La disposition mise en œuvre dans le projet aura également pour conséquence que le président du tribunal de première instance, qui est le président de l'instance d'appel des jugements des juges de paix et des juges au tribunal de police, détiendra des pouvoirs étendus sur l'organisation interne des justices de paix et, plus encore, des tribunaux de police. Cela affectera indubitablement l'indépendance des juges de paix et des juges au tribunal de police. Le projet équivaut par analogie à ce que le premier président de la cour d'appel devienne le chef de corps des tribunaux de première instance.

Les deux présidents des tribunaux de première instance bruxellois, qui sont déjà de taille imposante, n'auront ni le temps ni la connaissance de terrain requise pour s'occuper de l'organisation des justices de paix et des tribunaux de police. Le présent amendement prévoit la nomination d'un président et vice-président francophone et néerlandophone, compétents pour les juges de paix et les juges au tribunal de police selon la langue de leur diplôme. Il est ainsi remédié à l'inégalité de traitement.

Article 15

Cet article ne soulève aucune observation.

Article 15/1 (nouveau)

Amendement n° 37

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 37 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 15/1, nouveau, rédigé comme suit :

« Art. 15/1. — L'intitulé du chapitre II du titre 1^{er} du livre 1^{er} de la deuxième partie du Code judiciaire est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre II. Les divisions tribunal d'arrondissement, tribunal civil, tribunal de la famille et de la jeunesse, tribunal correctionnel, tribunal de commerce, tribunal du travail et tribunal de l'application des peines ». »

vrederechters en rechters in de politierechtbank uit het arrondissement Brussel anders te behandelen dan hun collega's uit de andere arrondissementen van het land.

Of de ongelijke behandeling zoals voorgesteld in het wetsontwerp, erin bestaande dat de Brusselse vrederechters en rechters in de politierechtbank geen eigen voorzitters zullen krijgen, de grondwettigheids-toets zal doorstaan, is dan ook twijfelachtig. Ook de Raad van State heeft daar in zijn advies op gewezen.

De in het ontwerp voorgestelde regeling zal ook tot gevolg hebben dat de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zijnde de voorzitter van de beroepsinstantie tegen de vonnissen van de vrederechters en de rechters in de politierechtbank, grote bevoegdheden zal hebben over de interne organisatie van de vredege-rechten en meer nog van de politierechtbanken. Dit zal zonder meer de onafhankelijkheid van de vrederechters en rechters in de politierechtbanken aantasten. Het voorstel komt er per analogie op neer dat de eerste voorzitter van het hof van beroep de korpsoverste zal worden van de rechtbanken van eerste aanleg.

De twee voorzitters van de op zich reeds grote Brusselse rechtbanken van eerste aanleg zullen noch voldoende tijd, noch terreinkennis hebben om zich bezig te houden met de organisatie van de vredege-rechten en politierechtbanken. Met dit amendement wordt in de benoeming van één Nederlandstalige en één Franstalige voorzitter en ondervoorzitter voorzien, bevoegd voor de vrederechters en de rechters in de politierechtbank volgens de taal van hun diploma. Hiermee wordt de ongelijkheid in behandeling weg-gewerkt.

Artikel 15

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 15/1 (nieuw)

Amendement nr. 37

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 37 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 15/1 in te voegen, luidende :

« Art 15/1 (nieuw). — Hoofdstuk II van titel I van boek I van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek vervangen door de woorden « Hoofdstuk II. Afdelingen arrondissementenrechtbank, burgerlijke rechtbank, familie-en jeugdrechtkbank, correctionele rechtbank, rechtbank van koophandel, arbeidsrechtbanken strafuitvoeringsrechtbank ». »

L'intervenante renvoie à sa justification écrite.

Article 16

Amendement n° 38

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 38 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer cet article par ce qui suit: « Art. 16. — L'article 73 du même Code est abrogé. »

Cet amendement est la conséquence logique des amendements précédents, qui visent à instaurer un tribunal unique.

Article 17

Amendement n° 39

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 39 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer cet article par ce qui suit: « Art. 17. — L'article 74 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 74. — Dans chaque arrondissement, il y a un tribunal d'arrondissement qui est composé du président du tribunal de première instance, des présidents de la division tribunal du travail et de la division tribunal de commerce, ou d'un juge qu'ils désignent. »»

Cet amendement est la conséquence logique des amendements précédents, qui visent à instaurer un tribunal unique.

Article 17/1 (nouveau)

Amendement n° 40

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 40 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 17/1, nouveau, rédigé comme suit:

« Art. 17/1. — L'article 75 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 75. — Le tribunal d'arrondissement est présidé par le président du tribunal de première instance. »»

Cet amendement est la conséquence logique des amendements précédents, qui visent à instaurer un tribunal unique.

Spreekster verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

Artikel 16

Amendement nr. 38

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 38 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt dit artikel te vervangen door wat volgt: « Art. 16. — Artikel 73 van hetzelfde wetboek opheffen. »

Dit amendement volgt logischerwijs uit de voorgaande amendementen die een eenheidsrechtsbank oprichten.

Artikel 17

Amendement nr. 39

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 39 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt dit artikel te vervangen door wat volgt: « Art. 17. — Artikel 74 van hetzelfde wetboek vervangen door wat volgt :

« Art. 74. — In ieder arrondissement is er een arrondisementsrechtsbank die bestaat uit de voorzitter van de rechtsbank van eerste aanleg, de voorzitters van de afdeling arbeidsrechtsbank en de afdeling rechtsbank van koophandel of een door hen aangewezen rechter. »»

Dit amendement volgt logischerwijs uit de voorgaande amendementen die een eenheidsrechtsbank oprichten.

Artikel 17/1 (nieuw)

Amendement nr. 40

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 40 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 17/1 in te voegen, luidende :

« Art 17/1 (nieuw). — Artikel 75 van hetzelfde wetboek vervangen door wat volgt :

« Art. 75. — De arrondisementsrechtsbank wordt voorgezeten door de voorzitter van de rechtsbank van eerste aanleg. »»

Dit amendement volgt logischerwijs uit de voorgaande amendementen die een eenheidsrechtsbank oprichten.

Article 17/2 (nouveau)

Amendement n° 41

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 41 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 17/2, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 17/2. — L'intitulé de la section 3 du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du Code judiciaire est remplacé par ce qui suit : « Section 3. Autres dispositions ». »

Cet amendement est la conséquence logique des amendements précédents qui adaptent la subdivision du Code judiciaire.

Article 18

Amendement n° 42

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 42 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer cet article par ce qui suit : « Art. 18. — Dans l'article 76 du même Code, les alinéas 1^{er} et 2 sont abrogés. »»

Cet amendement est la conséquence logique des amendements précédents, qui visent à instaurer un tribunal unique.

Article 19

Amendement n° 43

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 43 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à supprimer cet article.

Cet amendement est la conséquence logique des amendements précédents, qui visent à instaurer un tribunal unique.

Article 20

Cet article ne soulève aucune observation.

Article 20/1 (nouveau)

Amendement n° 44

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 44 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 20/1, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 20/1. L'intitulé de la section 4 du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du Code judiciaire est remplacé par ce qui suit : « Section 4. Division tribunal du travail ». »

Artikel 17/2 (nieuw)

Amendement nr. 41

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 41 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 17/2 in te voegen, luidende : « Art 17/2 (nieuw). — Afdeling 3 van titel 1 van boek I van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek vervangen door de « Afdeling 3. Verdere bepalingen ». »

Dit amendement volgt logischerwijs uit de voor-gaande amendementen die de indeling van het Ge-rechtelijk Wetboek aanpassen.

Artikel 18

Amendement nr. 42

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 42 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt dit artikel te vervangen door wat volgt : « Art. 18. In artikel 76 van hetzelfde wetboek worden het eerste en tweede lid opgeheven. »»

Dit amendement volgt logischerwijs uit de voor-gaande amendementen die een eenheidsrechtsbank oprichten.

Artikel 19

Amendement nr. 43

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 43 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt dit artikel op te heffen.

Dit amendement volgt logischerwijs uit de voor-gaande amendementen die een eenheidsrechtsbank oprichten.

Artikel 20

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 20/1 (nieuw)

Amendement nr. 44

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 44 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 20/1 in te voegen, luidende : « Art 20/1 (nieuw). — Afdeling 4 van titel I van boek I van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek vervangen door de « Afdeling 4. Afdeling arbeidsrechtsbank ». »

Cet amendement est la conséquence logique des amendements précédents qui adaptent la subdivision du Code judiciaire.

Article 21

Cet article ne soulève aucune observation.

Article 21/1 (nouveau)

Amendement n° 45

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 45 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 21/1, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 21/1. — L'intitulé de la section 5 du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du Code judiciaire est remplacé par ce qui suit : «Section 5. Division tribunal de commerce ». »

Cet amendement est la conséquence logique des amendements précédents qui adaptent la subdivision du Code judiciaire.

Article 22

Cet article ne soulève aucune observation.

Article 22/1 (nouveau)

Amendement n° 46

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 46 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 22/1, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 22/1. — Dans l'article 86 du même Code, les mots «, dans chaque tribunal du travail et dans chaque tribunal de commerce » sont supprimés. »

Cet amendement est la conséquence logique des amendements précédents qui adaptent la subdivision du Code judiciaire.

Articles 23 et 24

Ces articles ne soulèvent aucune observation.

Dit amendement volgt logischerwijs uit de voorgaande amendementen die de indeling van het Gerechtelijk Wetboek aanpassen.

Artikel 21

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 21/1 (nieuw)

Amendement nr. 45

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 45 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 21/1 in te voegen, luidende : « Art 21/1 (nieuw). — Afdeling 5 van titel I van boek I van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek vervangen door de «Afdeling 5. Afdeling rechtbank van koophandel». »

Dit amendement volgt logischerwijs uit de voorgaande amendementen die de indeling van het Gerechtelijk Wetboek aanpassen.

Artikel 22

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 22/1 (nieuw)

Amendement nr. 46

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 46 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 22/1 in te voegen, luidende : « Art 22/1 (nieuw). — In artikel 86 van hetzelfde wetboek de woorden «, de arbeidsrechtbank en rechtbank van koophandel » weglaten. »

Dit amendement volgt logischerwijs uit de voorgaande amendementen die de indeling van het Gerechtelijk Wetboek aanpassen.

Artikelen 23 en 24

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Article 25

Amendement n° 5

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 5 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à insérer au 1°, dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, proposé, les mots «, de l'assemblée générale concernée» entre les mots «du greffier en chef du tribunal» et les mots «et des bâtonniers».

Pour l'auteure, l'article proposé va dans le bon sens en imposant au chef de corps de consulter différents acteurs qui seront concernés par le règlement particulier. Toutefois, à l'instar de ce qui est proposé à l'article 8 du présent projet de loi dans une logique de management participatif, il y a lieu de consulter également l'assemblée générale concernée afin de garantir l'adhésion des magistrats à la décision du chef de corps et d'éviter un maximum les risques d'une décision disciplinaire déguisée.

Amendement n° 68

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 68 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) qui vise à apporter, dans le 1°, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, proposé, les modifications suivantes :

1) remplacer les mots «établissement par ordonnance du président du tribunal» par les mots «établissement conjointement par le président du tribunal et, selon le cas, par le procureur du Roi ou l'auditeur du travail»;

2) supprimer les mots «, suivant le cas, du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail,».

Mme Faes souligne que différents avis préconisent que le président du tribunal et le procureur du Roi ou l'auditeur du travail établissent conjointement le règlement particulier.

La ministre rétorque qu'il n'y aura pas de cogestion entre le siège et le ministère public. S'il importe que le ministère public puisse formuler un avis, c'est le siège qui décidera au final.

Artikel 25

Amendement nr. 5

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 5 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/2) dat ertoe strekt in het 1°, in de voorgestelde § 1, eerste lid, de woorden «van de betrokken algemene vergadering» in te voegen tussen de woorden «van de hoofdgriffier van de rechtbank» en de woorden «en van de stafhouders».

Voor de indiener gaat het voorgestelde artikel in de goede richting doordat aan de korpschef wordt opgelegd verschillende actoren te raadplegen die bij het bijzonder reglement betrokken zullen zijn. Naar het voorbeeld van wat in artikel 8 van dit wetsontwerp is voorgesteld, moet overeenkomstig het participatief management echter ook de betrokken algemene vergadering worden geraadpleegd, om te waarborgen dat de magistraten zich achter de beslissing van de korpschef scharen en om de risico's op een verkapte tuchtstraf zo veel mogelijk te voorkomen.

Amendement nr. 68

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 68 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in het 1, in de voorgestelde paragraaf 1 de volgende wijzigingen aanbrengen :

1) de woorden «bij beschikking van de voorzitter van de rechtbank» vervangen door de woorden «gezamenlijk door de voorzitter van de rechtbank en, naar gelang het geval, de procureur des Konings of de arbeidsauditeur vastgesteld»;

2) de woorden «naar gelang van het geval, van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur,» weglaten.

Mevrouw Faes benadrukt dat in verschillende adviezen gepleit wordt dat de voorzitter van de rechtbank en de procureur des Konings dan wel de arbeidsauditeur samen het bijzonder reglement, zouden opstellen.

De minister antwoordt dat er niet voorzien is in een vorm van medebeheer voor het openbaar ministerie. Ook al is het van belang dat het openbaar ministerie een advies kan formuleren, het is toch de zittende magistraat die uiteindelijk de beslissing neemt.

Amendement n° 88

Mme Van Hoof dépose l'amendement n° 88 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer dans l'article un 2/1 rédigé comme suit :

« 2/1 dans le paragraphe 2, alinéa 2, première phrase, les mots « la division, » sont insérés entre les mots « la section, » et les mots « la chambre ». »

Cet amendement fait suite à une observation du service d'Évaluation de la législation.

Article 25/1 (nouveau)

Amendement n° 47

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 47 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 25/1, nouveau, rédigé comme suit :

« Art. 25/1. — Dans l'article 89 du même Code, les mots « , du tribunal du travail ou du tribunal de commerce » sont supprimés. »

Article 26

Amendement n° 6

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 6 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à insérer dans l'article 90 proposé, alinéa 3, les mots « , après avis de l'assemblée générale, » entre les mots « il peut répartir » et les mots « une partie des affaires ».

L'auteure estime que dans une logique de management participatif, il y a lieu de consulter l'assemblée générale concernée afin de garantir l'adhésion des magistrats à la décision du chef de corps et d'éviter un maximum les risques d'une décision disciplinaire déguisée.

Article 27

Cet article ne soulève aucune observation.

Article 28

Amendement n° 7

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 7 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à remplacer les alinéas 1^{er} à 5 proposés par ce qui suit :

« Lorsque les nécessités du service au sein d'un tribunal de première instance le justifient, le premier président de la cour d'appel peut, dans le respect de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière

Amendement nr. 88

Mevrouw Van Hoof dient amendement nr. 88 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in dit artikel een 2/1 in te voegen, luidende :

« 2/1 in paragraaf 2, tweede lid, eerste zin worden de woorden « de sectie, » ingevoegd tussen de woorden « de afdeling, » en de woorden « de kamer ». »

Dit amendement geeft gevolg aan een opmerking van de dienst Wetsevaluatie.

Artikel 25/1 (nieuw)

Amendement nr. 47

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 47 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 25/1 in te voegen, luidende :

« Art 25/1 (nieuw). — In artikel 89 van hetzelfde wetboek de woorden « , van de arbeidsrechtbank of van de rechtbank van koophandel, » weglaten. »

Artikel 26

Amendement nr. 6

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 6 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/2), dat strekt om in het voorgestelde artikel 90, derde lid, de woorden « na advies van de algemene vergadering » in te voegen tussen de woorden « kan hij » en de woorden « een deel van de zaken ».

De indienster vindt dat overeenkomstig het participatief management de betrokken algemene vergadering moet worden geraadpleegd, om te waarborgen dat de magistraten zich achter de beslissing van de korpschef scharen en om de risico's op een verkapte tuchtstraf zo veel mogelijk te voorkomen.

Artikel 27

Bij dat artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 28

Amendement nr. 7

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 7 (stuk Senaat nr. 5-2212/2) in dat strekt om de voorgestelde leden 1 tot 5 te vervangen als volgt :

« Wanneer de behoeften van de dienst binnen een rechtbank van eerste aanleg dit rechtvaardigen, kan de eerste voorzitter van het hof van beroep, met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der

judiciaire, déléguer par ordonnance un juge au tribunal de commerce du ressort de la cour d'appel, présenté par l'assemblée générale et qui accepte cette délégation, pour y exercer temporairement les fonctions de juge. En cas d'absence de présentation de candidat par l'assemblée générale, le premier président de la cour d'appel peut, dans le respect de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, déléguer par ordonnance un juge au tribunal de commerce du ressort de la cour d'appel, qui accepte cette délégation, pour y exercer temporairement les fonctions de juge.

Lorsque les nécessités du service au sein d'un tribunal de commerce le justifient, le premier président de la cour d'appel peut dans le respect de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, déléguer par ordonnance, un juge au tribunal de première instance du ressort de la cour d'appel, présenté par l'assemblée générale et qui accepte cette délégation, pour y exercer temporairement des fonctions de juge. En cas d'absence de présentation de candidat par l'assemblée générale, le premier président de la cour d'appel peut dans le respect de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, déléguer par ordonnance, un juge au tribunal de première instance du ressort de la cour d'appel, qui accepte cette délégation, pour y exercer temporairement des fonctions de juge.

Dans les mêmes circonstances, le premier président peut également charger par ordonnance, un juge du ressort de la cour d'appel présenté par l'assemblée générale et qui accepte cette délégation, d'exercer ses fonctions, à titre complémentaire et pour un délai déterminé, dans un tribunal de première instance ou un tribunal de commerce situé dans ce ressort. En cas d'absence de présentation de candidat par l'assemblée générale, le premier président peut également charger par ordonnance, un juge du ressort de la cour d'appel qui accepte cette délégation, d'exercer ses fonctions, à titre complémentaire et pour un délai déterminé, dans un tribunal de première instance ou un tribunal de commerce situé dans ce ressort.

Lorsque les nécessités du service le justifient, dans le ressort de la cour d'appel de Liège, les juges au tribunal de première instance, les juges au tribunal de commerce et les juges au tribunal de travail peuvent, selon le cas, être respectivement délégués, sur présentation par l'assemblée générale et avec leur consentement, par le premier président de la cour d'appel ou le premier président de la cour du travail dans le respect de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, tant au tribunal de première instance qu'au tribunal de commerce ou au tribunal du travail de l'arrondissement judiciaire d'Eupen. Les juges au tribunal de commerce et les

talen in gerechtszaken, bij beschikking een door de algemene vergadering voorgedragen rechter met diens instemming opdragen tijdelijk de functie van rechter waar te nemen in de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied van het hof van beroep. Ingeval de algemene vergadering geen kandidaat voordraagt, kan de eerste voorzitter van het hof van beroep, met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, bij beschikking een rechter met diens instemming opdragen tijdelijk de functie van rechter waar te nemen in de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied van het hof van beroep.

Wanneer de behoeften van de dienst binnen een rechtbank van koophandel dit rechtvaardigen, kan de eerste voorzitter van het hof van beroep, met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, bij beschikking een door de algemene vergadering voorgedragen rechter met diens instemming opdragen tijdelijk de functie van rechter waar te nemen in de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep. Ingeval de algemene vergadering geen kandidaat voordraagt, kan de eerste voorzitter van het hof van beroep, met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, bij beschikking een rechter met diens instemming opdragen tijdelijk de functie van rechter waar te nemen in de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep.

In diezelfde omstandigheden kan de eerste voorzitter eveneens, bij beschikking, een door de algemene vergadering voorgedragen rechter van het rechtsgebied van het hof van beroep met diens instemming opdragen zijn functie op bijkomende wijze en voor een bepaalde termijn waar te nemen in een in dat rechtsgebied gelegen rechtbank van eerste aanleg of rechtbank van koophandel. Ingeval de algemene vergadering geen kandidaat voordraagt, kan de eerste voorzitter eveneens, bij beschikking, een rechter van het rechtsgebied van het hof van beroep met diens instemming opdragen zijn functie op bijkomende wijze en voor een bepaalde termijn waar te nemen in een in dat rechtsgebied gelegen rechtbank van eerste aanleg of rechtbank van koophandel.

Wanneer de behoeften van de dienst dat rechtvaardigen, kunnen, in het rechtsgebied van het hof van beroep van Luik, de rechters van de rechtbank van eerste aanleg, de rechters van de rechtbank van koophandel en de rechters van de arbeidsrechtbank, naar gelang van het geval, op voordracht van de algemene vergadering, met hun instemming en met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, van de eerste voorzitter van het hof van beroep of de eerste voorzitter van het arbeidshof respectievelijk de opdracht krijgen hun functie waar te nemen in de rechtbank van eerste aanleg, de rechtbank van koop-

juges au tribunal du travail de l'arrondissement d'Eupen peuvent selon le cas, sur présentation par l'assemblée générale et avec leur consentement, être respectivement délégués par le premier président de la cour d'appel ou le premier président de la cour du travail soit dans un tribunal de commerce ou dans un tribunal de première instance du ressort soit dans un tribunal du travail du ressort. En cas d'absence de présentation de candidat par l'assemblée générale, le premier président de la cour d'appel ou le premier président de la cour du travail peuvent déléguer les juges selon les cas prévus au présent alinéa.

Par nécessités du service, il y a lieu d'entendre, la répartition de la charge de travail, l'indisponibilité d'un juge, l'exigence d'une expertise ou d'autres raisons objectives comparables.

L'ordonnance indique les motifs pour lesquels il est nécessaire de faire appel à un juge d'une autre juridiction du ressort et précise les modalités de la délégation, dont la durée de celle-ci.»

L'auteure précise que l'amendement s'inscrit dans une logique d'un management participatif. En cas de besoin de renfort temporaire dans un autre service, l'assemblée générale des magistrats concernés a, en premier lieu, la main. Le profil recherché pour la désignation ou la délégation est présenté en assemblée générale qui tente de trouver parmi ses membres un magistrat volontaire, prêt à aller renforcer le service en difficulté temporaire. Si l'assemblée générale ne présente aucun candidat correspondant au profil recherché, le chef de corps peut désigner un magistrat qui accepte la désignation ou la délégation.

L'implication des magistrats-collaborateurs du chef de corps à une décision concernant la mobilité d'un magistrat a pour avantage de garantir leur adhésion à cette décision et d'éviter un maximum les risques d'une décision disciplinaire déguisée à travers une ordonnance de désignation temporaire ou de délégation.

Enfin, l'amendement définit la notion de « nécessité du service».

handel of de arbeidsrechtbank van het gerechtelijk arrondissement Eupen. De rechters van de rechtbank van koophandel en de rechters van de arbeidsrechtbank van het arrondissement Eupen kunnen, naar gelang van het geval, op voordracht van de algemene vergadering en met hun instemming, van de eerste voorzitter van het hof van beroep of de eerste voorzitter van het arbeidshof respectievelijk de opdracht krijgen hun functie waar te nemen in ofwel een rechtbank van koophandel of een rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied, ofwel een arbeidsrechtbank van het rechtsgebied. Ingeval de algemene vergadering geen kandidaat voordraagt, kan de eerste voorzitter van het hof van beroep of de eerste voorzitter van het arbeidshof de rechters opdragen hun functie elders waar te nemen naar gelang van de in dit lid bepaalde gevallen.

Onder een behoefte van de dienst dient te worden verstaan de verdeling van de werklast, de onbeschikbaarheid van een rechter, een vereiste deskundigheid of andere daarmee vergelijkbare objectieve redenen.

De beschikking geeft de redenen op waarom het nodig is een beroep te doen op een rechter van een ander rechtscollege van het rechtsgebied en preciseert de nadere voorwaarden van de opdracht, waaronder de duur ervan.»

De indienster preciseert dat het amendement invulling moet geven aan het begrip « participatief management ». Ingeval een bepaalde dienst nood heeft aan tijdelijke versterking, neemt in de eerste plaats de algemene vergadering van de betrokken magistraten het voortouw. Het profiel van de kandidaat die voor de aanwijzing of de opdracht wordt gezocht, wordt voorgesteld in de algemene vergadering, die probeert om uit haar leden een magistraat bereid te vinden om de dienst die tijdelijk in moeilijkheden verkeert, te versterken. Ingeval de algemene vergadering geen enkele kandidaat voordraagt die aan het gezochte profiel beantwoordt, kan de korpschef een magistraat aanwijzen, die de aanwijzing of de opdracht aanvaardt.

Door de magistraten-medewerkers van de korpschef bij een beslissing over de mobiliteit van een magistraat te betrekken, vergewist men zich ervan dat zij die beslissing ook zullen steunen. Tevens wordt aldus het risico van een verdoken tuchtmaatregel in de vorm van een beschikking tot tijdelijke aanwijzing of opdracht zo veel mogelijk voorkomen.

Ten slotte definieert het amendement het begrip « behoefte van de dienst ».

Amendement n° 89

Mme Van Hoof dépose l'amendement n° 89 in (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à apporter à cet article les modifications suivantes :

1) insérer le remplacement des alinéas 1^{er} à 5 de l'article 98 du Code judiciaire dans le 1°;

2) insérer un 2° rédigé comme suit : « 2° À l'alinéa 6, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 3 ». »

Cet amendement donne suite à une observation du service d'Évaluation de la législation.

Article 29

Cet article ne soulève aucune observation.

Article 30

Amendement n° 8

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 8 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à remplacer l'article 99ter proposé par ce qui suit :

« Art. 99ter. En fonction des nécessités du service, un juge au tribunal de première instance ou un juge au tribunal de commerce nommé dans le ressort peut, sur présentation par l'assemblée générale et avec son consentement, être délégué par le premier président de la cour d'appel pour exercer ses fonctions à la cour d'appel. En cas d'absence de présentation de candidat par l'assemblée générale, un juge au tribunal de première instance ou un juge au tribunal de commerce nommé dans le ressort peut, avec son consentement, être délégué par le premier président de la cour d'appel pour exercer ses fonctions à la cour d'appel.

En fonction des nécessités du service, un juge au tribunal du travail nommé dans le ressort peut, sur présentation par l'assemblée générale et avec son consentement, être délégué par le premier président de la cour du travail pour exercer ses fonctions à la cour du travail. En cas d'absence de présentation de candidat par l'assemblée générale, un juge au tribunal du travail nommé dans le ressort peut, avec son consentement, être délégué par le premier président de la cour du travail pour exercer ses fonctions à la cour du travail.

Par nécessités du service, il y a lieu d'entendre, la répartition de la charge de travail, l'indisponibilité d'un juge, l'exigence d'une expertise ou d'autres raisons objectives comparables.

Amendement nr. 89

Mevrouw Van Hoof dient amendement nr. 89 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in dit artikel de volgende wijzigingen aan te brengen :

1) De vervanging van het eerste tot het vijfde lid van artikel 98 van het Gerechtelijk Wetboek worden ondergebracht in 1°.

2) Een punt 2° invoegen, luidende als volgt : « 2° In het zesde lid worden de woorden « tweede lid » vervangen door de woorden « derde lid ». »

Dit amendement geeft gevolg aan een opmerking van de dienst Wetsevaluatie.

Artikel 29

Bij dat artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 30

Amendement nr. 8

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 8 in (stuk Senaat nr. 5-2212/2), dat strekt om het voorgestelde artikel 99ter als volgt te vervangen :

« Art. 99ter. Naargelang van de behoeften van de dienst kan de eerste voorzitter van het hof van beroep een in het rechtsgebied benoemde rechter van de rechtbank van eerste aanleg of rechter van de rechtbank van koophandel, op voordracht van de algemene vergadering en met diens instemming, opdragen zijn ambt in het hof van beroep uit te oefenen. Indien de algemene vergadering geen enkele kandidaat voordraagt, kan de eerste voorzitter van het hof van beroep een in het rechtsgebied benoemde rechter van de rechtbank van eerste aanleg of rechter van de rechtbank van koophandel met diens instemming opdragen zijn ambt in het hof van beroep uit te oefenen.

Naargelang van de behoeften van de dienst kan de eerste voorzitter van het arbeidshof een in het rechtsgebied benoemde rechter van de arbeidsrechtbank, op voordracht van de algemene vergadering en met diens instemming, opdragen zijn ambt in het arbeidshof uit te oefenen. Indien de algemene vergadering geen enkele kandidaat voordraagt, kan de eerste voorzitter van het arbeidshof een in het rechtsgebied benoemde rechter van de arbeidsrechtbank met diens instemming opdragen zijn ambt in het arbeidshof uit te oefenen.

Onder « behoefté van de dienst » moet worden verstaan de verdeling van de werklast, de onbeschikbaarheid van een rechter, een vereiste deskundigheid of andere daarmee vergelijkbare objectieve redenen.

L'ordonnance indique les motifs pour lesquels il s'impose de faire appel à un juge et précise les modalités de la délégation, dont la durée de celle-ci.»

L'auteure précise que l'amendement s'inscrit dans une logique d'un management participatif. En cas de besoin de renfort temporaire dans un autre service, l'assemblée générale des magistrats concernés a, en premier lieu, la main. Le profil recherché pour la désignation ou la délégation est présenté en assemblée générale qui tente de trouver parmi ses membres un magistrat volontaire, prêt à aller renforcer le service en difficulté temporaire. Si l'assemblée générale ne présente aucun candidat correspondant au profil recherché, le chef de corps peut désigner un magistrat qui accepte la désignation ou la délégation.

L'implication des magistrats-collaborateurs du chef de corps à une décision concernant la mobilité d'un magistrat a pour avantage de garantir leur adhésion à cette décision et d'éviter un maximum les risques d'une décision disciplinaire déguisée à travers une ordonnance de désignation temporaire ou de délégation.

Enfin, l'amendement définit la notion de « nécessité du service ».

Article 31

Cet article ne soulève aucune observation.

Article 32

Amendement n° 58

M. Laeremans dépose l'amendement n° 58 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer, dans l'article 100, § 2, proposé, l'alinéa 3 par ce qui suit : « Le consentement du magistrat désigné est requis. »

En raison de l'élargissement des arrondissements, les chefs de corps disposent d'une liberté de mouvement suffisante et ont assez de juges et de substituts à leur disposition parmi les magistrats appartenant à l'arrondissement élargi. La mobilité entre les différents arrondissements élargis d'un même ressort de la cour d'appel peut avoir des conséquences professionnelles, personnelles ou familiales si importantes que l'accord de l'intéressé doit être requis.

In de beschikking wordt vermeld waarom een beroep moet worden gedaan op een rechter en worden de nadere regels van de opdracht omschreven, waaronder de duur ervan.»

De indienster preciseert dat het amendement invulling moet geven aan het begrip « participatief management ». Ingeval een bepaalde dienst nood heeft aan tijdelijke versterking, neemt in de eerste plaats de algemene vergadering van de betrokken magistraten het voortouw. Het profiel van de kandidaat die voor de aanwijzing of de opdracht wordt gezocht, wordt voorgesteld in de algemene vergadering, die probeert om uit haar leden een magistraat bereid te vinden om de dienst die tijdelijk in moeilijkheden verkeert te versterken. Ingeval de algemene vergadering geen enkele kandidaat voordraagt die aan het gezochte profiel beantwoordt, kan de korpschef een magistraat aanwijzen, die de aanwijzing of de opdracht aanvaardt.

Door de magistraten-medewerkers van de korpschef bij een beslissing over de mobiliteit van een magistraat te betrekken, vergewist men zich ervan dat zij die beslissing ook zullen steunen. Tevens wordt aldus het risico van een verdoken tuchtmaatregel in de vorm van een beschikking tot tijdelijke aanwijzing of opdracht zoveel mogelijk voorkomen.

Ten slotte definieert het amendement het begrip « behoefte van de dienst ».

Artikel 31

Bij dat artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 32

Amendement nr. 58

De heer Laeremans dient amendement nr. 58 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 100, § 2, derde lid te vervangen door wat volgt : « De instemming van de aangewezen magistraat is vereist. »

Door de uitbreiding van de arrondissementen hebben de korpschefs voldoende bewegingsvrijheid en voldoende rechters en substituten tot hun beschikking onder de magistraten die tot het uitgebreide arrondissement behoren. De mobiliteit tussen verschillende uitgebreide arrondissementen van eenzelfde rechtsgebied van het hof van beroep kan belangrijke professionele, persoonlijke of familiale gevolgen hebben, in die mate dat een instemming van de betrokkenen een vereiste dient te zijn.

Articles 33 et 34

Ces articles ne soulèvent aucune observation.

Article 34/1 (nouveau)

Amendement n° 48

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 48 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 34/1, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 34/1. — Le chapitre III du titre 1^{er} du livre 1^{er} de la deuxième partie du Code judiciaire devient le sous-titre 2 intitulé « Sous-titre 2. De la cour d'appel ». »

Cet amendement est la conséquence logique des amendements précédents qui adaptent la subdivision du Code judiciaire.

Article 34/2 (nouveau)

Amendement n° 49

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 49 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 34/2, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 34/2. — Dans l'article 101 du même Code, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Il y a à la cour d'appel des chambres civiles, des chambres correctionnelles, des chambres de la jeunesse et des chambres du travail. » »

Cet amendement prévoit la création d'une « cour unique », par analogie avec le tribunal unique de première instance.

Article 35

Cet article ne soulève aucune observation.

Article 35/1 (nouveau)

Amendement n° 50

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 50 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 35/1, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 35/1. — La section II du chapitre III du titre 1^{er} du livre 1^{er} de la deuxième partie du Code judiciaire devient : « Section 2 — La chambre du travail ». »

Artikelen 33 en 34

Bij die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 34/1 (nieuw)

Amendement nr. 48

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 48 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 34/1 in te voegen, luidende : « Art 34/1 (nieuw). — Hoofdstuk III van titel I van boek I van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek wordt subtitel 2 en vervangen door de woorden « Subtitel 2, hof van beroep ». »

Dit amendement volgt logischerwijs uit de voorgaande amendementen die de indeling van het Gerechtelijk Wetboek aanpassen.

Artikel 34/2 (nieuw)

Amendement nr. 49

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 49 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 34/2 in te voegen, luidende : « Art. 34/2 (nieuw). — In artikel 101 van hetzelfde

Wetboek het eerste lid vervangen als volgt : « Er zijn in het hof van beroep kamers voor burgerlijke zaken, kamers voor correctionele zaken, jeugdkamers en arbeidskamers. » »

Naar analogie met de eenheidsrechtsbank op eerste aanleg voorziet dit wetsvoorstel de oprichting van een eenheidshof.

Artikel 35

Er worden geen opmerkingen over dit artikel gemaakt.

Artikel 35/1 (nieuw)

Amendement nr. 50

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 50 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 35/1 in te voegen, luidende : « Art. 35/1 (nieuw). — Afdeling 2 van hoofdstuk III van titel I van boek I van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek wordt « Afdeling 2 Arbeidskamer ». »

Le présent amendement découle logiquement de l'amendement qui vise à créer une cour unique.

Article 35/2 (nouveau)

Amendement n° 51

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 51 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 35/2, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 35/2. — L'article 103 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 103. — La chambre du travail se compose d'un président de chambre, de vice-présidents de chambre, de conseillers à la chambre du travail et de conseillers sociaux.

Il y a des conseillers sociaux suppléants, nommés pour remplacer temporairement les conseillers sociaux empêchés. »»

Le présent amendement découle logiquement de l'amendement qui vise à créer une cour unique.

Article 35/3 (nouveau)

Amendement n° 52

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 52 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 35/3, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 35/3. — Dans l'article 104 du même Code, les mots « cour du travail » sont remplacés chaque fois par les mots « chambre du travail ». »

Le présent amendement découle logiquement de l'amendement qui vise à créer une cour unique.

Article 35/4 (nouveau)

Amendement n° 53

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 53 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 35/4, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 35/4. — Dans l'article 105 du même Code, les mots « et dans chaque cour du travail » sont abrogés. »

Le présent amendement découle logiquement de l'amendement qui vise à créer une cour unique.

Dit amendement volgt logischerwijs uit het amendement tot oprichting van een eenheidshof.

Artikel 35/2 (nieuw)

Amendement nr. 51

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 51 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 35/1 in te voegen, luidende : « Art. 35/2 (nieuw). — In artikel 103 van hetzelfde Wetboek vervangen als volgt :

« Art. 103. — De arbeidskamer bestaat uit een kamervoorzitter, onderkamervoorzitters, raadsheren in de arbeidskamer en raadsheren in sociale zaken.

Er zijn plaatsvervangende raadsheren in sociale zaken, benoemd om tijdelijk de verhinderde raadsheren in sociale zaken te vervangen. »»

Dit amendement volgt logischerwijs uit het amendement tot oprichting van een eenheidshof.

Artikel 35/3 (nieuw)

Amendement nr. 52

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 52 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 35/3 in te voegen, luidende : « Art. 35/3 (nieuw). — In artikel 104 van hetzelfde Wetboek de woorden « arbeidshof » telkens vervangen door de woorden « arbeidskamer ». »

Dit amendement volgt logischerwijs uit het amendement tot oprichting van een eenheidshof.

Artikel 35/4 (nieuw)

Amendement nr. 53

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 53 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 35/4 in te voegen, luidende : « Art. 35/4 (nieuw). — In artikel 105 van hetzelfde Wetboek de woorden « en in ieder arbeidshof » weglaten. »

Dit amendement volgt logischerwijs uit het amendement tot oprichting van een eenheidshof.

Article 35/5 (nouveau)

Amendement n° 54

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 54 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 35/5, nouveau, rédigé comme suit :

« Art. 35/5. — Dans l'article 106 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1) Dans l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

— les mots «et celui de la cour du travail» sont abrogés;

— les mots «l'avis du premier président de la cour du travail» sont remplacés par les mots «l'avis du président de la chambre du travail»;

2) dans l'alinéa 3, les mots «et celui de la cour du travail» sont abrogés.

3) dans l'alinéa 4, les mots «Les règlements de la cour d'appel et de la cour du travail dont le siège est établi à Liège déterminent» sont remplacés par les mots «Le règlement de la cour d'appel dont le siège est établi à Liège détermine».

Le présent amendement découle logiquement de l'amendement qui vise à créer une cour unique.

Article 35/6 (nouveau)

Amendement n° 55

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 55 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 35/6, nouveau, rédigé comme suit : «Art. 35/6. — Dans l'article 107 du même Code, les mots «le premier président, selon le cas, de la cour d'appel ou de la cour du travail,» sont remplacés par les mots «le premier président de la cour d'appel.»

Le présent amendement découle logiquement de l'amendement qui vise à créer une cour unique.

Article 36

Cet article ne soulève aucune observation.

Article 36/1 (nouveau)

Amendement n° 56

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 56 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un

Artikel 35/5 (nieuw)

Amendement nr. 54

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 54 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 35/5 in te voegen, luidende :

« Art. 35/5 (nieuw). — In artikel 106 van hetzelfde Wetboek de volgende wijzigingen aanbrengen :

1) In het eerste lid volgende wijzigingen aanbrengen :

— de woorden «en dat van het arbeidshof» weglaten;

— de woorden «Het advies van de eerste voorzitter van het arbeidshof» vervangen door de woorden «Het advies van de voorzitter van de arbeidskamer»;

2) in het derde lid de woorden «en van het arbeidshof» weglaten.

3) In het vierde lid de woorden «en van het arbeidshof» weglaten.

Dit amendement volgt logischerwijs uit het amendement tot oprichting van een eenheidshof.

Artikel 35/6 (nieuw)

Amendement nr. 55

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 55 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 35/6 in te voegen, luidende : «Art. 35/6 (nieuw). — In artikel 107 van hetzelfde Wetboek de woorden «of van het arbeidshof, naar gelang van het geval,» weglaten.»

Dit amendement volgt logischerwijs uit het amendement tot oprichting van een eenheidshof.

Artikel 36

Er worden geen opmerkingen over dit artikel gemaakt.

Artikel 36/1 (nieuw)

Amendement nr. 56

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 56 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw

article 36/1, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 36/1.
— Le chapitre IV du titre 1^{er} du livre 1^{er} de la deuxième partie du Code judiciaire devient le sous-titre 3, intitulé « Sous-titre 3. De la cour d'assises ». »

Cet amendement est la conséquence logique des amendements qui adaptent la subdivision du Code judiciaire.

Article 37

Amendement n° 9

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 9 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à remplacer l'article 37 par ce qui suit :

« En fonction des nécessités du service, les premiers présidents des cours d'appel ou des cours du travail peuvent, dans le respect de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, décider de commun accord, après avis de l'assemblée générale, de déléguer respectivement un magistrat d'une cour d'appel ou d'une cour du travail qui y consent dans une autre cour d'appel ou dans une autre cour du travail.

En fonction des nécessités du service, un conseiller à la cour d'appel peut, dans le respect de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, sur présentation de l'assemblée générale et avec son consentement, être délégué par le premier président de la cour d'appel pour exercer les fonctions de juge dans un tribunal de première instance ou de commerce et un conseiller à la cour du travail peut dans le respect de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, sur présentation de l'assemblée générale et avec être délégué, par le premier président de la cour du travail pour exercer les fonctions de juge dans un tribunal du travail. En cas d'absence de présentation par l'assemblée générale de candidat, le premier président de la cour d'appel ou le premier président de la cour du travail peuvent déléguer les juges selon les cas prévus au présent alinéa.

Par nécessités du service, il y a lieu d'entendre, la répartition de la charge de travail, l'indisponibilité d'un juge, l'exigence d'une expertise ou d'autres raisons objectives comparables.

L'ordonnance indique les motifs pour lesquels il est nécessaire de faire appel à un conseiller et précise les modalités de la délégation, dont la durée de celle-ci. »

Mme Thibaut rappelle que l'amendement s'inscrit dans une logique d'un management participatif. En cas

artikel 36/1 in te voegen, luidende : « Art 36/1 (nieuw). — Hoofdstuk IV van titel I van boek I van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek wordt subtitel 3, luidende « Subtitel 3. Hof van assisen ». »

Dit amendement volgt logischerwijs uit de amendementen die de indeling van het Gerechtelijk Wetboek aanpassen.

Artikel 37

Amendement nr. 9

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 9 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/2), dat artikel 37 wil vervangen als volgt :

« Naargelang van de behoeften van de dienst kunnen de eerste voorzitters van de hoven van beroep en van de arbeidshoven, met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, in onderling overleg en nadat de algemene vergadering advies heeft uitgebracht, beslissen respectievelijk een magistraat van een hof van beroep of van een arbeidshof, die daarmee instemt, een opdracht te geven in een ander hof van beroep of een ander arbeidshof.

Naargelang van de behoeften van de dienst kan de eerste voorzitter van het hof van beroep, met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, op voordracht van de algemene vergadering, een raadsheer bij het hof van beroep met diens instemming opdragen de functies van rechter uit te oefenen in een rechtbank van eerste aanleg of in een rechtbank van koophandel, en een raadsheer bij het arbeidshof kan door de eerste voorzitter bij het arbeidshof, met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, op voordracht van de algemene vergadering en met diens instemming, worden opgedragen de functies van rechter uit te oefenen in een arbeidsrechtbank. Indien de algemene vergadering geen enkele kandidaat voordraagt, kan de eerste voorzitter van het hof van beroep of de eerste voorzitter van het arbeidshof de rechters een opdracht geven volgens de gevallen waarin dit lid voorziet.

Onder « behoeft van de dienst » moet worden verstaan de verdeling van de werklast, de onbeschikbaarheid van een rechter, een vereiste deskundigheid of andere daarmee vergelijkbare objectieve redenen.

In de beschikking wordt vermeld waarom een beroep moet worden gedaan op een raadsheer en worden de nadere regels van de opdracht omschreven, waaronder de duur ervan. »

Mevrouw Thibaut legt uit dat dit amendement invulling moet geven aan het begrip « participatief

de besoin de renfort temporaire dans un autre service, l'avis de l'assemblée générale des magistrats concernés est requis en plus de l'accord de tous les chefs de corps concernés.

L'implication des magistrats-collaborateurs du chef de corps à une décision concernant la mobilité d'un magistrat a pour avantage de garantir leur adhésion à cette décision et d'éviter un maximum les risques d'une décision disciplinaire déguisée à travers une ordonnance de désignation temporaire ou de délégation. Enfin, l'amendement définit la notion de « nécessité du service ».

Article 37/1 (nouveau)

Amendement n° 57

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 57 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 37/1, nouveau, rédigé comme suit : « Art. 37/1. — Le chapitre V du titre 1^{er} du livre 1^{er} de la deuxième partie du Code judiciaire devient le sous-titre 4, intitulé « Sous-titre 4. De la Cour de cassation ». »

Cet amendement est la conséquence logique des amendements qui adaptent la subdivision du Code judiciaire.

Article 38

Cet article n'appelle aucune observation.

Article 39

Amendement n° 59

M. Laeremans dépose l'amendement n° 59 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à supprimer cet article.

L'intervenant renvoie à la justification de son amendement.

Amendement n° 69

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 69 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à supprimer cet article.

L'intervenante renvoie à sa justification écrite.

M. Laeremans estime que la ministre n'a toujours pas répondu clairement à ses objections concernant

management ». Ingeval een bepaalde dienst nood heeft aan tijdelijke versterking, is naast de instemming van alle betrokken korpschefs ook het advies van de algemene vergadering van de betrokkenen vereist.

Door de magistraten-medewerkers van de korpschef bij een beslissing over de mobiliteit van een magistraat te betrekken, vergewist men zich ervan dat zij die beslissing ook zullen steunen. Tevens wordt aldus het risico van een verdoken tuchtmaatregel in de vorm van een beschikking tot tijdelijke aanwijzing of opdracht zoveel mogelijk voorkomen. Ten slotte definieert het amendement het begrip « behoefté van de dienst ».

Artikel 37/1 (nieuw)

Amendement nr. 57

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 57 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 37/1 in te voegen, luidende : « Art 37/1 (nieuw). — Hoofdstuk V van titel I van boek I van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek wordt subtitel 4, luidende « Subtitel 4. Hof van cassatie ». »

Dit amendement volgt logischerwijs uit de amendementen die de indeling van het Gerechtelijk Wetboek aanpassen.

Artikel 38

Er worden geen opmerkingen over dit artikel gemaakt.

Artikel 39

Amendement nr. 59

De heer Laeremans dient amendement nr. 59 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt dit artikel te doen vervallen.

Spreker verwijst naar de verantwoording van zijn amendement.

Amendement nr. 69

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 69 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt dit artikel te doen vervallen.

Spreekster verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

De heer Laeremans meent dat de minister nog steeds geen duidelijk antwoord heeft verschafft op zijn

l'installation de deux procureurs du Roi dans l'arrondissement du Hainaut.

La ministre renvoie aux explications qu'elle a données à ce sujet lors de la discussion générale.

L'arrondissement du Hainaut est le seul endroit où les frontières du ressort coïncident avec les frontières du nouvel arrondissement.

En installant deux procureurs du Roi pour un procureur général, elle entend maintenir les mêmes équilibres que dans les autres arrondissements.

M. Laeremans souligne que l'argumentation de la ministre a été réfutée par le Conseil d'État. Il s'agit donc ici d'une discrimination fondée sur des arguments vidés de leur substance. Cela crée en outre un déséquilibre entre néerlandophones et francophones au sein du conseil des procureurs.

Mme Faes estime également que la ministre ne répond pas concrètement à la question de savoir pourquoi le fait d'avoir un procureur général pour un procureur du Roi poserait problème. Le procureur général n'aura tout de même pas moins d'autorité parce qu'il n'y a qu'un seul procureur du Roi ? Si l'on poussait ce raisonnement jusqu'au bout, il faudrait aussi installer deux auditeurs du travail. Que se passerait-il en cas de contradiction entre deux avis ?

La ministre répond que la question a déjà été débattue à plusieurs reprises. Pour ce qui est de la gestion du management du parquet, les moyens nécessaires sont prévus pour installer deux procureurs du Roi dans le Hainaut, comme c'est le cas dans les autres ressorts. D'autre part, la ministre ne veut pas empêcher, sur le plan technique, un autre découpage des ressorts sous une prochaine législature, à condition que l'article 156 de la Constitution soit ouvert à révision.

M. Laeremans maintient que la hiérarchie du procureur général ne constitue pas un argument suffisant. Le futur découpage éventuel n'est pas davantage un argument; on n'a en effet aucune idée de ce qu'il se passera à l'avenir. L'intervenant estime que le parlement se laisse embobiner et qu'Anvers est victime d'une grave discrimination.

Mme Faes maintient que la ministre n'a pas répondu concrètement à ses questions, du moins en commission de la Justice au Sénat.

Amendement n° 70

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 70 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer cet article par ce qui suit :

bedenkingen met betrekking tot de instelling van twee procureurs des Konings in het arrondissement Henegouwen.

De minister verwijst naar de toelichting die zij daaromtrent heeft gegeven in de algemene besprekking.

Het arrondissement Henegouwen is de enige plaats waar de grenzen van het ressort samenvallen met de grenzen van het nieuwe arrondissement.

Met de instelling van 2 procureurs des Konings voor 1 Procureur général wil zij dezelfde evenwichten behouden als in de andere arrondissementen.

De heer Laeremans wijst erop dat de argumentatie van de minister werd weerlegd door de Raad van State. Het betreft hier dus en discriminatie die is gestoeld op een ontkrachte argumentatie. Verder creëert dit een onevenwicht tussen Nederlandstaligen en Franstaligen binnen de raad van procureurs.

Mevrouw Faes meent eveneens dat de minister geen concreet antwoord verschafft op de vraag waarom 1 procureur general tegenover 1 procureur des Konings problematisch zou zijn. De procureur-generaal zal toch niet minder gezag hebben omdat er slechts 1 procureur des Konings is ? Als men deze argumentatie doortrekt, zou men ook 2 arbeidsauditeurs moeten instellen. Wat als er twee tegenstrijdige adviezen zijn ?

De minister antwoordt dat dit debat reeds meerdere keren is gevoerd. Bij het beheer voor het management van het parket worden de nodige middelen toegekend om 2 procureurs des Konings in te stellen in Henegouwen, zoals in de andere ressorten. Verder wil de minister het technisch niet onmogelijk maken de ressorten op een andere wijze in te delen in een toekomstige legislatur, mits artikel 156 van de Grondwet voor herziening vatbaar is verklaard.

De heer Laeremans blijft erbij dat de hiérarchie van de procureur generaals geen afdoend argument is. Ook de mogelijke toekomstige indeling is geen argument; men heeft immers geen enkel oog op wat later zal gebeuren. Spreker meent dat het parlement met een kluitje in het riet wordt gestuurd en dat Antwerpen zwaar wordt gediscrimineerd.

Mevrouw Faes blijft erbij dat de minister, althans in de commissie voor de Justitie van de Senaat, nog geen concreet antwoord heeft verschafft op haar vragen.

Amendement nr. 70

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 70 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt dit artikel te vervangen door wat volgt :

« Art. 39. Dans l'article 150 du même Code, modifié par les lois des 22 décembre 1998, 12 avril 2004 et 19 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1) le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, il y a deux procureurs du Roi dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles :

1° le procureur du Roi du Brabant flamand exerce, dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde et Louvain et sous l'autorité du procureur général de Bruxelles, les fonctions du ministère public près le tribunal unique néerlandophone.

Les officiers du ministère public liés à ce procureur sont nommés près le tribunal néerlandophone avec comme résidence l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde et Louvain;

2° le procureur du Roi de Bruxelles exerce, dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et sous l'autorité du procureur général de Bruxelles, les fonctions du ministère public près les tribunaux uniques francophone et néerlandophone. Ce procureur du Roi est assisté d'un premier substitut, portant le titre de procureur du Roi adjoint de Bruxelles, en vue de la concertation visée à l'article 150ter. Sans préjudice des compétences du comité de coordination visé à l'article 150ter, le procureur du Roi adjoint de Bruxelles agit sous l'autorité et la direction du procureur du Roi de Bruxelles. Dans ces conditions, il l'assiste, notamment en ce qui concerne les relations avec le parquet du Brabant flamand, le bon fonctionnement du tribunal unique néerlandophone, et les relations avec la magistrature néerlandophone et le personnel néerlandophone du parquet de Bruxelles. Les officiers du ministère public liés au procureur du Roi de Bruxelles sont nommés près les tribunaux bruxellois avec comme résidence l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. »;

2) le § 3 est abrogé. »

L'intervenante renvoie à sa justification écrite.

Articles 40 à 43

Ces articles n'appellent aucune observation.

« Art. 39. In artikel 150 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1998, 12 april 2004 en 19 juli 2012 de volgende wijzigingen aanbrengen :

1) Paragraaf 2 vervangen als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1, zijn er in het gerechtelijk arrondissement Brussel twee procureurs des Konings :

1° de procureur des Konings van Vlaams-Brabant oefent in het administratief arrondissement Halle-Vilvoorde en Leuven onder het gezag van de procureur-generaal van Brussel het ambt van openbaar ministerie uit bij de Nederlandstalige eenheidsrechtsbank.

De aan deze procureur verbonden ambtenaren van het openbaar ministerie worden benoemd bij de Nederlandstalige rechtsbank met standplaats het administratief arrondissement Halle-Vilvoorde en Leuven;

2° de procureur des Konings van Brussel oefent, in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, onder het gezag van de procureur-generaal van Brussel, het ambt van openbaar ministerie uit bij de Franstalige en Nederlandstalige eenheidsrechtsbank. Deze procureur des Konings wordt bijgestaan door een eerste substituut met als titel adjunct-procureur des Konings van Brussel, met het oog op het overleg bedoeld in artikel 150ter. Onverminderd de bevoegdheden van het coördinatiecomité bedoeld in artikel 150ter, treedt de adjunct-procureur des Konings van Brussel op onder het gezag en de leiding van de procureur des Konings van Brussel. In die omstandigheden staat hij hem bij, in het bijzonder voor de relaties met het parket van Vlaams-Brabant, de goede werking van de Nederlandstalige eenheidsrechtsbank, en de relaties met de Nederlandstalige magistratuur en het Nederlandstalig personeel van het parket te Brussel. De aan de procureur des Konings van Brussel verbonden ambtenaren van het openbaar ministerie worden benoemd bij de Brusselse rechtsbanken met standplaats het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad. »;

2) paragraaf 3 opheffen. »

Spreekster verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

Artikelen 40 tot 43

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Article 43/1 (nouveau)

Amendement n° 90

Mme Van Hoof dépose l'amendement n° 90 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 43/1, nouveau, rédigé comme suit :

« Art. 43/1. Dans l'article 162, § 3, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 15 juin 2001, les mots « article 186, alinéa 4 » sont remplacés par les mots « article 186, § 1^{er}, alinéa 10 ». »

Cet amendement fait suite à une observation du service d'Évaluation de la législation.

Articles 44 à 49

Ces articles n'appellent aucune observation.

Article 50

Mme Thibaut s'interroge quant à la réelle portée de l'article 50 du projet qui prévoit la possibilité pour le Roi de répartir en deux ou plusieurs divisions les cours d'appel. En effet, les développements énoncent qu'il n'y a pas de divisions au sein des cours d'appel. N'y-a-t-il pas là une contradiction ?

La ministre répond que l'article 50 du projet prévoit la possibilité de créer des divisions dans les cours d'appel et les cours du travail. Toutefois, cette possibilité existe déjà depuis 1967 et a été mise en œuvre dans les cours du travail d'Anvers, Hasselt, Gand, Bruges, Liège, Neufchâteau et Namur. Rien ne change donc pour les cours d'appel et du travail.

La ministre confirme également que la loi prévoit également la possibilité pour les cours d'organiser des audiences dans d'autres endroits du ressort. Cette possibilité existe sans qu'une section ne doive être créée. Le règlement de répartition des affaires est établi par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Amendement n° 10 et 11

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 10 (doc. Sénat, 5-2212/2) qui tend à apporter dans cet article les modifications suivantes :

A. au 2, dans l'alinéa 3, proposé, insérer les mots « de l'assemblée générale » entre les mots « du greffier

Artikel 43/1 (nieuw)

Amendement nr. 90

Mevrouw Van Hoof dient amendement nr. 90 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een artikel 43/1 in te voegen, luidende :

« Art. 43/1. In artikel 162, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 juni 2001, worden de woorden « artikel 186, vierde lid » vervangen door de woorden « artikel 186, § 1, tiende lid ». »

Dit amendement geeft gevolg aan een opmerking van de Dienst Wetsevaluatie.

Artikelen 44 tot 49

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 50

Mevrouw Thibaut vraagt zich af wat de werkelijke draagwijdte is van artikel 50 van het ontwerp, dat erin voorziet dat de Koning de hoven van beroep in twee of meer afdelingen kan verdelen. In de toelichting staat inderdaad dat er geen afdelingen zijn bij de hoven van beroep. Zijn die twee stellingen niet in tegenspraak met elkaar ?

De minister antwoordt dat artikel 50 van het ontwerp voorziet in de mogelijkheid om de hoven van beroep en de arbeidsrechtbanken in afdelingen te verdelen. Die mogelijkheid bestaat echter al sinds 1967 en ze werd in praktijk gebracht in de arbeidsrechtbanken van Antwerpen, Hasselt, Gent, Brugge, Luik, Neufchâteau en Namen. Bijgevolg verandert er niets voor de hoven van beroep en de arbeidsrechtbanken.

De minister bevestigt eveneens dat de wet er ook in voorziet dat de hoven zittingen kunnen organiseren op andere plaatsen binnen het rechtsgebied. Die mogelijkheid bestaat, zonder dat daarvoor een afdeling gecreëerd moet worden. Het zaakverdelingsreglement is vastgelegd bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad.

Amendementen nr. 10 en nr. 11

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 10 in (stuk Senaat, 5-2212/2) dat ertoe strekt in dit artikel de volgende wijzigingen aan te brengen :

A. in het 2, in het voorgestelde derde lid, de woorden « de hoofdgriffier » vervangen door de

en chef» et les mots «et de l'assemblée des bâtonniers»;

B. au 2, dans l'alinéa 4, proposé, insérer les mots «de l'assemblée générale» entre les mots «du greffier en chef» et les mots «et des bâtonniers»;

C. au 2, compléter l'alinéa 5, proposé, par les mots «après avis de l'assemblée générale»;

D. au 2, remplacer les alinéas 6 et 7, proposés, par ce qui suit :

«Seule l'assemblée générale au niveau de l'arrondissement peut rendre une division exclusivement compétente pour certaines catégories d'affaires. Dans ce cas, elle veille à ce que l'accès à la justice et la qualité du service restent garantis.

Cette décision de l'assemblée générale qui rend une division exclusivement compétente ne peut porter en matière civile que sur les matières visées :

a) pour le tribunal de première instance : aux articles 569, 2 à 42, 570, 571 et 572;

b) pour le tribunal de commerce : aux articles 573, 2, 574, 3, 4, 7, 8, 9, 11 à 19, 575, 576 et 577;

c) pour le tribunal de travail : aux articles 582, 3 à 13 et 583.

Cette décision de l'assemblée générale qui rend une division exclusivement compétente ne peut porter en matière pénale que sur :

1^o la cybercriminalité;

2^o les matières économiques et financière;

3^o les affaires financières et fiscales;

4^o le trafic international de drogues;

5^o le trafic d'armes;

6^o les mariages de complaisance mariage forcé, cohabitation de complaisance et cohabitation forcée;

7^o le terrorisme;

8^o le trafic d'êtres humains;

9^o l'environnement;

10^o l'urbanisme;

woorden «de hoofdgriffier, de algemene vergadering»;

B. in het 2, in het voorgestelde vierde lid, tussen de woorden «de hoofdgriffier» en de woorden «en de stafhouders» de woorden «, de algemene vergadering» invoegen;

C. in het 2, in het voorgestelde vijfde lid, tussen de woorden «het zaakverdelingsreglement» en de woorden «voorgesteld door», de woorden «, na advies van de betrokken algemene vergadering,» invoegen;

D. in het 2, het voorgestelde zesde en zevende lid vervangen als volgt :

«Alleen de algemene vergadering op het niveau van het arrondissement kan verklaren dat een afdeling exclusief voor bepaalde categorieën van zaken bevoegd is. Ze zorgt er in dat geval voor dat de toegang tot de rechter en de kwaliteit van de dienstverlening gewaarborgd blijven.

In burgerlijke zaken kan die beslissing van de algemene vergadering die een afdeling exclusieve bevoegdheid verleent, alleen betrekking hebben op de volgende aangelegenheden :

a) wat de rechtbank van eerste aanleg betreft : de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 569, 2 tot 42, 570, 571 en 572;

b) wat de rechtbank van koophandel betreft : de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 573, 2, 574, 3, 4, 7, 8, 9, 11 tot 19, 575, 576 en 577;

c) wat de arbeidsrechtbank betreft : de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 582, 3 tot 13 en 583.

In strafzaken kan die beslissing van de algemene vergadering die een afdeling exclusieve bevoegdheid verleent, alleen betrekking hebben op de volgende aangelegenheden :

1^o cybercriminaliteit;

2^o sociaaleconomische zaken;

3^o financiële en fiscale zaken;

4^o internationale drugshandel;

5^o wapenhandel;

6^o schijnhuwelijken, gedwongen huwelijk, schijnsamenwoningen en gedwongen wettelijke samenwoning;

7^o terrorisme;

8^o mensenhandel;

9^o milieu;

10^o stedenbouw;

11^o la télécommunication;
 12^o les délits militaires;
 13^o la propriété intellectuelle;
 14^o l'agriculture;
 15^o l'extradition;
 16^o les douanes et accises; 132998 Guyot 30/7/
 2013 12:58 10/20
 17^o les hormones;
 18^o le dopage;
 19^o la sécurité alimentaire;
 20^o le bien-être animal. »;

E. au 3^o, compléter le § 2, alinéa 2, proposé, par les mots «ou à l'égard de la décision de l'assemblée générale».»

Mme Thibaut précise que l'amendement s'inscrit dans une logique de management participatif. L'article proposé par le présent projet de loi va déjà dans le bon sens en imposant au Roi de consulter différents acteurs qui seront concernés par le règlement de répartition des affaires. Toutefois, dans une logique de management participatif, il y a lieu de consulter également l'assemblée générale concernée afin de garantir l'adhésion des magistrats au règlement de répartition des affaires décidé par arrêté royal.

Mme Thibaut se réfère pour le surplus à la justification écrite de son amendement.

Mme Thibaut dépose également l'amendement n° 11 (doc. Sénat, 5-2212/2) qui est subsidiaire à l'amendement 10. Il tend à supprimer au 2, dans l'alinéa 6, au littéra c) proposé, les mots « 578, 579, ».».

L'auteure rappelle que les articles 578 et 579 du Code judiciaire visent des compétences du tribunal du travail qui font partie des services de base, entre autres, les contestations relatives aux contrats de travail ou aux accidents de travail. Dans la philosophie du projet, ces matières ne peuvent pas être concentrées dans une seule division afin de garantir une justice de proximité.

La ministre déclare ne pas être favorable à la logique de management participatif qui sous-tend les deux amendements. Elle souligne que le redécoupage des arrondissements judiciaires est un premier pas nécessaire pour introduire un système de gestion autonome des juridictions et des parquets. Si l'on veut donner une autonomie de gestion plus large aux chefs

11^o telecommunicatie;
 12^o militaire misdrijven;
 13^o intellectuele eigendom;
 14^o landbouw;
 15^o uitlevering;
 16^o douane en accijnzen;
 17^o hormonen;
 18^o doping;
 19^o voedselveiligheid;
 20^o dierenwelzijn. »;

E. in het 3^o, in de voorgestelde § 2, tweede lid, de woorden «of met betrekking tot het zaakverdelingsreglement» vervangen door de woorden «, met betrekking tot het zaakverdelingsreglement of met betrekking tot de beslissing van de algemene vergadering ».»

Mevrouw Thibaut verduidelijkt dat het amendement beantwoordt aan een logica van participatief management. Het bij dit wetsontwerp voorgestelde artikel gaat in de goede richting doordat het in uitzicht stelt dat aan de Koning wordt opgelegd verschillende actoren te raadplegen die bij het zaakverdelingsreglement betrokken zullen zijn. Overeenkomstig het participatief management moet echter ook de betrokken algemene vergadering worden geraadpleegd, om te waarborgen dat de magistraten zich achter het bij koninklijk besluit bepaald zaakverdelingsreglement scharen.

Mevrouw Thibaut verwijst voor het overige naar de schriftelijke verantwoording bij het amendement.

Mevrouw Thibaut dient eveneens amendement nr. 11 in (stuk Senaat, 5-2212/2), een subsidiair amendement op amendement nr. 10. Het strekt ertoe in het 2, in het voorgestelde zesde lid,c), de woorden « 578, 579, » weg te laten.

De artikelen 578 en 579 van het Gerechtelijk Wetboek hebben betrekking op de bevoegdheden van de arbeidsrechtbank die deel uitmaken van de basisdiensten, onder meer de geschillen over arbeidsovereenkomsten of arbeidsongevallen. Volgens de geest van het wetsontwerp mogen die aangelegenheden niet in één afdeling worden geconcentreerd, teneinde de rechtsbedeling laagdrempelig te houden.

De minister verklaart geen voorstander te zijn van de logica van participatief management die de basis vormt van de twee amendementen. Ze onderstreept dat de herindeling van de gerechtelijke arrondissementen een eerste stap vormt die noodzakelijk is om een autonoom beheer van gerechten en parketten te kunnen invoeren. Indien men een grotere beheersau-

de corps, il faut également leur donner la responsabilité finale dans la prise de décisions.

Amendement n° 71

M. Faes et consorts déposent l'amendement n° 71 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) qui vise à apporter, dans l'article 186 proposé, les modifications suivantes :

1) remplacer l'alinéa 5 par ce qui suit :

« Le règlement de répartition des affaires de la cour est établi sur proposition conjointe du premier président et du procureur général après avis du greffier en chef et de l'assemblée des bâtonniers des barreaux du ressort de la cour d'appel réunie sous la présidence du premier président. »;

2) remplacer l'alinéa 6 par ce qui suit : « Le règlement de répartition des affaires du tribunal est établi sur proposition du président après avis, selon le cas, du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, du greffier en chef et du bâtonnier de l'Ordre ou des Ordres des avocats. »

Mme Faes estime que, le ministère public étant un pilier à part entière à côté du siège, il serait opportun de l'associer à la proposition de règlement de répartition des affaires.

La ministre indique que le règlement de répartition des affaires est proposé par le président mais qu'il doit être approuvé en Conseil des ministres. Par ailleurs, l'article énumère plusieurs domaines pour lesquels cette possibilité existe, comme la cybercriminalité. Mais pour d'autres types d'affaires, comme les affaires familiales, ce n'est pas possible. Le but est de permettre une spécialisation accrue dans les divers arrondissements judiciaires.

Le règlement de répartition des affaires règle les travaux du tribunal. Il s'agit de la responsabilité du président ou du premier président. Bien que le ministère public soit un partenaire important, il n'est pas opportun qu'il ait aussi un pouvoir de décision concernant les travaux du tribunal, et ce afin d'éviter toute apparence de partialité. C'est pourquoi la proposition prévoit que le ministère public peut émettre un avis, mais ne peut pas être associé à la décision.

La ministre renvoie en outre au futur e-greffé, où la transmission électronique permettra de réduire la charge de travail.

En ce qui concerne les tribunaux uniques, la ministre renvoie aux discussions précédentes. L'idée est bien de créer un guichet unique pour le justiciable,

tonomie wenst voor de korpschefs, moeten zij ook de eindverantwoordelijkheid krijgen bij de besluitvorming.

Amendement nr. 71

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 71 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt In het voorgestelde artikel 186 de volgende wijzigingen aan te brengen :

1) Het vijfde lid vervangen als volgt :

« Het zaakverdelingsreglement van het hof wordt vastgesteld op gezamenlijk voorstel van de eerste voorzitter en van de procureur-generaal na advies van de hoofdgriffier en van de vergadering van de stafhouders van de balies van het rechtsgebied van het hof van beroep voorgezeten door de eerste voorzitter. »;

2) Het zesde lid vervangen als volgt : « het zaakverdelingsreglement van de rechbank wordt vastgesteld op voorstel van de voorzitter na advies van naar gelang de procureur des Konings of de arbeidsauditeur, de hoofdgriffier en de stafhouder van de Orde of Ordres van advocaten. »

Mevrouw Faes vindt dat het openbaar ministerie een volwaardige pijler vormt naast de zetel. Het is dan ook aangewezen dat zij gezamenlijk een voorstel tot zaakverdelingsreglement lanceren.

De minister wijst erop dat het zaakverdelingsreglement op voorstel van de voorzitter is, maar goedgekeurd moet worden in de Ministerraad. Verder somt het artikel een aantal zaken op waarvoor dit mogelijk is, zoals voor cybercriminaliteit. Voor andere zaken, zoals familiezaken, is dit niet mogelijk. De bedoeling is meer specialisatie mogelijk te maken in de verschillende gerechtelijke arrondissementen.

Het zaakverdelingsreglement regelt de werkzaamheden van de rechbank. Dit is de verantwoordelijkheid van de voorzitter of eerste voorzitter. Ofschoon het openbaar ministerie een belangrijke partner is, is het niet opportuun dat het openbaar ministerie mee beslist over de werkzaamheden van de rechbank, ook al om schijn van partijdigheid te vermijden. Daarom kan het openbaar ministerie wel een advies geven, maar kan het niet mee beslissen in het voorstel.

Voorts verwijst de minister ook naar de toekomstige e-griffie, waarbij de elektronische overzending de werklast zal verminderen.

Wat betreft de eenheidsrechtbanken, verwijst de minister naar de eerdere besprekingen. Er wordt wel gewerkt aan een eenheidsloket ten behoeve van de

qui pourra déposer les pièces à un seul endroit, le *back office* se chargeant ensuite du *dispatching*.

Mme Faes émet des réserves à propos de la référence à l'*e-greffie*, vu notamment la situation actuelle de l'informatisation de la Justice. Elle se réjouit de la création de l'*e-greffie*, mais considère que cela accentuera les problèmes de l'informatisation, compte tenu de l'harmonisation nécessaire.

La ministre est convaincue que les dispositions proposées n'entraîneront pas une charge de travail excessive pour les greffiers, et ce d'autant moins que d'autres articles du projet de loi s'y opposent (voir l'article 145 du projet).

Concernant le greffe, M. Laeremans renvoie également à l'article 44 relatif au greffier en chef. Cela signifie-t-il qu'une nouvelle fonction est créée et prévoit-on un statut pécuniaire différent de celui des greffiers en chef actuels ?

La ministre répond que la fonction et la rémunération de ces greffiers en chef seront identiques à celles des greffiers en chef actuels.

Amendement n° 91

Mme Van Hoof dépose l'amendement n° 91 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) visant à remplacer dans l'article 186, § 1^{er}, alinéa 7, c), proposé, les mots « 582, 3 à 13, et 583 » par les mots « 582, 3 à 12 et 14, et 583, à l'exception des sanctions administratives visées aux articles 580 et 581, ».

Cet amendement donne suite à une observation du service d'Évaluation de la législation.

Article 51

Amendement n° 23

Mme Defraigne dépose l'amendement n° 23 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à prévoir la nomination d'un président et vice-président néerlandophone et d'un président et vice-président francophones, compétents pour les juges de paix et les juges dans le tribunal de police selon la langue de leur diplôme.

L'auteure se réfère à la justification écrite de son amendement.

rechtzoekende, die de stukken op een enkele plaats kan neerleggen; de *back office* zal dan voor verdere *dispatching* zorgen.

Mevrouw Faes heeft bedenkingen bij de verwijzing naar de *e-griffie*, vooral als men kijkt naar de huidige stand van zaken wat betreft de informatisering van Justitie. Ze juicht de oprichting van de *e-griffie* toe, maar meent dat dit de problemen van informatisering zal vergroten, gelet op de noodzakelijke afstemming.

De minister is ervan overtuigd dat deze bepalingen geen overdreven werklast zullen betekenen voor de griffiers; dat wordt trouwens ook verhinderd door verdere artikelen in het wetsontwerp (zie artikel 145 van het wetsontwerp).

Met betrekking tot de griffie, verwijst de heer Laeremans ook naar artikel 44 over de hoofdgriffier. Wordt hierdoor een nieuwe functie gecreëerd en is er een verschillend statuut qua verloning met de huidige hoofdgriffiers ?

De minister antwoordt dat deze hoofdgriffiers eenzelfde functie en verloning hebben als de huidige hoofdgriffiers.

Amendement nr. 91

Mevrouw Van Hoof dient amendement nr. 91 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 186,§ 1, 7e lid, c) de woorden » 582,3 tot 13, en 583 » vervangen door de woorden » 582, 3 tot 12 en 14, en 583, met uitzondering van de administratieve sancties bedoeld in de artikelen 580 en 581 ».

Dit amendement geeft gevolg aan een opmerking van de Dienst Wetsevaluatie.

Artikel 51

Amendement nr. 23

Mevrouw Defraigne dient amendement nr. 23 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/2) dat ertoe strekt in de benoeming voorzien van een Nederlandstalige voorzitter en ondervoorzitter en van een Franstalige voorzitter en ondervoorzitter, die bevoegd zijn voor de vrederechters en de rechters in de politierechtbank naar gelang van de taal van hun diploma.

De indiener verwijst naar de schriftelijke verantwoording bij het amendement.

Amendement n° 85

M. Laeremans dépose l'amendement n° 85 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui tend à insérer, entre le 3 et le 4, un *3bis* rédigé comme suit :

« *3bis* les alinéas 2, 3, 4, 5 et 6 sont remplacés par le texte suivant : « Dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, le président des juges de paix et juges au tribunal de police néerlandophones agit en qualité de chef de corps des juges de paix, des juges au tribunal de police, des juges de paix de complément et des juges de complément au tribunal de police siégeant dans les justices de paix et les tribunaux de police dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde et des juges et des juges de complément dans le tribunal de police néerlandophone dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. En ce qui concerne les juges de paix et les juges de paix de complément dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde, le président des juges de paix et juges au tribunal de police francophones est impliqué dans les décisions chaque fois qu'il en fait la demande par simple requête au président des juges de paix et juges au tribunal de police néerlandophones en vue d'un consensus. Par dérogation à l'alinéa 3, en ce qui concerne les juges de paix et les juges de paix de complément qui siègent dans les justices de paix du canton judiciaire dont le siège est établi à Kraainem et Rhode-Saint-Genèse et du canton judiciaire dont le siège est établi à Meise, la fonction de chef de corps est exercée conjointement par le président des juges de paix et juges au tribunal de police néerlandophones et le président des juges de paix et juges au tribunal de police francophones. Les décisions sont délibérées en consensus. Le président des juges de paix et juges au tribunal de police francophones agit comme chef de corps des juges et des juges de complément au tribunal de police francophone dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. En ce qui concerne les juges de paix et les juges de paix de complément des justices de paix dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, la fonction de chef de corps est exercée conjointement par le président des juges de paix et juges au tribunal de police néerlandophones et le président des juges de paix et juges au tribunal de police francophones. Les décisions sont délibérées en consensus. »

L'intervenant renvoie à la justification de son amendement.

Articles 52 à 86

Ces articles n'appellent aucune observation.

Amendement nr. 85

De heer Laeremans dient amendement nr. 85 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel, tussen 3 en 4 een *3bis* in te voegen, luidende :

« *3bis.* in het tweede, derde, vierde, vijfde en zesde lid, telkens de woorden « rechbank van eerste aanleg » vervangen door de woorden « vrederechters en rechters in de politierechbank ».

Spreker verwijst naar de verantwoording van zijn amendement.

Artikelen 52 tot 86

Er worden geen opmerkingen over deze artikelen gemaakt.

Article 87

Amendement n° 12

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 12 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à prévoir l'avis de l'assemblée générale des magistrats concernés en cas de besoin de renfort temporaire dans un autre service. En outre, l'amendement définit la notion de « nécessité du service ».

L'auteure estime que l'avis de l'assemblée générale a pour avantage de garantir leur adhésion à cette décision et d'éviter un maximum les risques d'une décision disciplinaire déguisée à travers une ordonnance de désignation temporaire ou de délégation.

Article 88

Amendement n° 72

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 72 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer, dans l'article 88, le 2 par ce qui suit: « 2 l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque les nécessités du service le justifient, le premier président peut, dans le respect de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire et sur l'avis conforme des greffiers en chef intéressés et, le cas échéant, du président, déléguer : ». »

Mme Faes déclare qu'il est indiqué que tant le greffier en chef qui doit céder un membre du personnel que le greffier en chef dont le service doit être renforcé, émettent un avis conforme.

M. Delpérée relève que l'amendement prévoit que la décision de délégation du président est subordonnée à un avis conforme des greffiers en chef. Une telle solution met en place un système de codécision et donne dès lors un droit de veto aux greffiers en chef concernés sur les décisions du chef de corps. C'est totalement contraire à la logique de fonctionnement de l'ordre judiciaire.

La ministre souligne que le texte actuel de l'article 328 ne prévoit aucun avis ni, *a posteriori*, aucun avis conforme. L'objectif de la loi en projet est de renforcer la mobilité, pas de la rendre plus difficile.

Artikel 87

Amendement nr. 12

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 12 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/2), dat voorziet in een advies van de algemene vergadering van de betrokken magistraten wanneer een andere dienst nood heeft aan tijdelijke versterking. Bovendien definieert het amendement het begrip « behoefte van de dienst »

De indienster meent dat het advies van de algemene vergadering het voordeel biedt dat zij die beslissing ook zullen steunen en dat het risico van een verdoken tuchtmaatregel in de vorm van een beschikking tot tijdelijke aanwijzing of opdracht zo veel mogelijk wordt voorkomen.

Artikel 88

Amendement nr. 72

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 72 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in artikel 88, punt 2, de volgende wijziging aan te brengen : « 2 Het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen, kan de eerste voorzitter met inachtneming van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken op eensluidend advies van de betrokken hoofdgriffiers en in voorkomend geval van de voorzitter, opdracht geven aan : ». »

Mevrouw Faes verklaart dat het aangewezen is dat zowel de hoofdgriffier die een personeelslid moet afstaan als de hoofdgriffier die zijn dienst versterkt weet, een eensluidend advies afleveren.

De heer Delpérée stelt vast dat het amendement de beslissing van de eerste voorzitter om opdracht te geven afhankelijk wil maken van een eensluidend advies van de hoofdgriffiers. Het leidt tot een systeem van medebeslissing en geeft de betrokken hoofdgriffiers dus een vetorecht tegen beslissingen van de korpschef. Dit staat volledig haaks op de manier waarop de rechterlijke orde functioneert.

De minister wijst er op dat het huidige artikel 328 niet voorziet in een advies, laat staan een eensluidend advies. Het is de bedoeling van deze wet om de mobiliteit te versterken, niet om ze moeilijker te maken.

Article 89

Amendement n° 73

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 73 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à modifier l'article 89, alinéa 2, comme suit :

« Quand les nécessités du service le justifient, le procureur général peut, dans le respect de la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, déléguer, sur avis conforme des secrétaires en chef concernés et le cas échéant du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail : ».

L'intervenante renvoie à la justification écrite de l'amendement n° 72.

Article 89/1 (nouveau)

Amendement n° 92

Mme Van Hoof dépose l'amendement n° 92 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 89/1, nouveau, rédigé comme suit :

« Art. 89/1. À l'article 330bisdu même Code, les mots « de l'article 329bis » sont remplacés par les mots « des articles 328/1 et 329bis ». »

Cet amendement donne suite à une observation du service d'Évaluation de la législation.

Articles 90 à 99

Ces articles n'appellent aucune observation.

Article 100

Amendement n° 86

M. Laeremans dépose l'amendement n° 86 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) visant à apporter les modifications suivantes à cet article :

a) dans le c), les mots « les arrondissements judiciaires de Bruxelles et d'Eupen » sont remplacés par les mots « l'arrondissement judiciaire d'Eupen »;

b) et c) il est inséré un c)*bis* rédigé comme suit : « c)*bis* dans le 1, quatrième tiret, les alinéas 2 à 6 sont remplacés par le texte suivant : « Dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, le président des juges de paix et juges au tribunal de police néerlandophones est compétent à l'égard des juges de paix et des juges aux tribunaux de police dont le siège est établi dans

Artikel 89

Amendement nr. 73

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 73 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in artikel 89, tweede lid, de volgende wijziging aan te brengen :

« Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen, kan de procureur-generaal met inachtneming van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken op eensluidend advies van de betrokken hoofdsecretarissen en in voorkomend geval van de procureur des Konings of de arbeidsauditeur, opdracht geven aan : ».

Spreekster verwijst naar de schriftelijke verantwoording bij amendement nr. 72.

Artikel 89/1 (nieuw)

Amendement nr. 92

Mevrouw Van Hoof dient amendement nr. 92 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een artikel 89/1 in te voegen, luidende :

« Art. 89/1. In artikel 330bis van hetzelfde Wetboek worden de woorden « artikel 329bis » vervangen door de woorden « artikelen 328/1 en 329bis ». »

Dit amendement geeft gevolg aan een opmerking van de Dienst Wetsevaluatie.

Artikelen 90 tot 99

Er worden geen opmerkingen over deze artikelen gemaakt.

Artikel 100

Amendement nr. 86

De heer Laeremans dient amendement nr. 86 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in dit artikel de volgende wijzigingen aan te brengen :

a) in c) de woorden « de gerechtelijke arrondissementen Eupen en Brussel » vervangen door « het gerechtelijk arrondissement Eupen »;

b) een c)*bis* invoegen, dat luidt als volgt : « c)*bis* in de bepaling 1, vierde streepje, in de tweede tot zesde lid telkens de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door de woorden « vrederechters et rechters in de politierechtbank »; c) een c)*ter* invoegen, dat luidt als volgt : « c)*ter* in de bepaling 1, vierde streepje, in het tweede tot zesde lid, telkens de woorden

l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde et à l'égard des juges au tribunal de police néerlandophones dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. À l'égard des juges de paix qui siègent dans les justices de paix du canton judiciaire dont le siège est établi à Kraainem et Rhode-Saint-Genèse et du canton judiciaire dont le siège est établi à Meise, les présidents des juges de paix et juges au tribunal de police néerlandophones et francophones sont conjointement compétents. Les décisions sont délibérées en consensus. En ce qui concerne les autres justices de paix dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde, le président des juges de paix et juges au tribunal de police francophones est impliqué dans les décisions chaque fois qu'il en fait la demande par simple requête au président des juges de paix et juges au tribunal de police néerlandophones en vue d'un consensus. Le président des juges de paix et juges au tribunal de police francophones est compétent à l'égard des juges au tribunal de police francophones dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. Les présidents des juges de paix et juges au tribunal de police néerlandophones et francophones sont conjointement compétents à l'égard des juges de paix des justices de paix dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. Les décisions sont délibérées en consensus. »;

d) dans le d), les mots «le 1 est complété par un tiret» sont remplacés par les mots «dans le 1, au quatrième tiret, il est inséré un tiret entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2».

L'intervenant renvoie à la justification écrite de l'amendement n° 85.

Articles 101 à 104

Ces articles n'appellent aucune observation.

Article 105

Amendement n° 74

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 74 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) qui vise à supprimer cet article.

Mme Faes déclare qu'il convient de conserver un greffier en chef par canton car le greffier en chef est le bras droit du juge de paix et se charge de nombreuses tâches.

«rechbanken van eerste aanleg» vervangen door de woorden «vrederechters en rechters in de politierechtbank»;

d) in d) de woorden «de bepaling onder 1 wordt aangevuld met een streepje» vervangen door «in de bepaling 1 tussen het eerste en het tweede lid van het vierde streepje wordt een streepje ingevoegd».

Spreker verwijst naar de schriftelijke verantwoording bij amendement n 85.

Artikelen 101 tot 104

Er worden geen opmerkingen over deze artikelen gemaakt.

Artikel 105

Amendement nr. 74

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 74 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt dit artikel te doen vervallen.

Mevrouw Faes verklaart dat het aangewezen is om per kanton een hoofdgriffier te behouden, daar deze de rechterhand zijn van de vrederechter en veel taken op zich nemen.

La ministre souligne que les justices de paix seront renforcées par un greffier qui viendra suppléer le greffier en chef. Le profil des greffiers en chef comprend davantage de tâches de management. Les tâches judiciaires font partie du panel de fonctions des greffiers. Lors des débats à la Chambre, un greffier en chef d'une justice de paix avait expliqué qu'il ne consacrait qu'une partie extrêmement limitée de son temps au management. Le reste du temps, il assume des tâches de nature purement judiciaire. Ces tâches pourront donc être exécutées par un greffier.

Article 106

Cet article n'appelle aucune observation.

Article 107

Amendement n° 75

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 75 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) qui vise à remplacer, dans l'article 3, point 14, proposé, les mots « 14. à Mons et à Charleroi » par les mots « 14. à Charleroi ».

Mme Faes déclare qu'il ne se justifie aucunement d'installer deux sièges du tribunal de police dans le Hainaut. Il se justifie en revanche que le siège soit établi à Charleroi, dès lors qu'il ne s'agit pas de la capitale, mais bien, clairement, de la plus grande ville du Hainaut.

La ministre renvoie aux explications qu'elle a données à ce sujet lors de la discussion générale.

Article 108

Amendement n° 60

M. Laeremans dépose l'amendement n° 60 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) qui vise à scinder l'arrondissement judiciaire de Bruxelles en un arrondissement judiciaire à part entière du Brabant flamand et un arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Cet amendement vise à faire en sorte que les cantons du Brabant flamand forment un arrondissement judiciaire unique au niveau de la province.

La ministre indique que cet amendement est contraire à la Constitution. En effet, l'article 156 n'a pas été déclaré ouvert à révision.

M. Laeremans pense que l'on aurait pu résoudre ce problème par le biais d'une modification temporaire, comme on l'a fait pour l'article 195.

De minister wijst erop dat de vrederechten versterkt worden met een griffier, die in de plaats komt van de hoofdgriffier. Het profiel van de hoofdgriffiers omvat meer managementtaken. De gerechtelijke taken behoren tot het functiepakket van de griffiers. Tijdens de uiteenzettingen in de kamer had een hoofdgriffier van een vrederecht toegelicht dat hij slechts een uiterst beperkt deel van zijn tijd aan management besteedt. Voor het overige oefent hij puur gerechtelijke taken uit. Die taken zullen dus door een griffier kunnen worden uitgeoefend.

Artikel 106

Ere worden geen opmerkingen over dit artikel gemaakt.

Artikel 107

Amendement nr. 75

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 75 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 3, punt 14, de woorden « 14.te Bergen en te Charleroi » te vervangen door « 14. te Charleroi ».

Mevrouw Faes verklaart dat de installatie van twee zetels van de politierechtbank in Henegouwen op geen enkele manier te verantwoorden is. Wat wel te verantwoorden is, is dat de zetel in Charleroi komt, daar dit niet de hoofdstad is van Henegouwen, maar wel veruit de grootste stad.

De minister verwijst naar de toelichting die zij daaromtrent heeft gegeven in de algemene besprekking.

Artikel 108

Amendement nr. 60

De heer Laeremans dient amendement nr. 60 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt het gerechtelijk arrondissement Brussel te splitsen in een volwaardig gerechtelijk arrondissement Vlaams-Brabant en een gerechtelijk arrondissement Brussel.

Dit amendement voorziet dat de kantons van Vlaams-Brabant één gerechtelijk, provinciaal arrondissement vormen.

De minister wijst erop dat dit amendement in strijd is met de Grondwet. Artikel 156 is immers niet voor herziening vatbaar verklaard.

De heer Laeremans meent dat men dit had kunnen oplossen door een tijdelijke wijziging, zoals men heeft gedaan voor artikel 195.

Amendement n° 76

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 76 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) qui vise à remplacer l'article 4, point 12, proposé par ce qui suit :

« 12. Les cantons judiciaires de la province de Hainaut forment un arrondissement judiciaire.

Le tribunal de première instance, ayant son siège à Charleroi, exerce sa juridiction dans l'arrondissement du Hainaut.

Le tribunal du travail et le tribunal de commerce, ayant leur siège à Charleroi, exercent leur juridiction dans l'arrondissement du Hainaut. »

Mme Faes déclare qu'il ne se justifie aucunement d'installer deux sièges (placés sous l'autorité d'un seul président) du tribunal de première instance dans le Hainaut. Il se justifie en revanche, que le siège soit établi à Charleroi dès lors qu'il ne s'agit pas de la capitale mais bien, clairement, de la plus grande ville du Hainaut.

Amendement n° 77

Mme Faes et M. Vanlouwe déposent l'amendement n° 77 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) qui vise à apporter, dans l'article 4 proposé, les modifications suivantes :

1) remplacer le 4 par ce qui suit :

« 4. En ce qui concerne la compétence du tribunal unique francophone, les deux cantons d'Anderlecht, les six cantons de Bruxelles, le canton d'Ixelles, les cantons d'Etterbeek, d'Auderghem, les deux cantons de Schaerbeek, les cantons de Saint-Gilles, de Molenbeek-Saint-Jean, de Saint-Josse-ten-Noode, de Woluwe-Saint-Pierre, d'Uccle et de Forest forment un arrondissement judiciaire.

Le siège du tribunal unique francophone est établi à Bruxelles. Le tribunal exerce sa juridiction dans l'arrondissement de Bruxelles (francophone). »;

2) remplacer le 5 par ce qui suit :

« 5. En ce qui concerne la compétence du tribunal unique néerlandophone, les deux cantons d'Anderlecht, le canton d'Asse, les six cantons de Bruxelles, le canton d'Ixelles, les cantons d'Etterbeek, de Grimbergen, de Hal, de Herne-Sint-Pieters-Leeuw, de Jette, de Kraainem-Rhode-Saint-Genèse, de Lennik, de Meise, d'Auderghem, d'Overijse-Zaventem, les deux cantons de Schaerbeek, les cantons de Saint-Gilles, de Molenbeek-Saint-Jean, de Saint-Josse-ten-Noode, de Woluwe-Saint-Pierre, d'Uccle, de Vilvorde et de Forest ainsi que les cantons d'Aarschot, de Diest, d'Haacht,

Amendement nr. 76

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 76 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 4, punt 12 te vervangen door wat volgt :

« 12. De gerechtelijke kantons van de provincie Henegouwen vormen een gerechtelijk arrondissement.

De rechtbank van eerste aanleg met zetel te Charleroi heeft rechtsmacht over het arrondissement Henegouwen.

De arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel met zetel te Charleroi hebben rechtsmacht over het gerechtelijk arrondissement Henegouwen. »

Mevrouw Faes verklaart dat de installatie van twee zetels (onder één voorzitter) van de rechtbank van eerste aanleg in Henegouwen op geen enkele manier te verantwoorden is. Wat wel te verantwoorden is, is dat de zetel in Charleroi komt, daar dit niet de hoofdstad is van Henegouwen, maar wel veruit de grootste stad.

Amendement nr. 77

Mevrouw Faes en de heer Vanlouwe dienen amendement nr. 77 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 4 de volgende wijzigingen aan te brengen :

1) Het vierde punt vervangen als volgt :

« 4. Wat betreft de bevoegdheid van de Franstalige eenheidsrechtbank vormen de twee kantons van Anderlecht, de zes kantons van Brussel, het kanton Elsene, de kantons Etterbeek, Oudergem, de twee kantons Schaarbeek, de kantons Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel en Vorst een gerechtelijk arrondissement.

De zetel van de Franstalige eenheidsrechtbank is gevestigd te Brussel. De rechtbank heeft rechtsmacht over het arrondissement Brussel (Franstalig). »;

2) Het vijfde punt vervangen als volgt :

« 5. Wat betreft de bevoegdheid van de Nederlandstalige eenheidsrechtbank vormen de twee kantons van Anderlecht, het kanton Asse, de zes kantons van Brussel, het kanton Elsene, de kantons Etterbeek, Grimbergen, Halle, Herne-Sint-Pieters-Leeuw, Jette, Kraainem-Sint-Genesius-Rode, Lennik, Meise, Oudergem en Overijse-Zaventem, de twee kantons Schaarbeek, de kantons Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vilvoorde en Vorst, evenals de kantons Aarschot, Diest, Haacht, Landen-Zoutleeuw, de drie kantons van

de Landen-Léau, les trois cantons de Louvain et le canton de Tirlemont forment un arrondissement judiciaire.

Le siège du tribunal unique néerlandophone est établi à Bruxelles. Il exerce sa juridiction dans l'arrondissement de Brabant flamand-Bruxelles (néerlandophone).»

Les auteurs renvoient à la justification écrite de leur amendement n° 70.

La ministre répond que cet amendement revient à adapter la loi portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, ce qui n'est pas à l'ordre du jour en l'espèce.

Article 108/1

Amendement n° 61

M. Laeremans dépose l'amendement n° 61 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) qui vise à créer une cour d'appel supplémentaire, à savoir la cour d'appel de Louvain.

M. Laeremans déclare que cette cour serait compétente pour l'ensemble de la province du Brabant flamand, ainsi que pour la province de Limbourg. La compétence de la cour d'appel d'Anvers est donc limitée au territoire de la province d'Anvers. Le Brabant wallon est rattaché à Mons. La compétence de la cour d'appel de Bruxelles se limite désormais au territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 109

Amendement n° 78

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 78 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) qui vise à supprimer, dans le tableau proposé par cet article, la ligne « Hainaut siège Mons » ainsi que le chiffre « 1 » dans la colonne « mandats ».

Amendement n° 79

Mme Faes et M. Vanlouwe déposent l'amendement n° 79 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) qui vise à remplacer, dans le tableau de l'article 109, le chiffre « 1 » par le chiffre « 2 » à l'intersection de la colonne « Mandats Procureur du Roi » et de la ligne « Bruxelles ».

Les auteurs estiment qu'à la suite de la scission de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, Hal-Vilvorde devrait obtenir son procureur du Roi à part entière.

Leuven en het kanton Tienen een gerechtelijk arrondissement.

De zetel van de Nederlandstalige eenheidsrechtsbank is gevestigd te Brussel. De rechtsbank heeft rechtsmacht over het arrondissement Vlaams-Brabant-Brussel (Nederlandstalig).»

De indieners verwijzen naar de schriftelijke verantwoording van hun amendement nr. 70.

De minister antwoordt dat dit een aanpassing is van de wet op de hervorming van het arrondissement Brussel die hier niet aan de orde is.

Artikel 108/1

Amendement nr. 61

De heer Laeremans dient amendement nr. 61 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een bijkomend hof van beroep te creëren, met name het hof van beroep van Leuven.

De heer Laeremans verklaart dat dit hof van beroep bevoegd zou zijn voor de gehele provincie Vlaams-Brabant en voor de provincie Limburg. De bevoegdheid van het hof van beroep van Antwerpen wordt dus beperkt tot het grondgebied van de provincie Antwerpen. Waals-Brabant verhuist naar Bergen. Het hof van beroep van Brussel is voortaan enkel nog bevoegd voor het grondgebied van het Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 109

Amendement nr. 78

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 78 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in dit artikel de tabel aan te passen zodat de woorden « Henegouwen zetel Bergen » worden opgeheven alsook « 1 » in de kolom « mandaten ».

Amendement nr. 79

Mevrouw Faes en de heer Vanlouwe dienen amendement nr. 79 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in de tabel van artikel 109 de volgende wijziging aan te brengen: Het cijfer « 1 » vervangen door het cijfer « 2 » in de intersectie « Mandaten Procureur des Konings » en « Bruxelles ».

De indieners zijn van mening dat naar aanleiding van de splitsing van het gerechtelijke arrondissement Brussel, Halle-Vilvoorde een eigen volwaardige procureur des Konings zou moeten krijgen.

La ministre renvoie à l'article 160, qui fixe les cadres. Pour l'arrondissement scindé de BHV, les cadres ne sont pas encore fixés.

M. Delpérée fait remarquer que l'arrondissement judiciaire n'a pas été scindé mais dédoublé.

Mme Faes demande comment le Conseil des procureurs du Roi sera composé.

La ministre répond qu'il sera composé de sept membres francophones et sept membres néerlandophones, ainsi que d'un procureur germanophone.

La ministre précise que l'on est parti d'un instantané des cadres actuels. Si la mesure de la charge de travail montre qu'il faut adapter ces cadres, on procédera ultérieurement à cette adaptation. En tout cas, le nombre d'habitants ne constitue pas un bon critère pour mesurer le nombre de magistrats.

M. Laeremans continue de se demander quand les résultats de la mesure de la charge de travail seront disponibles.

Articles 110 à 121

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Article 122

Amendement n° 62

M. Laeremans dépose l'amendement n° 62 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à compléter l'article par un 7^o rédigé comme suit: «7^o le § 4*quater* est remplacé par ce qui suit :

« § 4*quater*. Dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, les procureurs du Roi successifs doivent appartenir, selon leur diplôme, à un régime linguistique différent.

Dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, les auditeurs du travail successifs doivent appartenir, selon leur diplôme, à un régime linguistique différent.».

L'auteur renvoie à la justification écrite de son amendement.

Amendement n° 63

M. Laeremans dépose l'amendement n° 63 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à compléter l'article par un 8^o rédigé comme suit: «8^o le § 5, alinéa 6, est remplacé par ce qui suit :

De minister verwijst naar artikel 160, dat de kaders vastlegt. Voor het gesplitste arrondissement BHV zijn ze nog niet vastgelegd.

De heer Delpérée wijst erop dat het gerechtelijk arrondissement niet zomaar gesplitst is; er zijn twee aparte entiteiten ontstaan.

Mevrouw Faes vraagt naar de samenstelling van de Raad van procureurs des Konings.

De minister antwoordt dat deze zal samengesteld zijn uit zeven Franstalige en zeven Nederlandstalige leden, en een Duitstalige procureur.

De minister verduidelijkt dat men met een foto van de huidige kaders is gestart. Als uit de werklastmeting blijkt dat deze kaders dienen te worden aangepast, zal dit later ook gebeuren. Het aantal inwoners is in elk geval geen goede maatstaf om het aantal magistraten te meten.

De heer Laeremans blijft zich afvragen waar de resultaten van de werklastmeting blijven.

Artikelen 110 tot 121

Bij die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 122

Amendement nr. 62

De heer Laeremans dient amendement nr. 62 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt het artikel aan te vullen met een 7^o, luidende: «7^o paragraaf 4*quater* wordt vervangen door wat volgt:

« § 4*quater*. In het gerechtelijk arrondissement Brussel moeten de opeenvolgende procureurs des Konings, luidens hun diploma, behoren tot een verschillend taalstelsel.

In het gerechtelijk arrondissement Brussel moeten de opeenvolgende arbeidsauditoren, luidens hun diploma, behoren tot een verschillend taalstelsel.».

De indiener verwijst naar de schriftelijke verantwoording van zijn amendement.

Amendement nr. 63

De heer Laeremans dient amendement nr. 63 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt het artikel aan te vullen met een 8^o, luidende: «8^o paragraaf 5, zesde lid wordt vervangen door wat volgt:

« Les cadres néerlandophones et francophones du tribunal de police, du tribunal du travail et du tribunal de première instance correspondent respectivement à 33 % et 66 % des cadres existants au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition, augmentés des magistrats de complément.

Les cadres néerlandophones et francophones du tribunal de commerce correspondent respectivement à 40 % et 60 % des cadres existants au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition, augmentés des magistrats de complément.

Les mêmes cadres sont applicables aux greffiers, au personnel des greffes et aux autres membres du personnel judiciaire. Pour le personnel des greffes et les autres membres du personnel judiciaire, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, en fixe le cadre organique.»»

M. Laeremans explique que cet amendement fixe les cadres néerlandophones et francophones du tribunal de police, du tribunal du travail et du tribunal de première instance sur la base de la charge de travail réelle actuelle, à savoir respectivement 33 % et 66 %.

Amendement n° 64

M. Laeremans dépose l'amendement n° 64 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à compléter l'article par un 9^o et un 10^o rédigés comme suit :

« 9^o le § 5bis est remplacé par ce qui suit :

« § 5bis. Le nombre des substituts de Hal-Vilvoorde correspond à 20 % des effectifs du cadre du parquet de Bruxelles à la date d'entrée en vigueur de la présente disposition. Le parquet du procureur du Roi de Hal-Vilvoorde est composé de substituts appartenant au rôle linguistique néerlandais.»;

10^o le § 5quater est remplacé par ce qui suit :

« § 5quater. Le nombre des substituts de Hal-Vilvoorde correspond à 20 % des effectifs du cadre de l'auditorat de Bruxelles à la date d'entrée en vigueur de la présente disposition. L'auditorat de Hal-Vilvoorde est composé de substituts appartenant au rôle linguistique néerlandais.»»

L'auteur renvoie à la justification écrite de son amendement.

« De Nederlandstalige en de Franstalige kaders van de politierechtbank, de arbeidsrechtbank en de rechbank van eerste aanleg komen overeen met respectievelijk 33 % en 66 % van de bestaande kaders op het moment dat deze bepaling in werking treedt, vermeerderd met de toegevoegde magistraten;

De Nederlandstalige en de Franstalige kaders van de rechbank van koophandel komen overeen met respectievelijk 40 % en 60 % van de bestaande kaders op het moment dat deze bepaling in werking treedt, vermeerderd met de toegevoegde magistraten.

Dezelfde kaders zijn van toepassing op de griffiers, op het personeel van de griffies en op het andere gerechtelijk personeel. Voor het personeel van de griffies en het ander gerechtelijk personeel stelt de Koning bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het organiek kader vast.»»

De heer Laeremans verklaart dat dit amendement de Nederlandstalige en de Franstalige kaders van de politierechtbank, de arbeidsrechtbank en de rechbank van eerste aanleg vastleggen op grond van de huidige, reële werklast, zijnde respectievelijk 33 en 66 %.

Amendement nr. 64

De heer Laeremans dient amendement nr. 64 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt het artikel aan te vullen met een 9^o en een 10^o,luidende :

« 9^o paragraaf 5bis wordt vervangen door wat volgt :

« § 5bis. Het aantal van de substituten van Halle-Vilvoorde komt overeen met 20 % van het kader van het parket van Brussel op de datum waarop deze bepaling in werking treedt. Het parket van de procureur des Konings van Halle-Vilvoorde is samengesteld uit substituten die tot de Nederlandse taalrol behoren.»;

10^o paragraaf 5quater wordt vervangen door wat volgt :

« § 5quater. Het aantal van de substituten van Halle-Vilvoorde komt overeen met 20 % van het personeelsbestand van het kader van het auditoraat van Brussel op de datum van inwerkingtreding van deze bepaling. Het auditoraat van Halle-Vilvoorde is samengesteld uit substituten die tot de Nederlandse taalrol behoren.»»

De indiener verwijst naar de schriftelijke verantwoording van zijn amendement.

Article 123

Amendement n° 93

Mme Van Hoof dépose l'amendement n° 93 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à remplacer, dans l'article 45bis proposé, les mots «de la licence en droit» par les mots «de la licence ou du master en droit».

Cet amendement donne suite à une observation du service d'Évaluation de la législation.

La ministre indique que cet amendement est superfétatoire dans la mesure où le diplôme de master en droit est assimilé à celui de licencié en droit.

Articles 124 à 128

Ces articles ne soulèvent aucune observation.

Article 128/1 (nouveau)

Amendement n° 94

Mme Van Hoof dépose l'amendement n° 94 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 128/1 rédigé comme suit :

«Art 128/1. À l'article 18 de la loi du 15 juillet 2013 modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à la discipline, qui remplace l'article 411 du Code judiciaire, les mots «le président de l'assemblée générale des juges de paix et des juges au tribunal de police», au § 3, alinéa 2, sont remplacés par les mots «les présidents des juges de paix et des juges au tribunal de police».»

Cet amendement donne suite à une observation du service d'Évaluation de la législation.

Amendement n° 97

M. Laeremans dépose l'amendement n° 97 (doc. Sénat, n° 5-2212/3) qui a la même portée que l'amendement n° 94.

Article 128/2 (nouveau)

Amendement n° 95

Mme Van Hoof dépose l'amendement n° 95 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 128/2, nouveau, rédigé comme suit :

Artikel 123

Amendement nr. 93

Mevrouw Van Hoof dient amendement nr. 93 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 45bis de woorden «licentie in de rechten» te vervangen door de woorden «licentie of master in de rechten».

Dit amendement geeft gevolg aan een opmerking van de Dienst Wetsevaluatie.

De minister verklaart dat dit amendement overbodig is, aangezien het diploma van master in de rechten gelijkgesteld is met dat van licentiaat in de rechten.

Artikelen 124 tot 128

Bij die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 128/1 (nieuw)

Amendement nr. 94

Mevrouw Van Hoof dient amendement nr. 94 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een artikel 128/1 in te voegen, luidende :

«Art. 128/1. In artikel 18 van de wet van 15 juli 2013 tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de tucht, dat artikel 411 van het Gerechtelijk Wetboek vervangt, worden in § 3, tweede lid de woorden «de voorzitter van de algemene vergadering van de vrederechters en van de rechters in de politierechtbank» vervangen door de woorden «de voorzitters van de vrederechters en van de rechters in de politierechtbank».»

Dit amendement geeft gevolg aan een opmerking van de Dienst Wetsevaluatie.

Amendement nr. 97

De heer Laeremans dient amendement nr. 97 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat dezelfde strekking heeft als amendement nr. 94.

Artikel 128/2 (nieuw)

Amendement nr. 95

Mevrouw Van Hoof dient amendement nr. 95 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een artikel 128/2 in te voegen, luidende :

« Art. 128/2. Dans l'article 21 de la loi du 15 juillet 2013 modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à la discipline, qui remplace l'article 412 du Code judiciaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, 1°, b), les mots « des présidents des tribunaux de première instance et des présidents des tribunaux de commerce, des juges de complément au tribunal de première instance et des juges de complément au tribunal de commerce » sont remplacés par les mots « des présidents des tribunaux de première instance, des présidents des tribunaux de commerce et des présidents des juges de paix et des juges au tribunal de police »;

2° dans le § 1^{er}, 1°, c), les mots « et des juges de complément au tribunal du travail » sont abrogés;

3° dans le § 1^{er}, 1°, d), les mots « , des juges de paix, des juges au tribunal de police, ainsi qu'à l'égard des juges de paix de complément et des juges de complément au tribunal de police » sont remplacés par les mots « et, dans les arrondissements judiciaires de Bruxelles et d'Eupen, à l'égard des juges de paix et des juges au tribunal de police »;

4° dans le § 1^{er}, 1°, il est inséré un g) rédigé comme suit :

«g) sauf dans les arrondissements judiciaires de Bruxelles et d'Eupen, le président des juges de paix et juges au tribunal de police à l'égard des juges de paix et des juges au tribunal de police.»;

5° dans le § 1^{er}, 2°, b), les mots « des procureurs du Roi, des auditeurs du travail, des substituts du procureur du Roi de complément et des substituts de l'auditeur du travail de complément » sont remplacés par les mots « des procureurs du Roi et des auditeurs du travail ».»

Cet amendement donne suite à une observation du service d'Évaluation de la législation.

Article 128/3 (nouveau)

Amendement n° 96

Mme Van Hoof dépose l'amendement n° 96 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 128/3 rédigé comme suit :

« Art 128/3. Dans l'article 102 de la loi du 30 juillet 2013 portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse, qui remplace l'article 76 du Code judiciaire, les modifications suivantes sont apportées :

« Art 128/2. In artikel 21 van de wet van 15 juli 2013 tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de tucht, dat artikel 412 van het Gerechtelijk Wetboek vervangt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 1°, b) worden de woorden « van de voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg en van de voorzitters van de rechtbanken van koophandel, van de toegevoegde rechters bij de rechtbank van eerste aanleg en van de toegevoegde rechters bij de rechtbank van koophandel » vervangen door de woorden « van de voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg, van de voorzitters van de rechtbanken van koophandel en van de voorzitters van de vrederechters en de rechters in de politierechtbank »

2° in paragraaf 1, 1°, c) worden de woorden « en van de toegevoegde rechters bij de arbeidsrechtbank » opgeheven.

3° in paragraaf 1, 1°, d) worden de woorden « , van de vrederechters, van de rechters in de politierechtbanken, van de toegevoegde vrederechters en van de toegevoegde rechters bij de politierechtbanken » vervangen door de woorden « en, in de gerechtelijke arrondissementen Brussel en Eupen, van de vrederechters en van de rechters in de politierechtbanken. »

4° in paragraaf 1, 1°, wordt een punt g) ingevoegd, luidende :

«g) met uitzondering van de gerechtelijke arrondissementen Brussel en Eupen, de voorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank ten aanzien van de vrederechters en van de rechters in de politierechtbanken. »;

5° in paragraaf 1, 2°, b) worden de woorden « van de procureurs des Konings, van de arbeidsauditeurs, van de toegevoegde substituten procureurs des Konings en de toegevoegde substituten arbeidsauditeur » vervangen door de woorden « van de procureurs des Konings en van de arbeidsauditeurs ». »

Dit amendement geeft gevolg aan een opmerking van de Dienst Wetsevaluatie.

Artikel 128/3 (nieuw)

Amendement nr. 96

Mevrouw Van Hoof dient amendement nr. 96 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een artikel 128/3 in te voegen, luidende :

« Art. 128/3. in artikel 102 van de wet van 30 juli 2013 betreffende de invoering van een familie- en jeugdrechtbank, dat artikel 76 van het Gerechtelijk Wetboek vervangt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o l'alinéa 1^{er} de cet article est modifié comme suit :

« Art. 76. § 1^{er}. Le tribunal de première instance et, le cas échéant, ses divisions, comprennent une ou plusieurs chambres civiles, une ou plusieurs chambres correctionnelles, une ou plusieurs chambres de la famille, une ou plusieurs chambres de la jeunesse, une ou plusieurs chambres de règlement à l'amiable et, pour la division du tribunal de première instance du siège de la cour d'appel, une ou plusieurs chambres de l'application des peines. »;

2^o dans le texte néerlandais de l'alinéa 2 du même paragraphe, le mot « *afdelingen* » est remplacé par le mot « *secties* »;

3^o le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er} du § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Één of meer kamers van de correctionele rechtbank krijgen onder meer de procedures van onmiddellijke verschijning en van oproeping bij proces-verbaal toegewezen. »;

4^o le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er} du § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Één of meer specifieke kamers van de jeugdrechtbank, kamers van uithandengeving genaamd, krijgen de bevoegdheid tot het berechten van personen ten aanzien van wie een beslissing tot uithandengeving is genomen overeenkomstig de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, in het kader van een wanbedrijf of correctionaliseerbare misdaad toegewezen. »»

Cet amendement donne suite à une observation du service d'Évaluation de la législation.

Article 129

Cet article n'appelle aucune observation.

Article 129/1 (nouveau)

Amendement n° 13

Mme Defraigne et M. Courtois déposent l'amendement n° 13 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à rétablir la compétence territoriale actuelle des huissiers de justice.

Les auteurs se réfèrent à la justification écrite de leur amendement n° 19 à l'article 134.

1^o het eerste lid van dat artikel wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 76. § 1. De rechbank van eerste aanleg en, in voorkomend geval, zijn afdelingen bestaan uit één of meer kamers voor burgerlijke zaken, één of meer kamers voor correctionele zaken, uit één of meer familiekamers, uit één of meer jeugdkamers, uit één of meer kamers voor minnelijke schikking en bij de afdeling van de rechbank van eerste aanleg waar de zetel van het hof van beroep is gevestigd, uit één of meer strafuitvoeringskamers. »;

2^o in de Nederlandse tekst van het tweede lid van dezelfde paragraaf wordt het woord « *afdelingen* » vervangen door het woord « *secties* ».

3^o de Nederlandse tekst van het eerste lid van § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Één of meer kamers van de correctionele rechtbank krijgen onder meer de procedures van onmiddellijke verschijning en van oproeping bij proces-verbaal toegewezen. »;

4^o de Nederlandse tekst van het eerste lid van § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Een of meer specifieke kamers van de jeugdrechtbank, kamers van uithandengeving genaamd, krijgen de bevoegdheid tot het berechten van personen ten aanzien van wie een beslissing tot uithandengeving is genomen overeenkomstig de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, in het kader van een wanbedrijf of correctionaliseerbare misdaad toegewezen. »»

Dit amendement geeft gevolg aan een opmerking van de Dienst Wetsevaluatie.

Artikel 129

Bij dat artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 129/1 (nieuw)

Amendement nr. 13

Mevrouw Defraigne en de heer Courtois dienen amendement nr. 13 in (stuk Senaat nr. 5-2212/2), dat strekt om de huidige territoriale bevoegdheid van de gerechtsdeurwaarders weer in te stellen.

De indieners verwijzen naar de schriftelijke verantwoording van hun amendement nr. 19 op artikel 134.

Article 129/2 (nouveau)

Amendement n° 14

Mme Defraigne et M. Courtois déposent l'amendement n° 14 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à insérer un article 129/2 rédigé comme suit :

« Art. 129/2. Dans les articles 513 à 555*quinquies* du même Code, les mots «(l')arrondissement (judiciaire)» sont remplacés par les mots «(le) groupement de cantons (judiciaires)», «(la) chambre d'arrondissement (des huissiers de justice)» sont remplacés par les mots «(la) chambre cantonale (des huissiers de justice).» »

Les auteurs se réfèrent à la justification écrite de leur amendement n° 19.

Article 129/3 (nouveau)

Amendement n° 15

Mme Defraigne et M. Courtois déposent l'amendement n° 15 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à insérer un article 129/3 rédigé comme suit :

« Art. 129/3. Dans l'article 514 du même Code, les mots «de l'arrondissement» sont remplacés par les mots «compétent localement». »

Les auteurs se réfèrent à la justification écrite de leur amendement n° 19 à l'article 134.

Article 130

Amendement n° 16

Mme Defraigne et M. Courtois déposent l'amendement n° 16 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à remplacer dans l'article 535 proposé, les mots «chambre d'arrondissement» par les mots «chambre cantonale».

Les auteurs se réfèrent à la justification écrite de leur amendement n° 19 à l'article 134.

Article 131

Cet article n'appelle aucune observation.

Artikel 129/2 (nieuw)

Amendement nr. 14

Mevrouw Defraigne en de heer Courtois dienen amendement nr. 14 in (stuk Senaat nr. 5-2212/2), dat strekt om een artikel 129/2 in te voegen, luidende :

« Art. 129/2. In de artikelen 513 tot 555*quinquies* van hetzelfde wetboek, worden de woorden «het gerechtelijk arrondissement» vervangen door de woorden «(de) groep van (gerechtelijke) kantons», en worden de woorden «(de) arrondissementskamer (van gerechtsdeurwaarders)» vervangen door de woorden «(de) kantoniale kamer (van gerechtsdeurwaarders).» »

De indieners verwijzen naar de schriftelijke verantwoording van hun amendement nr. 19.

Artikel 129/3 (nieuw)

Amendement nr. 15

Mevrouw Defraigne en de heer Courtois dienen amendement nr. 15 in (stuk Senaat nr. 5-2212/2), dat strekt om een artikel 129/3 in te voegen, luidende :

« Art. 129/3. In artikel 514 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden «van het arrondissement» vervangen door de woorden «lokaal bevoegd». »

De indieners verwijzen naar de schriftelijke verantwoording van hun amendement nr. 19 op artikel 134.

Artikel 130

Amendement nr. 16

Mevrouw Defraigne en de heer Courtois dienen amendement nr. 16 in (stuk Senaat nr. 5-2212/2), dat strekt om in het voorgestelde artikel 535 het woord «arrondissementskamer» te vervangen door de woorden «kantoniale kamer».

De indieners verwijzen naar de schriftelijke verantwoording van hun amendement nr. 19 op artikel 134.

Artikel 131

Bij dat artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Article 132

Amendement n° 17

Mme Defraigne et M. Courtois déposent l'amendement n° 17 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à remplacer dans cet article les mots « l'arrondissement » par les mots « le groupement de cantons ».

Les auteurs se réfèrent à la justification écrite de leur amendement n° 19 à l'article 134.

Article 133

Amendement n° 18

Mme Defraigne et M. Courtois déposent l'amendement n° 18 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à remplacer dans l'article 555bis, proposé, les mots « l'arrondissement » par les mots « le groupement de cantons ».

Les auteurs se réfèrent à la justification écrite de leur amendement n° 19 à l'article 134.

Article 134

Amendement n° 19

Mme Defraigne et M. Courtois déposent l'amendement n° 19 (doc. Sénat, n° 5-2212/2) qui tend à supprimer dans l'article 555ter, proposé, l'alinéa 2.

Les auteurs estiment que l'élargissement de la compétence territoriale des huissiers de justice n'est pas souhaitable. De fait, cet élargissement aura des impacts contreproductifs quant aux services rendus aux citoyens, dont notamment la proximité et la disponibilité.

Le débiteur ne choisit pas l'huissier de justice qui exécute à son encontre. Il n'est pas souhaitable qu'un huissier de justice du fin fond des nouveaux arrondissements projetés exécute à son égard : outre le fait que plus l'arrondissement est grand moins l'huissier de justice connaît ses débiteurs, le débiteur devra effectuer des voyages importants pour entrer en contact avec l'huissier de justice en son étude (pour conclure un plan d'apurement, effectuer un paiement, retirer une copie d'un acte ou obtenir des renseignements).

Maintenir un guichet dans une commune, alors que la gestion des études serait concentrée dans les grandes métropoles, n'est pas assurer un service de proximité. La proximité, c'est avoir un huissier de

Artikel 132

Amendement nr. 17

Mevrouw Defraigne en de heer Courtois dienen amendement nr. 17 in (stuk Senaat nr. 5-2212/2), dat strekt om in dat artikel de woorden « het arrondissement » te vervangen door de woorden « de groep van kantons ».

De indieners verwijzen naar de schriftelijke verantwoording van hun amendement nr. 19 op artikel 134.

Artikel 133

Amendement nr. 18

Mevrouw Defraigne en de heer Courtois dienen amendement nr. 18 in (stuk Senaat nr. 5-2212/2), dat strekt om in het voorgestelde artikel 555bis, het woord « arrondissement » te vervangen door de woorden « groep van kantons ».

De indieners verwijzen naar de schriftelijke verantwoording van hun amendement nr. 19 op artikel 134.

Artikel 134

Amendement nr. 19

Mevrouw Defraigne en de heer Courtois dienen amendement nr. 19 in (stuk Senaat nr. 5-2212/2), dat strekt om in het voorgestelde artikel 555ter, het tweede lid te doen vervallen.

De indieners menen dat de uitbreiding van de territoriale bevoegdheid van de gerechtsdeurwaarders niet wenselijk is. Deze uitbreiding zal contraproductieve gevolgen hebben voor de geleverde diensten aan de burgers, waaronder met name de nabijheid en de beschikbaarheid.

De schuldenaar kiest de gerechtsdeurwaarder niet die tegen hem optreedt. Het is niet wenselijk dat een gerechtsdeurwaarder uit de verste uithoek van de nieuwe geplande arrondissementen tegen hem optreedt : bovenop het feit dat hoe groter het arrondissement is, hoe minder de gerechtsdeurwaarder zijn schuldenaren kent, betekent dit dat de schuldenaar aanzienlijke afstanden zal moeten afleggen om de gerechtsdeurwaarder in zijn kantoor te contacteren (om een afbetalingsplan af te sluiten, een betaling uit te voeren, een kopie van een akte af te halen of inlichtingen in te winnen).

Een loket behouden in een gemeente terwijl de kantoren geconcentreerd zouden worden in de grote steden, is niet hetzelfde als het waarborgen van een laagdrempelige dienstverlening. Daartoe is er nood

justice qui connaisse son secteur et les gens qui y habite, c'est un huissier qui peut être disponible très rapidement en cas d'urgence. Agrandir sa zone d'action, outre le fait que cela n'a aucun impact financier positif pour la société, ni pour le budget de l'État — que du contraire — les huissiers de justice seront moins accessibles et moins disponibles dans l'urgence.

Article 134/1 (nouveau)

Amendement n° 65

M. Laeremans dépose l'amendement n° 65 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un chapitre 12/1 intitulé « Recours » et contenant un article 134/1 rédigé comme suit :

« Chapitre 12/1 — Recours

Art. 134/1. Si la règle de mobilité imposée par le présent projet entraîne des changements manifestement déraisonnables dans la situation personnelle de l'intéressé, celui-ci peut introduire un recours contre cette décision auprès du tribunal disciplinaire. ».

M. Laeremans estime qu'une mesure de mobilité qui occasionne à la personne concernée des changements déraisonnables dans sa situation personnelle doit également pouvoir faire l'objet d'un recours devant le tribunal disciplinaire.

La ministre souligne qu'une procédure de recours sera inscrite dans le cadre du projet de loi relatif à la gestion.

Articles 135 à 159

Ces articles ne soulèvent aucune observation.

Article 160

M. Laeremans se réjouit des informations publiées dans les médias d'où il ressort que les partis qui préparent la réforme de l'État seraient parvenus à un accord sur l'augmentation du nombre de magistrats néerlandophones. Quelle suite le gouvernement entend-il réservé à cet accord et quelles en seront les conséquences pour les textes à l'examen ? L'intervenant pense qu'il serait indiqué de les amender. En effet, cela n'aurait aucun sens de devoir présenter une loi de réparation d'ici deux ou trois semaines.

La ministre répond que cet accord, qui constitue incontestablement un pas dans la bonne direction, donnera probablement lieu au dépôt d'amendements

aan een gerechtsdeurwaarder die zijn sector kent en de mensen die er wonen, een gerechtsdeurwaarder die zeer snel beschikbaar kan zijn in spoedeisende gevallen. Door de uitbreiding van zijn actiegebied, die geen enkel positief financieel gevolg heeft voor de maatschappij, noch voor de begroting van de Staat — integendeel zelfs — zal de gerechtsdeurwaarder minder toegankelijk en minder beschikbaar zijn in dringende gevallen.

Artikel 134/1 (nieuw)

Amendement nr. 65

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 65 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een hoofdstuk 12/1 in te voegen met als opschrift « Beroep », dat een artikel 134/1 bevat :

« Hoofdstuk 12/1 — Beroep

Art. 134/1. Indien de opgelegde mobiliteitsmaatregel, voorzien in dit ontwerp, kennelijk onredelijke wijzigingen teweegbrengt in de persoonlijke situatie van de betrokkenen, kan deze hiertegen beroep aan tekenen bij de tuchtrechtbank. ».

De heer Laeremans is van oordeel dat een mobiliteitsmaatregel die bij de betrokkenen onredelijke wijzigingen teweegbrengt in zijn persoonlijke situatie ook aanleiding moet kunnen geven tot een beroep bij de tuchtrechtbank.

De minister wijst er op dat een beroepsprocedure zal worden ingeschreven in het kader van het wetsontwerp rond beheer.

Artikelen 135 tot 159

Deze artikelen geven geen aanleiding tot commen-taar.

Artikel 160

De heer Laeremans verheugt zich over de berichten in de media waaruit blijkt dat er een nieuw akkoord zou zijn tussen de partijen die de staatshervorming voorbereiden over de verhoging van het aantal Nederlandstalige magistraten. Wat zal de regering hiermee doen en welke gevolgen zal dit hebben voor de voorliggende teksten ? Het lijkt spreker aangewezen deze te amenderen. Het heeft inderdaad geen enkele zin om een reparatielaw te moeten voorleggen binnen een drietal weken.

De minister antwoordt dat dit akkoord, dat ongetwijfeld een stap in de goede richting vormt, waarschijnlijk aanleiding zal geven tot het indienen van

qui modifieront les textes se rapportant aux réformes institutionnelles. Ces amendements seront déposés en commission des Affaires institutionnelles par les deux secrétaires d'État compétents.

M. Laeremans se réjouit que l'on ait compris que la proportion 20/80 n'était pas correcte. On a finalement adopté une proportion 71/29. L'intervenant déplore toutefois la non-divulgation d'informations essentielles, qui empêche de vérifier si cette nouvelle proportion est correcte et suffisante. Le parlement va se ridiculiser s'il fait adopter une loi qui ne correspond peut-être pas à la réalité.

Articles 161 et 162

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Article 162/1 (nouveau)

Amendement n° 80

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 80 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer un article 163, nouveau, rédigé comme suit :

« Art 163. Il est inséré un chapitre 12bis (nouveau), intitulé « Chapitre 12bis. Évaluation ». »

Mme Faes explique que cet amendement instaure un mécanisme d'évaluation pour cette réforme judiciaire.

Article 164 (nouveau)

Amendement n° 81

Mme Faes et consorts déposent l'amendement n° 81 (doc. Sénat, n° 5-2212/3), qui vise à insérer, dans le Chapitre 12bis, un article 164, nouveau, rédigé comme suit :

« Art 164. La présente loi est évaluée cinq ans après son entrée en vigueur. Le rapport d'évaluation, rédigé par le Roi, est transmis sans délai à la Chambre des représentants et au Sénat.

Pour satisfaire à l'obligation d'évaluation, le Roi désigne une commission d'accompagnement, qui assure le suivi de la réforme du paysage judiciaire et formule des recommandations si nécessaire. Cette commission rédige annuellement un rapport intermédiaire, qui est transmis sans délai à la Chambre des représentants et au Sénat. »

amendementen op de teksten met betrekking tot de institutionele hervorming. Deze amendering zal plaatsvinden in de commissie voor institutionele aangelegenheden, en door beide bevoegde staatssecretarissen.

De heer Laeremans verheugt zich over het feit dat wordt ingezien dat de 20/80 verhouding niet klopt. Men komt nu tot een 71/29 verhouding. Wel betreurt spreker dat essentiële informatie wordt achtergehouden, zodat niet kan worden nagegaan of deze nieuwe verhouding klopt en toereikend is. Men drijft de spot met het parlement als men een wet laat goedkeuren die mogelijk niet strookt met de realiteit.

Artikelen 161 en 162

Er worden geen opmerkingen gemaakt over deze artikelen.

Artikel 162/1 (nieuw)

Amendement nr. 80

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 80 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt een nieuw artikel 162/1 in te voegen, luidende :

« Art 162/1. Een nieuw Hoofdstuk invoegen, luidende : « Hoofdstuk 12bis Evaluatie ». »

Mevrouw Faes verklaart dat dit amendement een evaluatiemechanisme invoert voor deze gerechtelijke hervorming.

Artikel 162/2 (nieuw)

Amendement nr. 81

Mevrouw Faes c.s dient amendement nr. 81 in (stuk Senaat, nr. 5-2212/3), dat ertoe strekt, onder Hoofdstuk 12bis, een artikel 162/2 in te voegen, luidende :

« Art 162/2. Deze wet wordt na vijf jaar vanaf de inwerkingtreding geëvalueerd. Het evaluatierapport, opgesteld door de Koning, wordt onverwijld overgebracht aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Ten einde aan de evaluatieverplichting te voldoen, duid de Koning een begeleidingscommissie aan, die de hervorming van het gerechtelijk landschap opvolgt en zo nodig aanbevelingen doet. Deze commissie stelt jaarlijks een tussentijds rapport op dat onverwijld overgebracht wordt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat. »

Mme Faes explique que cet amendement instaure un mécanisme d'évaluation pour cette réforme judiciaire.

Article 163

M. Laeremans s'interroge quant au choix du 1^{er} avril 2014 comme date d'entrée en vigueur.

La ministre répond que la date du 1^{er} avril 2014 n'a pas été choisie par hasard. Beaucoup de mandats de chefs de corps viendront à échéance à cette période. En faisant entrer la réforme en vigueur au 1^{er} avril 2014, on évite une trop longue période de flottement dans la gestion des juridictions. Cela permet en outre de clarifier la situation pour les chefs de corps qui souhaiteraient postuler pour un mandat de chef de corps au niveau du siège du tribunal ou comme président de division.

M. Laeremans note qu'il reste à peine cinq mois avant d'installer les nouvelles juridictions sur le terrain. Un grand nombre de présentations devront avoir lieu d'ici là. Le Conseil supérieur de la justice est-il en mesure d'assurer la sélection des candidats dans un délai aussi bref?

La ministre répond que des contacts ont été pris avec le Conseil supérieur afin d'assurer une transition réussie vers le nouveau découpage du paysage judiciaire.

La ministre observe que le projet de loi relatif à la gestion prévoit un mécanisme d'évaluation.

Article 164

Cet article n'appelle aucune observation.

V. DÉCLARATIONS AVANT LES VOTES

Mme Defraigne déclare retirer l'ensemble de ses amendements par devoir de loyauté à l'égard de la majorité gouvernementale.

La ministre note que ces amendements, qui sont basés sur la position défendue par l'Union francophone des huissiers de justice, visent à maintenir la compétence territoriale des huissiers de justice sur une base cantonale. L'intervenante souligne que la commission de la Justice de la chambre des représentants vient d'adopter un projet de loi modifiant le statut des huissiers de justice (doc. Chambre, n° 53-2937/6). Le Sénat sera saisi de ce texte dans les prochaines semaines. La ministre propose que la discussion sur la compétence territoriale des huissiers de justice soit abordée lors de la discussion du projet sur leur statut.

Mevrouw Faes verklaart dat dit amendement een evaluatiemechanisme invoert voor deze gerechtelijke hervorming.

Artikel 163

De heer Laeremans stelt zich vragen bij de keuze van 1 april 2014 als datum van inwerkingtreding.

De minister antwoordt dat 1 april 2014 als datum niet toevallig werd gekozen. In die periode lopen veel mandaten van korpschefs af. Door de hervorming te laten ingaan op 1 april 2014, voorkomt men een te lange overgangsperiode bij het beheer van de rechtscolleges. Bovendien wordt de situatie dan meteen duidelijker voor de korpschefs die zich kandidaat wensen te stellen voor een mandaat als korpschef op het niveau van de zittende magistratuur, of als afdelingsvoorzitter.

De heer Laeremans merkt op dat er slechts vijf maanden overblijven om de nieuwe rechtscolleges op het terrein te installeren. In die periode moeten nog heel wat kandidaten worden voorgedragen. Is de Hoge Raad voor de Justitie wel in staat om de selectie van de kandidaten rond te krijgen binnen een dergelijk korte termijn?

De minister antwoordt dat er contacten gelegd werden met de Hoge Raad, om te zorgen voor een geslaagde overgang naar het nieuwe gerechtelijke landschap.

De minister merkt op dat er een evaluatiemechanisme is voorzien in het wetontwerp rond beheer.

Artikel 164

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

V. VERKLARINGEN VOOR DE STEMMINGEN

Mevrouw Defraigne verklaart dat zij al haar amendementen intrekt, uit loyaliteit ten opzichte van de regeringsmeerderheid.

De minister merkt op dat die amendementen, die gebaseerd zijn op het standpunt van de «*Union francophone des huissiers de justice*», tot doel hebben de territoriale bevoegdheid van de gerechtsdeurwaarders op basis van de kantons te laten voortbestaan. Spreekster benadrukt dat de commissie voor de Justitie van de Kamer van volksvertegenwoordigers net een wetsontwerp heeft aangenomen tot wijziging van het statuut van de gerechtsdeurwaarders (stuk Kamer nr. 53-2937/6). De Senaat zal die tekst in de komende weken voorgelegd krijgen. De minister stelt voor dat de discussie over de territoriale bevoegdheid van de gerechtsdeurwaarders wordt aangevat tijdens de besprekking van het ontwerp over hun statuut.

La ministre va par ailleurs consulter l'ensemble de la profession pour examiner si la position défendue par l'Union francophone est représentative. Quoi qu'il en soit, la ministre est consciente que les grandes réformes de la justice qu'elle entend mettre en œuvre ne réussiront que s'ils elles suscitent une adhésion suffisante des acteurs de terrain.

M. Mahoux salue les déclarations de la ministre et prend acte du fait que les amendements seront retirés.

Mme Defraigne prend acte des déclarations de la ministre. Elle souligne qu'elle n'est pas la représentante des huissiers de justice mais elle craint que les justiciables ne soient les dupes d'un élargissement de la compétence territoriale des huissiers de justice.

Le projet de loi à l'examen va favoriser l'émergence de grosses études situées le plus souvent dans de grands centres urbains, au détriment des petites et moyennes études rurales. Les huissiers devront de la sorte effectuer des déplacements plus importants qui seront portés en compte des justiciables.

La ministre précise qu'un arrêté royal est en préparation afin de fixer des forfaits pour les déplacements.

Mme Van Hoof déclare également retirer les amendements n°s 87 à 92 dans la mesure où ils peuvent être assimilés à des corrections de nature technique. La commission marque son accord sous réserve de l'approbation de la Chambre des représentants.

Les amendements n° 94, 95 et 96 sont également retirés dès lors que la ministre annonce à la commission que le contenu desdits amendements seront repris dans une loi de concordance qui est déjà en préparation.

VI. VOTES

L'article 1^{er} est adopté par 12 voix contre 1.

L'amendement n° 24 est rejeté par 10 voix contre 3.

L'article 2 est adopté par 12 voix contre 1.

Les amendements n° 25 à 32 sont successivement rejetés par 10 voix contre 3.

L'article 3 est adopté par 11 voix contre 1 et 1 abstention.

De minister zal overigens de hele beroepsgroep raadplegen, om te polsen of het standpunt van de *Union francophone* representatief is. Hoe dan ook is de minister er zich van bewust dat de grote justitiehervormingen die zij wenst door te voeren alleen succesvol kunnen zijn als ze op het terrein een voldoende groot draagvlak vinden.

De heer Mahoux verheugt zich over de verklaringen van de minister en noteert dat de amendementen worden ingetrokken.

Mevrouw Defraigne neemt akte van de verklaringen van de minister. Zij onderstreept dat ze de gerechtsdeurwaarders niet vertegenwoordigt, maar vreest dat de rechtzoekenden het slachtoffer zullen worden van de uitbreiding van de territoriale bevoegdheid van de gerechtsdeurwaarders.

Het voorliggende wetsontwerp zal leiden tot het ontstaan van grote kantoren, vaak in grote stadscentra, wat nadelig zal zijn voor de kleine en middelgrote kantoren van gerechtsdeurwaarders. Het zal ertoe leiden dat de gerechtsdeurwaarders grotere verplaatsingen moeten uitvoeren, die vervolgens aan de rechtzoekenden worden aangerekend.

De minister wijst erop dat er een koninklijk besluit in de maak is om forfaits vast te leggen voor de verplaatsingen.

Mevrouw Van Hoof verklaart dat zij de amendementen nrs 87 tot 92 intrekt, aangezien het eigenlijk gaat om technische correcties. De commissie gaat hiermee akkoord onder voorbehoud van de instemming van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Ook de amendementen nrs. 94, 95 en 96 worden ingetrokken, aangezien de minister de commissie heeft verteld dat de inhoud van die amendementen al verwerkt is in een concordantiewet die nu wordt voorbereid.

VI. STEMMINGEN

Artikel 1 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.

Amendment nr. 24 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Artikel 2 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.

De amendementen nrs. 25 tot 32 worden achtereenvolgens verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Artikel 3 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

L'amendement n° 33 est rejeté par 10 voix contre 3.	Amendement nr. 33 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.
L'article n° 4 est adopté par 10 voix contre 3.	Artikel 4 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen.
L'amendement n° 34 est rejeté par 10 voix contre 3.	Amendement nr. 34 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.
L'article n° 5 est adopté par 12 voix contre 1.	Artikel 5 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.
L'amendement n° 20 est retiré.	Amendement nr. 20 wordt ingetrokken.
L'amendement n° 1 est rejeté par 9 voix contre 1 et 3 abstentions.	Amendement nr. 1 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.
L'amendement n° 35 est rejeté par 10 voix contre 3.	Amendement nr. 35 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.
L'amendement n° 82 est rejeté par 10 voix contre 1 et 2 abstentions.	Amendement nr. 82 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.
L'article 6 est adopté par 10 voix contre 3.	Artikel 6 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen.
L'amendement n° 21 est retiré.	Amendement nr. 21 wordt ingetrokken.
L'amendement n° 66 est rejeté par 10 voix contre 3.	Amendement nr. 66 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.
L'amendement n° 83 est rejeté par 10 voix contre 1 et 2 abstentions.	Amendement nr. 83 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.
L'article 7 est adopté par 10 voix contre 3.	Artikel 7 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen.
L'amendement n° 2 est rejeté par 9 voix contre 1 et 3 abstentions.	Amendement nr. 2 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.
L'amendement n° 67 est rejeté par 10 voix contre 3.	Amendement nr. 67 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.
L'article 8 est adopté par 9 voix contre 3 et 1 abstention.	Artikel 8 wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.
L'amendement n° 3 est rejeté par 9 voix contre 1 et 3 abstentions.	Amendement nr. 3 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.
Les articles 9 à 12 sont successivement adoptés par 11 voix contre 1 et 1 abstention.	De artikelen 9 tot 12 worden achtereenvolgens aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.
L'amendement n° 87 est retiré.	Amendement nr. 87 wordt ingetrokken.
L'amendement n° 4 est rejeté par 9 voix contre 1 et 3 abstentions.	Amendement nr. 4 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.
L'amendement n° 36 est rejeté par 10 voix contre 3.	Amendement nr. 36 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.
L'article 13 est adopté par 12 voix contre 1.	Artikel 13 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.
L'amendement n° 22 est retiré.	Amendement nr. 22 wordt ingetrokken.

L'amendement n° 84 est rejeté par 10 voix contre 1 et 2 abstentions.

Les articles 14 et 15 sont successivement adoptés par 12 voix contre 1.

Les amendements n° 37 et 38 sont successivement rejetés par 10 voix contre 3.

L'article 16 est adopté par 10 voix contre 3.

L'amendement n° 39 est rejeté par 10 voix contre 3.

L'article 17 est adopté par 12 voix contre 1.

Les amendements n° 40 et 41 sont successivement rejetés par 10 voix contre 3.

L'amendement n° 42 est rejeté par 10 voix contre 3.

L'article 18 est adopté par 12 voix contre 1.

L'amendement n° 43 est rejeté par 10 voix contre 3.

L'article 19 est adopté par 10 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'article 20 est adopté par 12 voix contre 1.

L'amendement n° 44 est rejeté par 10 voix contre 3.

L'article 21 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'amendement n° 45 est rejeté par 11 voix contre 3.

L'article 22 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'amendement n° 46 est rejeté par 10 voix contre 3.

Les articles 23 et 24 sont successivement adoptés par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'amendement n° 88 est retiré.

L'amendement n° 5 est rejeté par 9 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'amendement n° 68 est rejeté par 10 voix contre 3.

L'article 25 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

Amendment nr. 84 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

De artikelen 14 en 15 worden achtereenvolgens aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.

De amendementen nrs. 37 en 38 worden achtereenvolgens verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Artikel 16 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen.

Amendment nr. 39 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Artikel 17 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.

De amendementen nrs. 40 en 41 worden achtereenvolgens verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Amendment nr. 42 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Artikel 18 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.

Amendment nr. 43 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Artikel 19 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

Artikel 20 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.

Amendment nr. 44 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Artikel 21 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

Amendment nr. 45 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Artikel 22 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

Amendment nr. 46 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

De artikelen 23 en 24 worden achtereenvolgens aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

Amendment nr. 88 wordt ingetrokken.

Amendment nr. 5 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

Amendment nr. 68 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Artikel 25 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

L'amendement n° 47 est rejeté par 11 voix contre 3.	Amendement nr. 47 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.
L'amendement n° 6 est rejeté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.	Amendement nr. 6 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.
L'article 26 est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.	Artikel 26 wordt aangenomen met 12 tegen 1 stemmen bij 1 onthouding.
L'article 27 est adopté par 13 voix contre 1.	Artikel 27 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.
L'amendement n° 89 est retiré.	Amendement nr. 89 werd ingetrokken.
L'amendement n° 7 est rejeté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.	Amendment nr. 7 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.
L'article 28 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.	Artikel 28 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.
L'article 29 est adopté par 13 voix contre 1.	Artikel 29 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.
L'amendement n° 8 est rejeté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.	Amendment nr. 8 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.
L'article 30 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.	Artikel 30 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.
L'article 31 est adopté par 13 voix contre 1.	Artikel 31 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.
L'amendement n° 58 est rejeté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.	Amendment nr. 58 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.
L'article 32 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.	Artikel 32 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.
Les articles 33 et 34 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.	De artikelen 33 en 34 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.
Les amendements n° 48 et 49 sont successivement rejetés par 11 voix contre 3.	De amendementen nrs. 48 en 49 worden achtereenvolgens verworpen met 11 tegen 3 stemmen.
L'article 35 est adopté par 13 voix contre 1.	Artikel 35 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.
Les amendements n° 50 à 55 sont successivement rejetés par 11 voix contre 3.	De amendementen nrs. 50 tot 55 worden achtereenvolgens verworpen met 11 tegen 3 stemmen.
L'article 36 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.	Artikel 36 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.
L'amendement n° 56 est rejeté par 11 voix contre 3.	Amendment nr. 56 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.
L'amendement n° 9 est rejeté par 9 voix contre 1 et 4 abstentions.	Amendment nr. 9 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1 stem bij 4 onthoudingen.
L'article 37 est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.	Artikel 37 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.
L'amendement n° 57 est rejeté par 11 voix contre 3.	Amendment nr. 57 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.
L'article 38 est adopté par 13 voix contre 1.	Artikel 38 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

L'amendement n° 70 est retiré.	Amendment nr. 70 wordt ingetrokken.
L'amendement n° 59 est rejeté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.	Amendment nr. 59 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.
L'amendement n° 69 est rejeté par 11 voix contre 3.	Amendment nr. 69 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.
L'article 39 est adopté par 10 voix contre 4.	Artikel 39 wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.
Les articles 40 et 41 sont successivement adoptés par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.	De artikelen 40 en 41 worden achtereenvolgens aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.
Les articles 42 et 43 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.	De artikelen 42 en 43 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.
L'amendement n° 90 est retiré.	Amendment nr. 90 wordt ingetrokken.
L'article 44 est adopté par 11 voix contre 3.	Artikel 44 wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.
L'article 45 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.	Artikel 45 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.
L'article 46 est adopté par 13 voix contre 1.	Artikel 46 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.
L'article 47 est adopté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.	Artikel 47 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.
Les articles 48 et 49 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.	De artikelen 48 en 49 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.
L'amendement n° 91 est retiré.	Amendment nr. 91 wordt ingetrokken.
Les amendements n°s 10 et 11 sont successivement rejetés par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.	De amendementen nrs. 10 en 11 worden achtereenvolgens verworpen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.
L'amendement n° 71 est rejeté par 11 voix contre 3.	Amendment nr. 71 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.
L'article 50 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.	Artikel 50 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.
L'amendement n° 23 est retiré.	Amendment nr. 23 wordt ingetrokken.
L'amendement n° 85 est rejeté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.	Amendment nr. 85 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.
Les articles 51 à 60 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.	De artikelen 51 tot 60 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.
L'article 61 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.	Artikel 61 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.
Les articles 62 à 81 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.	De artikelen 62 tot 81 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.
L'article 82 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.	Artikel 82 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.
Les articles 83 à 86 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.	De artikelen 83 tot 86 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

L'amendement n° 12 est rejeté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'article 87 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

L'amendement n° 72 est rejeté par 11 voix contre 3.

L'article 88 est adopté par 11 voix contre 3.

L'amendement n° 73 est rejeté par 11 voix contre 3.

L'article 88 est adopté par 11 voix contre 3.

L'amendement n° 92 est retiré.

L'article 90 est adopté par 11 voix contre 3.

Les articles 91 et 92 sont successivement adoptés par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Les articles 93 et 94 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.

L'article 95 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Les articles 96 à 99 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.

L'amendement n° 86 est rejeté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'article 100 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

Les articles 101 et 102 sont successivement adoptés par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Les articles 103 et 104 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.

L'amendement n° 74 est rejeté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

L'article 105 est adopté par 11 voix contre 3.

L'article 106 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'amendement n° 75 est rejeté par 11 voix contre 3.

L'article 107 est adopté par 11 voix contre 3.

Les amendements n° 76 et 77 sont successivement rejetés par 11 voix contre 3.

Amendment nr. 12 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

Artikel 87 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

Amendment nr. 72 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Artikel 88 wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendment nr. 73 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Artikel 88 wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendment nr. 92 wordt ingetrokken.

Artikel 90 wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

De artikelen 91 en 92 worden achtereenvolgens aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

De artikelen 93 en 94 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Artikel 95 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

De artikelen 96 tot 99 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendment nr. 86 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

Artikel 100 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

De artikelen 101 en 102 worden achtereenvolgens aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

De artikelen 103 en 104 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendment nr. 74 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 105 wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

Artikel 106 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

Amendment nr. 75 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Artikel 107 wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

De amendementen nrs. 76 en 77 worden achtereenvolgens verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

L'article 108 est adopté par 11 voix contre 3.

L'amendement n° 61 est rejeté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Les amendements n° 78 et 79 sont successivement rejetés par 11 voix contre 3.

L'article 109 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

Les articles 110 et 111 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.

Les articles 112 et 113 sont successivement adoptés par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'article 114 est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

L'article 115 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

L'article 116 est adopté par 11 voix contre 3.

L'article 117 est adopté par 10 voix contre 4.

L'article 118 est adopté par 11 voix contre 3.

L'article 119 est adopté par 13 voix contre 1.

L'article 120 est adopté par 11 voix contre 3.

L'article 121 est adopté par 13 voix contre 1.

Les amendements n°s 62 à 64 sont successivement rejetés par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'article 122 est adopté par 13 voix contre 1.

L'amendement n° 93 est retiré.

Les articles 123 à 125 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.

L'article 126 est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Les articles 127 et 128 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.

Les amendements n° 94 à 96 sont retirés.

L'amendement n° 16 est retiré.

Artikel 108 wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendment nr. 61 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

De amendementen nrs. 78 en 79 worden achtereenvolgens verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Artikel 109 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

De artikelen 110 en 111 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

De artikelen 112 en 113 worden achtereenvolgens aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

Artikel 114 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Artikel 115 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 116 wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

Artikel 117 wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

Artikel 118 wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

Artikel 119 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Artikel 120 wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

Artikel 121 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

De amendementen nrs. 62 en 64 worden achtereenvolgens verworpen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

Artikel 122 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendment nr. 93 wordt ingetrokken.

De artikelen 123 tot 125 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Artikel 126 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

De artikelen 127 en 128 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

De amendementen nrs. 94 tot 96 worden ingetrokken.

Amendment nr. 16 wordt ingetrokken.

L'article 130 est adopté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'article 131 est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

L'amendement n° 17 est retiré.

L'article 132 est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

L'amendement n° 18 est retiré.

L'article 133 est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

L'amendement n° 19 est retiré.

L'article 134 est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

L'amendement n° 65 est rejeté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'article 135 est adopté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.

Les articles 136 à 147 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.

Les articles 148 et 149 sont successivement adoptés par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

L'article 150 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Les articles 151 à 153 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.

Les articles 154 et 155 sont successivement adoptés par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Les articles 156 à 159 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.

L'article 160 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Les articles 161 et 162 sont successivement adoptés par 13 voix contre 1.

Les amendements n°s 80 et 81 sont successivement rejetés par 11 voix contre 3.

L'article 163 est adopté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'article 164 est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

La Chambre n'a pas accepté de considérer les amendements n°s 87, 88, 89, 90, 91 et 92 de Mme Van Hoof comme des corrections de texte. Elle a toutefois accepté quelques corrections de texte pures ou modifications de références erronées.

Artikel 130 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

Artikel 131 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Amendment nr. 17 wordt ingetrokken.

Artikel 132 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Amendment nr. 18 wordt ingetrokken.

Artikel 133 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Amendment nr. 19 wordt ingetrokken.

Artikel 134 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Amendment nr. 65 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

Artikel 135 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthouding.

De artikelen 136 tot 147 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

De artikelen 148 en 149 worden achtereenvolgens aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Artikel 150 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

De artikelen 151 tot 153 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

De artikelen 154 en 155 worden achtereenvolgens aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

De artikelen 156 tot 159 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Artikel 160 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

De artikelen 161 en 162 worden achtereenvolgens aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

De amendementen nrs. 80 en 81 worden achtereenvolgens verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Artikel 163 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

Artikel 164 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

De Kamer stemde niet in om de amendementen nrs. 87, 88, 89, 90, 91 en 92 van mevrouw Van Hoof als tekstcorrecties te beschouwen. Wel werden enkele zuivere tekstverbeteringen of verbeteringen in verband met foute verwijzingen aanvaard.

L'ensemble du projet de loi corrigé est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Les rapporteurs,

Christine DEFRAIGNE.
Yoeri VASTERSAVENDTS.

Le président,

Alain COURTOIS.

Het verbeterde wetsontwerp in zijn geheel wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

Het verslag werd eenparig goedgekeurd door de 9 aanwezige leden.

De rapporteurs,

Christine DEFRAIGNE.
Yoeri VASTERSAVENDTS.

De voorzitter;

Alain COURTOIS.